

# SILENCE

ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N° 197  
NOVEMBRE 95

23 F

Nucléaire

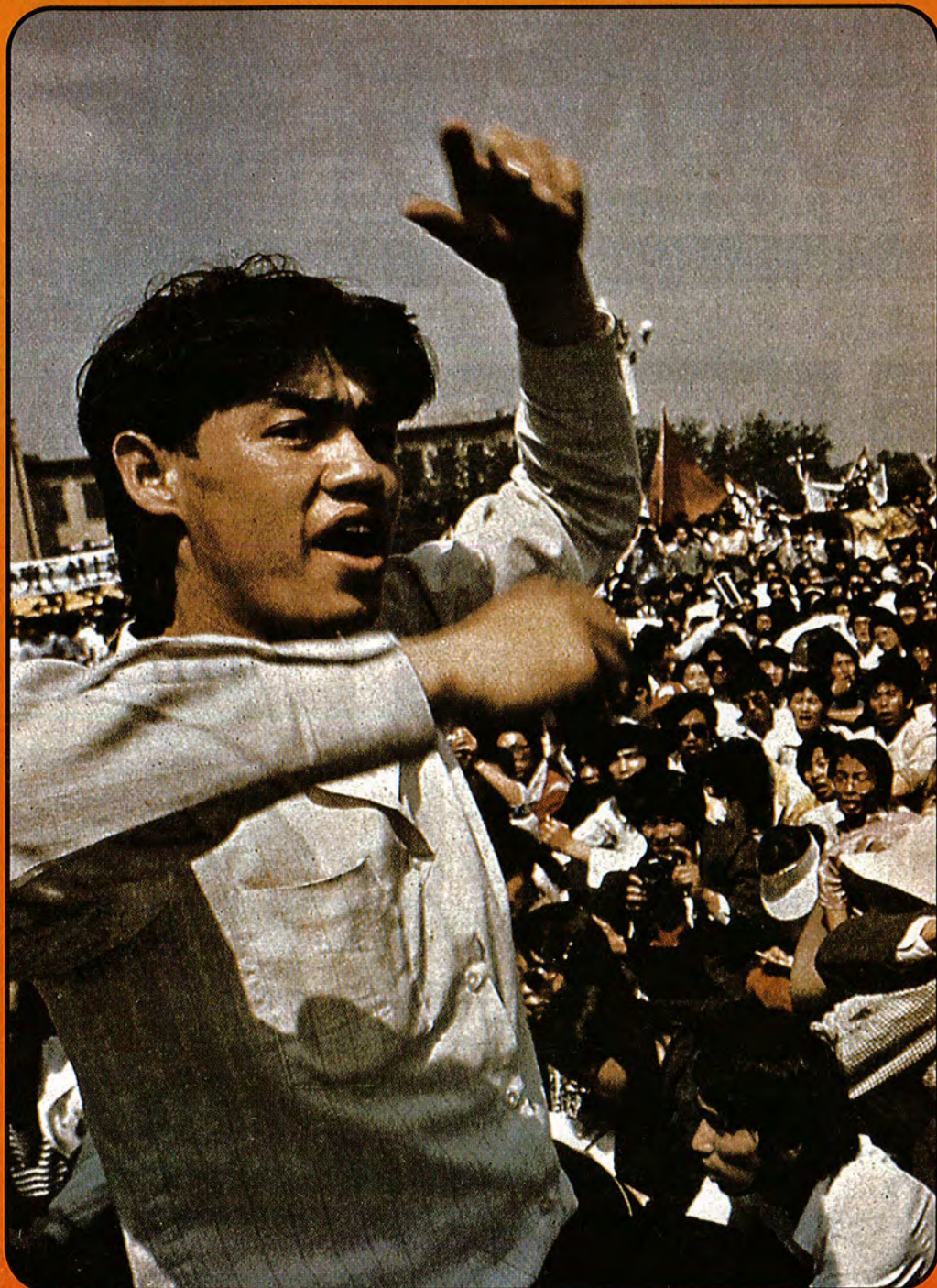
L'ÉTAT DE  
L'ENVIRONNEMENT  
DANS LA HAGUE

Grünen

LA NON-VIOLENCE  
AUX ORTIES ?

Essais nucléaires

REACTIONS  
EN CHAÎNE



## LA DÉFENSE PAR ACTIONS CIVILES (1)

# Tombola en novembre, Noël en Décembre

Les militants étrangers ne comprennent pas pourquoi les Français réagissent si mollement contre les essais nucléaires... C'est peut-être parce que même chez les écolos les plus motivés, on s'y prend toujours au dernier moment. Et ceci est vrai pour de nombreux sujets, comme par exemple la tombola de Silence : alors que la tombola est en place depuis le début de l'année, ce n'est que

depuis le mois d'août qu'elle a vraiment commencé à fonctionner. Espérons encore un sprint final et cela fera toujours autant d'argent à chercher en moins. Au hit-parade des départements, c'est le Rhône qui pointe en tête (normal) avec 30 carnets vendus suivi du Haut-Rhin (20), de l'Isère (14), de la Loire (13), du Finistère (12), de Paris (12), de l'Essonne (9), de la Corrèze (9), de l'Hérault (8)... Les départements de l'Aisne, de l'Ardèche, des Ardennes, de l'Aube, de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Charente, de la Corse, de l'Eure, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, des Landes, du Loir-et-Cher, du Lot, du Maine-et-Loire, de la Manche, de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de l'Oise, du Pas-de-Calais, du Puy-de-Dôme, des Hautes-Pyrénées, de la Sarthe, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, de la Vienne, de l'Yonne, de la Seine-St-Denis sont pour le moment aux abonnés absents.

## Carnets pris au mois de septembre

Amitrand P. (Lot-et-Garonne)	1
Astier J. (Hérault)	1
Bozeau P. (Essonne)	1
Boni J. (Suisse)	1
Briand MN. (Bouches-du-Rhône)	1
Cassou D. (Paris)	2
Costes M. (Paris)	2
Darros JP. (Allier)	1
Daviet F. (Nord)	2
Faivre P. (Seine-et-Marne)	1
Guernier A. (Vienne)	1
Guittenit M. (Lot-et-Garonne)	1
Guyard V. (Savoie)	1
Joarlette (Vaucluse)	1
Lagardère A. (Isère)	2
Landhauser M. (Bas-Rhin)	1
Lanz D. (Rhône)	3
Le Jeloux G. (Morbihan)	1
Le Talludec A. (Isère)	1
Marchand M. (Corrèze)	1
Masia D. (Finistère)	5
Menigot S. (Loire)	10
Mizony N. (Rhône)	2
Mouginot V. (Vosges)	3
Pargollet D. (Lot-et-Garonne)	1
Peilley P. (Rhône)	1
Perrot D. (Nièvre)	1
Peter V. (Alpes-de-Hte-Prov.)	1
Plazanet F. (Vendée)	1
Porcher G.Y. (Isère)	1
Posocco F. (Isère)	1
Rodier M. (Marne)	1
Surpas J. (Dordogne)	1
Terrillon E. (Loire-Atlantique)	3
Thérèse J.C. (Calvados)	3
Vaissaire E. (Var)	1
Veillon R. (Deux Sèvres)	1
Aucun don	
<b>Total mois de septembre</b>	<b>6300 F</b>
Il manque encore :	64170 F

## Sommaire

**La défense par actions civiles de Action civile et défense**..... page 4

Environnement..... page 12

- Amiante : fin en 1999 ?
- Aude : santé menacée à Salsigne
- Ozone : nouveaux records
- Contre l'A51 Grenoble-Sisteron

Annonces..... page 15

Nord-Sud..... page 16

- Les médicaments génériques

Femmes..... page 17

- Les femmes et la santé

Energies..... page 18

- L'autonomie énergétique

Nucléaire..... page 20

- Champignons radioactifs
- Nucléaire civile et religieux

**Nucléaire : l'état de l'environnement dans la Hague** de David Boilley.....page 22

Alternatives..... page 26

- Enseignement de l'Espéranto
- Des radios de découverte

Société..... page 27

Santé..... page 28

- Huit bonnes raisons de fumer

Politique..... page 29

- France-Algérie : les causes du terrorisme
- Bretagne : lycées écologiques

Paix..... page 30

- Un fonds pour Agir Ici
- Pas de chèques en blanc pour les dossiers noirs de la COFACE
- Balkans : contre le découpage ethnique

Essais nucléaires..... page 32

- De la manière de s'opposer aux essais

**Verts allemands : la non-violence aux orties ?** de René Hamm.....page 34

Livres..... page 36

Courrier..... page 38

## TOMBOLA : MODE D'EMPLOI

**1 - Tout le monde peut participer** : La tombola a été conçue pour que ceux qui n'ont pas d'argent (mais souvent du temps) puissent participer à cette collecte de fonds. Le carnet de 10 billets de 10 F vous est envoyé contre 100 F francs. Si vous revendez tous les billets, cela ne vous coûte rien. Si vous n'avez pas le temps ou pas l'envie de participer à la tombola, vous pouvez verser un don.

**2 - Tous les lots sont "intelligents"** : les lots ont été collectés auprès de nos annonceurs en échange de publicités dans la revue. 1er prix : un voyage au Sénégal (valeur 6000 F) 2ème prix : un frigo économe (valeur 4500 F) 3ème prix : un bon d'achat de 1500 F chez Ardelaine... Ensuite, des jeux écolos, des tirés à parts de Silence...

**3 - Tout le monde gagne** : cette tombola n'est pas un jeu de hasard : sur le talon du billet figure une case à cocher "Je souhaite recevoir gratuitement un numéro spécimen de la revue Silence". Cela signifie que pour tout achat d'un billet de 10 F, on peut recevoir un numéro d'une valeur de 23 F ! En diffusant ces billets, et en faisant cocher cette case, vous nous aidez à faire connaître la revue à un plus grand nombre de personnes : on leur enverra le numéro avec les résultats de la tombola en janvier 1996.

La tombola dure jusqu'au 1er décembre 1995. Merci de nous retourner les souches des carnets remplies pour participer au tirage

Chèques à l'ordre de "Un toit pour l'Ecologie" (en indiquant "tombola" ou "don") à retourner à : Silence, 9 Rue Dumenge 69004 Lyon.

## SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"  
9 rue Dumenge, 69004 LYON.  
Tel: 78.39.55.33  
CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loicil - Tel: 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins, comics)

N° de Commission paritaire: 64946  
N° ISSN 0756-2640  
Date de parution : 4ème trimestre 1995  
Tirage : 3 700 ex

## Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda  
Vice-Président : Petline  
Trésorière : Myriam Cognard  
Administrateur : Jacques Caclin

## Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard  
Michel Jarru  
Publicité : Eve Malafosse  
Relations commerciales : Claude Crollet  
Documentation : Christian Glasson  
Rédaction : Francis Vergier  
Sylviane Poulenard  
Michèle Dussaut-Delorme  
Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques : Roger Bernard  
Richard Grantham  
Jacques Grinevald  
Henri Persat  
Henri Pezerat  
André Picot

Dessinateurs : Alho Mullo Lasserpe  
Correctrice : Thérèse Régné  
Conception maquette : Hubert Pilson  
Expédition : Maloin

Deborah Blache  
Christiane Chapon  
Laïc Gaudin  
Bernard Parez  
Vincent Martin  
Christian Rony  
Xavier Sérédine  
Raymond Vignal  
Georges David

Correspondants : Alain Claude-Gallié  
René Hamm  
Eric Marquis  
José Oria  
Mireille Oria  
Jean-Luc Thierry  
Et pour ce numéro : Action civile et défense  
ACRO  
David Boilley  
Cebu  
Greenpeace  
Christiane Lasserre

Photo de couverture :  
Place Ilen-an-men 1989  
© Manuel Vimenet

## Pour participer au journal

### N°198 - Décembre

Comité de rédaction et clôture des articles :  
samedi 28 octobre à 14 h  
Clôture des brèves :  
vendredi 3 novembre à 12 h  
Expédition :  
vendredi 17 novembre à 18 h

### N°199-200 - Janvier

Comité de rédaction et clôture des articles :  
samedi 25 novembre à 14 h  
Clôture des brèves :  
vendredi 1er décembre à 12 h  
Expédition :  
vendredi 15 décembre à 18 h

Le journal est réalisé en grande partie par des bénévoles.

Vous pouvez y participer.  
Pour faire connaissance,  
vous êtes invités aux expéditions.  
Un repas à 21h30 est offert par Silence.

Le mois de  
**LASSERPE**



EDITORIAL

# Sous-développés

**E**n 1994, le gouvernement Balladur lance la prime pour envoyer à la casse les voitures de plus de dix ans. En 1995, le gouvernement Juppé - imagination oblige - lance la prime pour envoyer à la casse les voitures de plus de huit ans.

A ce rythme, d'ici cinq ans, on nous paiera pour envoyer à la casse les voitures neuves.

La logique de tout cela ? Maintenir l'emploi dans l'industrie automobile, une industrie si sophistiquée que l'on assure surtout le maintien de l'emploi des robots plutôt que celui des ouvriers.

Au Sud, par contre, on crée des emplois dans le bricolage et l'entretien des véhicules. Une automobile est un bien si précieux que l'on en assure méticuleusement l'entretien pour la faire durer. Les compteurs - lorsqu'ils marchent - n'hésitent pas à multiplier les tours complets. Là-bas, les voitures peuvent durer trente ans sans problème. Il s'agit souvent de voitures récupérées dans les pays du Nord.

On s'étonne souvent que les groupes écologistes se développent plutôt au Nord. Quoi d'étonnant qu'il faille ici des mouvements pour rappeler que les ressources sont limitées et que le meilleur moyen de s'enrichir est d'éviter le gaspillage. Dans les pays du Sud, il n'y aurait pas besoin de mouvements écologistes si les sociétés du Nord ne s'étaient crues obligées de venir leur expliquer les bienfaits de notre progrès.

Au vu de cette comparaison, on peut sérieusement s'interroger sur la notion de sous-développement. Les plus sous-développés ne sont-ils pas les cerveaux de nos gouvernants ?

Francis VERGIER

# UNE PISTE DE RECHERCHE POUR LA DÉFENSE NATIONALE

**I**l y aura toujours des guerres. Il ne s'agit pas d'une hypothèse ou d'une opinion. En fait elles n'ont pas cessé depuis la seconde guerre mondiale. Voici des extraits de ce qu'en disent Alvin et Heidi Toffler dans leur livre "Guerre et contre-guerre"

permis de progresser en Afrique du Sud, en Israël et ailleurs, mais elle a permis à d'autres conflits de s'épanouir. Les occidentaux ont découvert que la guerre froide avait en fait gelé de nombreux conflits. Le dégel est saisissant. Et, rien ne permet d'espérer un chan-

Non, explique-t-il, nous aurons encore la guerre, nous-mêmes, pays civilisés et démocratiques du conseil de sécurité. "Certaines guerres ont été le fruit de l'irrationalité, d'erreurs de calcul, de la xénophobie, du fanatisme, de l'extrémisme religieux ou de la malchance pure et simple alors que tous les indicateurs économiques «rationnels» donnaient à penser que la paix eût été pour tous une politique préférable. L'histoire grouille de «guerres impensables». Demandez aux habitants de Sarajevo !"

Il suffirait par exemple que les Russes votent pour Jirinovskiy pour que le monde soit de nouveau à feu et à sang. On ne peut exclure cette éventualité. Or voici le discours hitlérien qu'il tenait en français dans une interview diffusée par France 2 le 15 novembre 94 : "la guerre est bonne pour le peuple russe, il faut la faire pour retrouver les vraies frontières qui font de nous un grand peuple; la Finlande est russe, les États baltes aussi, idem pour une partie de la Pologne, mais aussi la Turquie, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, sans compter les anciens territoires de l'empire soviétique, Ukraine, Kazakhstan etc. que nous allons rapidement réintégrer... Nous utiliserons la bombe atomique et cela ira très vite dès que nous aurons le pouvoir : deux mois, pas plus ! Tout cela est écrit dans mon livre..."

*Alors que les stratégies de défense actuelle sont sérieusement remise en cause (ouverture à l'Est, conflit yougoslave...), depuis un siècle se développent de multiples contre-pouvoirs au sein de la société civile qui peuvent servir de base à une nouvelle vision non-armée de la Défense nationale.*

(4) "Guerre et contre-guerre", Ed. Fayard, 1994.

paru début 94 (4) : "Plus de 150 conflits et guerres civiles depuis 1945 ont tué 7,2 millions de soldats et 33 à 40 millions de civils sans compter les blessés, violés, mutilés... Depuis, la situation ne s'est pas améliorée : le SIPRI, Institut international de recherches sur la paix à Stockholm, dénombre 31 conflits en 1990." L'IFRI, Institut Français des Relations Internationales dénombre, à la fin de 1994, 38 conflits de caractère durable entre adversaires organisés... La fin de la guerre froide a

gement significatif dans les années à venir.

Au contraire, de nouveaux conflits et de nouvelles guerres éclateront. Toffler tire sur les canards qui volent du genre : «les guerres commerciales remplacent les guerres violentes» ou «les conflits ne concerneront plus que de petits pays, et seront sans incidence notoire sur nos grandes démocraties» ou «les fauteurs de guerre calculent généralement les inconvénients économiques avant de se lancer dans une guerre».

Mais au fond, peu importe que nous croyions ou non que la guerre va avoir lieu, l'important est de se prémunir, de tout faire pour qu'elle n'ait pas lieu et pour que, si jamais cela se produisait, nous sachions éviter le pire, aussi bien dans le futur proche que dans le long terme. Nos opinions sur ce sujet sont très influencées par l'actualité, alors que ce sujet doit être pensé à froid avec dix à vingt ans d'avance, puisque c'est le temps qu'il faut pour se préparer.

### Les menaces évoluent vite

Certaines sont vieilles comme le monde : extrémismes religieux, nationalismes, soifs de pouvoirs... d'autres sont nouvelles et plus effrayantes parfois : prolifération nucléaire, armes chimiques et armes bactériologiques d'une puissance fabuleuse, d'autres, non liées aux armes n'en sont pas moins terrifiantes : catastrophes écologiques majeures, mafias, corruption à l'échelle de gigantesques zones continentales, drogue à l'échelle planétaire... Tout cela correspond à des menaces d'un type nouveau qui ne pourront plus se traiter avec les seuls moyens du passé. A cela s'ajoute l'instabilité d'un grand nombre de situations locales qui peuvent facilement et rapidement dégénérer en conflits plus larges.

### La guerre elle-même évolue

Technicité des moyens de plus en plus forte, coûts faramineux des équipements au point que nous ne pouvons plus nous les payer seuls (nous, quatrième pays le plus riche du monde), équipements plus rapidement obsolètes ou inadaptés aux besoins, éloignement des théâtres d'opérations, guerre subversive, guerre psychologique, guerre sans morts, guerre de l'intelligence, médiatisation extrême et de plus en plus conséquente, terrorismes, nouveauté des moyens de confrontation... nous ne cherchons pas à étonner, ce sont des vérités admises. Ce qui est

## "Action civile et Défense"

Une association s'intéresse aux épreuves de force civiles pour résoudre les grands conflits

"Action civile et Défense" (1), l'association qui écrit ces lignes, s'intéresse aux idées de participation des civils à la Défense nationale et à la résolution des conflits internationaux qui ont été développées par des chercheurs de plusieurs pays. En France elles ont été décrites en 1985 dans le livre "La dissuasion civile" (2) dans l'hypothèse d'une agression de notre territoire par l'ex-URSS. Elles ont été approfondies et élargies à d'autres formes de conflits dans le livre "La guerre civilisée - la défense par actions civiles" de l'Américain Gene Sharp, qui vient d'être édité en Français en 1995 (3). Ces deux documents font référence sur le sujet. Le premier a été édité par la Fondation pour les études de Défense nationale sur une initiative du ministre français de la Défense nationale, le second a été traduit en neuf langues étrangères dont le chinois, l'arabe, le russe et le polonais sont en cours de publication. Ces deux ouvrages décrivent et expliquent une même stratégie de Défense nationale. Ils ne la présentent pas comme une panacée mais comme une solution de Défense utilisable dans de nombreuses situations.

Ils montrent que dans certaines situations de conflits graves entre peuples, en dernier ressort pour éviter la guerre, il existe des moyens de force, non armés mais de grande puissance, pour faire plier sans violence l'adversaire le plus violent. Ces moyens mettent en œuvre les civils et toutes les forces vives d'une nation dans une résistance, organisée et préparée à l'avance par l'État.

Ces méthodes ne sont pas une construction intellectuelle. Elles fonctionnent déjà et se développent rapidement. De nombreux exemples historiques sont fournis et analysés. Ils montrent des échecs comme des succès. L'analyse de ces cas est riche d'enseignements, elle permet de dégager les conditions de réussite comme les causes d'échecs et en particulier l'intérêt d'éviter l'improvisation.

La "Défense par actions civiles" ou "DAC" ou encore "Défense civile non violente" a été conçue progressivement depuis le 19<sup>e</sup> siècle environ, d'abord par des applications partielles sur le terrain même des conflits, un peu par la force des choses, ensuite à partir de 1930 par des stratégies militaires, des chercheurs, et des leaders engagés dans des conflits. Pour ceux qui ne la connaissent pas, et même pour ceux qui croient la connaître, nous recommandons au moins la lecture du livre de Gene Sharp "La guerre civilisée" (3). C'est beaucoup demander mais l'enjeu le mérite pour trois raisons : - il s'agit vraiment d'une stratégie de défense - elle se développe sous nos yeux chaque jour sans que nous le voyions clairement - tous ceux qui réfléchissent à notre Défense nationale ne trouveront pas l'effort excessif.

Le texte ci-contre est le début d'une étude sur la DAC réalisée par Action civile et Défense. Il représente une clarification essentielle pour approcher le sujet. Sa publication dans Silence permettra, nous l'espérons, des avis, remarques et contradictions à adresser à l'association Action civile et Défense (1). Nous remercions la revue Silence d'avoir proposé sa publication.

Travaillant sur un outil de défense et non sur une doctrine, Action civile et Défense se veut pluraliste et souhaite diffuser ses travaux dans des supports et médias de toute tendance.

**Contact :** Action civile et Défense, La tour, chemin de la Pérouse, 73 800 Arbin.

(1) Action civile et Défense. Association pour la promotion de l'action civile dans la Défense et la résolution des conflits internationaux. Association exempte de toute attache financière, idéologique, politique ou religieuse. Ses membres et ses revenus sont bénévoles.  
(2) de C. Melton, JM. Muller, J.Sémelin, 1985, diffusion par le MAN, 21 ter rue Voltaire, 75 011 Paris.  
(3) Editeur Presses Universitaires de Grenoble 1995. Traduit de l'américain "Civilian based defense".

nouveau c'est la rapidité des évolutions. En moins d'une génération, tout est remis en cause plusieurs fois. Rien qu'au premier trimestre 95 sont apparus la faillite d'une banque bicentenaire, la Barings, illustrant la capacité d'un seul homme dans les circuits financiers mondiaux et les attentats au gaz dans le métro de Tokyo perpétrés par quelques inévitables détraqués. On parle maintenant d'armée de métier, de service civil, de devoir d'ingérence, de corps d'armée européen... Et en quelques années les acteurs ont changé. Ainsi de la fantastique puissance financière des cartels de la drogue qui peuvent, sans contrôle aucun, rivaliser avec les États... Il est à leur portée par exemple d'affréter un avion de drogue de 10 milliards de F, ou de faire un chiffre d'affaires de 400 milliards de F en France (ce qui est plus que l'ensemble de notre secteur chimique et pharmaceutique!). Ainsi de la possibilité pour une personne dans son appartement de fabriquer quelques grammes de virus, peu coûteux, qui pourraient faire dix fois plus de dégâts qu'une très puissante bombe nucléaire !

### Même les puissants perdent les guerres

La perle dans ce jardin de constats est que même les puissants perdent les guerres : Échec des USA au Vietnam par sous-estimation de l'efficacité de la guerre subversive, par sous-estimation de la capacité de l'opinion publique américaine à supporter la vue de ses morts et de ses propres massacres, et par incapacité à maîtriser une médiatisation de longue durée de la guerre. Échec en Somalie par méconnaissance du sujet qu'efface à peine le succès de la guerre du Koweït par la qualité des techniques et la maîtrise des médias. Échec de l'URSS en Afghanistan par surestimation de la puissance des armes. Échec des pays européens et de l'ONU en Yougoslavie par incapacité des États à se mettre d'accord entre eux. Échec au Rwanda par insuffisance de renseignements, de stratégie et de réactivité...

### Nos moyens pour assurer la paix ne progressent guère

En Yougoslavie et au Rwanda nous n'avons rien pu faire d'important. Le livre blanc sur la défense 94 n'apporte pas de grands espoirs, tandis que Toffler prédit à propos des guerres dont il annonce la venue : *"Ces guerres n'auront rien à voir avec celles que, pour la grande majorité d'entre nous, nous imaginons."* Si encore il ne s'agissait que de son impression, ce ne serait pas grave, mais il le montre en observant tout simplement la rapidité des changements et les grandes fractures du monde. Nos chefs d'État avancent à tâtons, avec pragmatisme et opportunisme. Cela donne ici et là quelques résultats mais cela suffira-t-il face à la multiplicité des conflits latents ? A force d'être sur la corde raide, l'accident arrive un jour. Nos visions à long terme sont-elles suffisantes ? Alors que beaucoup d'intellectuels appellent à l'imagination et à l'audace, ne laissons nous pas échapper des perches qui nous sont tendues et qui pourraient représenter un progrès significatif ?

### LES CIVILS SONT AUJOURD'HUI IMPLIQUÉS DANS LES CONFLITS

Une vague de meurtres de juristes secoue le Sri Lanka en 89... A la radio du 16 décembre 94, une foule tchéchène s'est massée devant les chars russes pour les empêcher de passer... Été 95, série de bombes en France dans les lieux publics, nombreux morts et blessés dans la population civile... Été 95 encore de longues cohortes de

civils bosniaques et serbes quittent leur région pour une autre ethniquement plus vivable... "Balkan Peace Team" recherche des volontaires pour aller au Kosovo identifier des possibilités de dialogue entre les groupes en conflit, publier des informations indépendantes, organiser des formations en médiation, être observateur non partisan, escorter des personnes menacées... Pas une journée qui ne nous apporte son lot de résistances civiles ou de présence civile dans les conflits. On le voit, les civils sont aujourd'hui étroitement liés à l'actualité de tous les conflits. Ils le sont de plusieurs manières :

### 1 - Par leur information

Selon l'enquête budget-temps du CESP en 1992, la moyenne de temps consacré à la lecture, par jour et par Français, serait de 37 minutes, pour la radio de 2 h 02, et pour la TV de 3 h 34. Bien plus qu'autrefois, les civils sont informés des conflits qui retransmettent chaque jour et en direct dans chaque foyer, les événements les plus chauds du monde. Vous arrivez chez vous le soir et votre épouse sait, aussi bien que vous, qu'il y a eu 22 morts par explosion à Tel Aviv vers 15 heures. Mieux, les enfants ont vu les images. Et quelles images ! Forcément les plus dures, toutes celles qui apportent de l'émotion, puisque tel est le critère qui attire le téléspectateur. A la limite, chacun connaît mieux les événements de guerre que les problèmes de son quartier ou de son village. Les gens vivent dans les guerres, les conflits, la violence... Même dans les pays peu développés, car les médias y sont largement pratiqués.

### Pour un pays sans armée

Coordonné par Serge Mongeau. La sécurité sans armée est-elle possible ? Des pays ont déjà fait ce choix. La non-violence peut aider. De multiples pistes de réflexion et des arguments contre la « dépense nationale » ! Appel au courage, au réalisme et à l'imagination.

160 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 39





Manifestation contre la manipulation des médias pendant la guerre du Golfe (1991)

Durant la guerre du golfe, avec 100 pays couverts par ses ondes, CNN permit à 170 millions de spectateurs d'entendre les premiers bombardements sur Bagdad ! Cela paraît déjà banal car c'est notre vie de tous les jours mais, comme on le verra plus loin, ce n'est pas neutre pour le sujet qui nous intéresse. C'est peut-être même un changement lourd de conséquences pour ce qui concerne l'attitude des civils par rapport à la défense.

## 2 - Par la recherche forcenée de leur adhésion

Alors qu'autrefois "les rois se - satisfaisaient de sujets soumis", nos gouvernements font aujourd'hui la course à l'adhésion des civils sous le double effet du besoin de bulletins de vote et du développement des communications. C'est encore pire en période de guerre. Avec la capacité de l'opinion mondiale à boire l'actualité et ses images, l'adhésion des civils semble devenue l'un des enjeux majeurs et dominants de toutes les guerres et conflits; des moyens fabuleux sont investis dans ce but par chacun des protagonistes.

Les deux premières guerres mondiales ont été des guerres totales en ce sens. Les civils étaient la cible permanente et forcée de la propagande des belligérants, non seulement dans le pays adverse mais dans leur propre camp. Non seulement pour qu'ils collaborent mais aussi parce que leur adhésion représentait la victoire ultime; sans compter la propagande internationale qui avait pour but d'augmenter le nombre de pays amis et de réduire celui des ennemis. La communication de conflits vers les civils était devenue mondiale. Elle l'est restée. Les deux guerres du Vietnam ont été gagnées par ceux qui ont obtenu l'appui de la population. La guerre froide a été pour l'essentiel un combat idéologique et médiatique mondial à outrance. Chacun à sa manière. Pour les Soviétiques, ce fut autant ciblé vers l'intérieur que vers les pays occidentaux et le tiers monde (parti unique, information conditionnée par agence de presse, KGB et action souterraine, mensonge, désinformation, prises de positions internationales choisies exclusivement et systématiquement pour leur effet auprès de

l'opinion mondiale etc...). On l'a vu aussi au Rwanda, comme on l'a vu dans la guerre du Koweït : avec 1700 journalistes, CNN dépensait durant la guerre du golfe autant que l'ensemble de l'audiovisuel français (5). Significative est à cet égard, la multiplication du nombre de journalistes à chaque nouvelle guerre.

## 3 - Par la manipulation dont ils sont l'objet sur le terrain

Que les civils fassent partie des guerres n'est pas nouveau, surtout dans les guerres civiles. Ce qui l'est c'est la capacité donnée aux guerriers de manipuler la population au delà des limites connues. Les occidentaux qui ont vu les images de Timisoara l'ont appris à leurs dépens. Au Mexique, pour lutter contre les Zapatistes dans le Chiapas, l'armée s'appuie sur la stratégie dite du "conflit de basse intensité" dont l'enjeu est la population civile. Il s'agit d'une guerre de longue durée qui, par des activités "sociales", permet à l'armée de contrôler les civils et leurs ressources (alimentation,

(5) Voir "La Persuasion de Masse" présenté par G. Chaliand. Ed.Laffont, 1992.



**Opération Mir Sada :** en août 1993, des milliers de personnes ont essayé de s'interposer en Bosnie, mais sans succès (photo Ch. Lasserre)

eau...) afin de priver la guérilla de ses appuis, étant entendu que la population civile est au guérillero ce que l'eau est au poisson (6).

La France ne procédait pas autrement en Algérie en marge de ses opérations de maintien de l'ordre. Mais à ce jeu, le FLN fut le plus fort car moins scrupuleux pour manier d'une main le terrorisme et le mensonge et de l'autre la "protection des individus" (euphémisme!) et les belles promesses. Encore tout cela n'est-il que peu de choses au regard de la guerre subversive menée à grande échelle par l'URSS et les pays communistes durant la guerre froide, dans un très grand nombre de pays dont la

France. L'information y était manipulée, et la plupart des organismes infiltrés et noyautés. Les civils étaient leur cible stratégique.

Plus près de nous, les spécialistes de l'humanitaire en savent aussi quelque chose, ils dénoncent les excès dont ils sont victimes et acteurs involontaires. Ainsi par exemple, ils assurent la nourriture des agresseurs par qui ils sont obligés de passer pour approvisionner les victimes. L'utilisation d'actions humanitaires donne bonne conscience aux pays qui ne font rien ou qui même ont causé la guerre. Ou encore ceci, lu dans le *Courrier international* qui résume un article de Vreme, l'un des rares journaux

libéraux et indépendants de Belgrade : "Faire de l'argent dans la capitale Bosnienne ? C'est plus que possible. Mode d'emploi : Recueillir trente signatures et créer une (fausse) organisation humanitaire... Ce qui offre d'indéniables passe-droits par rapport au commun des mortels, par la possibilité d'obtenir facilement un passeport. Ce qui permet surtout de trafiquer à tout va et de spéculer sur la hausse des prix." La guerre du Rwanda en fournit encore l'exemple tonitruant dans le témoignage de Françoise Bouchet Saulnier (MSF) qui explique dans *Télérama* : "le génocide des Tutsis était planifié de longue date par des Hutus et la fuite des Hutus devant l'épouvantail FPR était une énorme manœuvre médiatique pour donner tort aux Tutsis devant la communauté médiatique internationale. Pour moi, dit-elle, la guerre du Rwanda n'est pas un conflit médiéval ou tribal, mais bel et bien le modèle de la guerre du troisième millénaire. La guerre, conçue par les militaires, n'est plus menée par eux mais par les civils, utilisés par les médias locaux comme moyens de combat. On retrouve le même phénomène avec la Serbie : au nom de la peur entretenue, on envoie les civils tuer l'ennemi désigné... On n'a pas encore assez compris le rôle capital et l'efficacité redoutable des médias comme agents de guerre. Il n'y a pas de missile Patriot pour briser net leur effet. Riposter au pilonnage de Radio Mille Collines exige d'énormes moyens. Cela relève désormais de la stratégie, de la guerre subversive, du contre-espionnage, et non de la bonne idée ou de la bonne volonté. Les Affaires étrangères, la Défense devraient mobiliser leurs experts en contre-propagande. Je ne comprends pas pourquoi il n'existe aucune instance mondiale qui puisse «écouter» et intervenir pour stopper toute incitation au meurtre. Pourquoi faut-il attendre les massacres ? Pourquoi l'ONU ne brouille-t-elle pas Radio Mille Collines?...Le gouvernement français a sous-estimé le désastre humanitaire qu'il créait lui-même

(6) Selon l'hebdomadaire *Proceso*, Mexico, *Courrier International* n° 236 du 11 mai 95



avec ces zones de sécurité, à l'origine destinées à protéger les Tutsis, et qui sont devenues le lieu de concentration des Hutus éparpillés, à qui nous devons donner à manger. Les secours humanitaires se retrouvent soutien de guerre...".

Ce texte, qui cumule bien des enseignements, n'est qu'un exemple parmi d'autres qui montrent la manipulation des civils ! Et qu'on ne s'y trompe pas, l'humanitaire n'est pas en cause; en temps de guerre les loups sortent du bois, ce n'est pas nouveau. D'autres exemples de manipulation peuvent être cités avec les famines du Soudan ou de Somalie... les exodes du Burundi vers la Tanzanie où les gens, dit-on, "votent avec les pieds" en se dirigeant vers les régimes les moins meurtriers. Une fois de plus, on retrouve dans ces manipulations la primauté donnée par les stratèges à la médiatisation, à l'opinion publique. Les civils sont l'enjeu commun et majeur de toutes les stratégies. Même dans un génocide !

#### 4 - Par leur engagement

Rares sont de nos jours les conflits où, comme au Sri Lanka, tout se passe entre militaires (peu de civils y sont tués ou blessés) ! L'exception qui confirme la règle si l'on regarde le spectacle journalier des guerres où les civils font la une : ce ne sont plus seulement des journalistes ou des correspondants de presse dont c'est le métier, ou des marchands d'armes et des profiteurs... mais des gens comme nous qui tout à la fois se sentent hors des conflits et se veulent défenseurs de la paix.

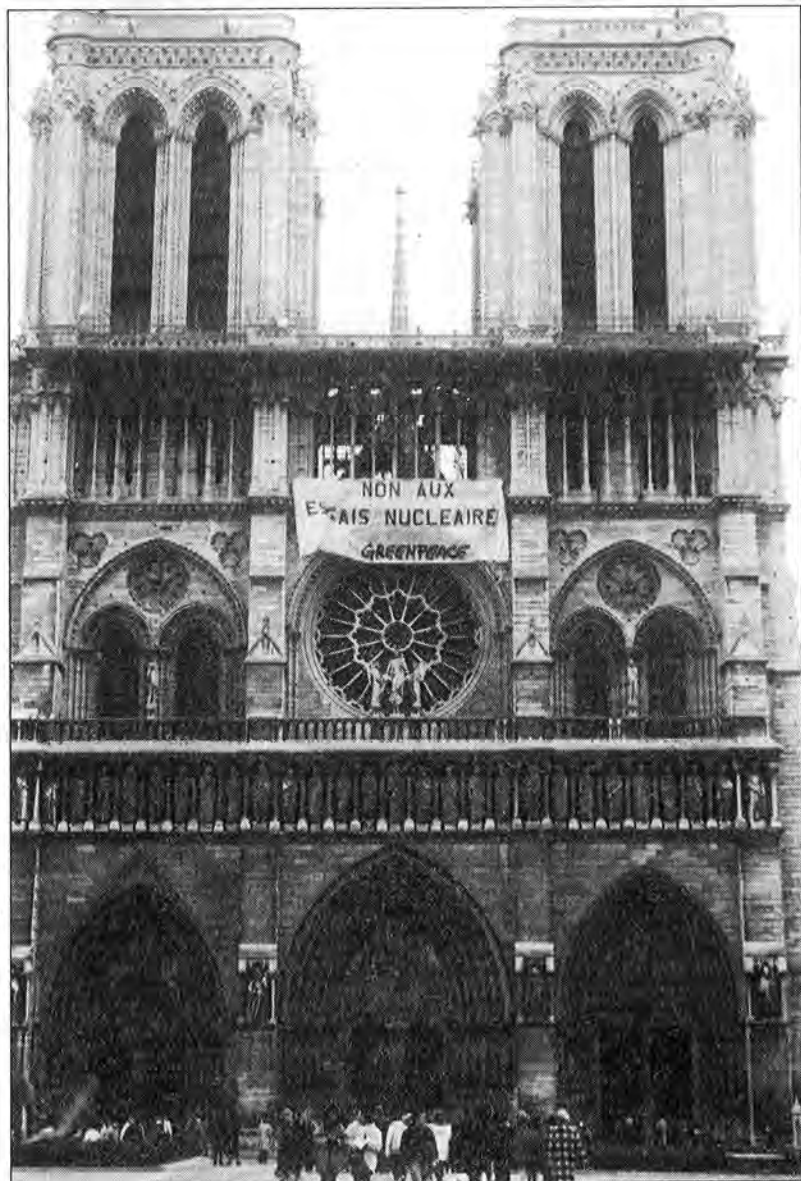
**Certains sont engagés malgré eux** en devenant des cibles dans la guerre comme ces otages au Liban, ces enfants à la télévision en Irak, ces populations déplacées ou massacrées au Rwanda, ces civils affamés volontairement chez les Kurdes, ces Salman Rushdie et ces opposants politiques placés sous fatwas de mort par les ayatollahs d'Iran, ou ces intellectuels en Algérie tués de manière systématique... D'autres, excédés par l'inacceptable, entrent

eux-mêmes avec des armes dans la guerre civile, comme ces terroristes du quotidien au Liban, ces snipers improvisés en si grand nombre à Sarajevo, ce civil bon père de famille au grand jour et capitaine de l'IRA en sous-main à Belfast. Ils font le spectacle des guerres dont on ne voit plus souvent le front. La foule est leur champ de bataille. Pour certains aussi, la guerre est simplement devenue la possibilité de tuer ou de profiter. Il y a ceux encore qui apportent un soutien à la lutte armée comme ces puissantes associations américaines de Serbes, de Croates ou de Bosniaques exilés qui font parvenir des financements et des armes, pour ne citer qu'elles.

On trouve ensuite le **vaste domaine de l'action humanitaire et sociale** liée aux conflits: réfugiés, enfants sans famille, estropiés ou aveugles de guerre... la liste est longue. L'action se fait à distance et par-delà les frontières par des financements, des envois de vivres et autres choses, des actions pour trouver travail, logement etc. Elle a des ramifications profondes dans la population qui la soutient et moralement et concrètement.

**L'action concerne aussi la prévention des conflits** et touche des domaines innombrables comme la pauvreté, l'illettrisme, la formation, la santé, les droits de l'homme etc. Demander quelque chose, faire prendre conscience

**Action de Greenpeace en décembre 90 contre - déjà - la reprise des essais nucléaires.**



(7) Dans "La Vie"  
n° 2596 du 1er juin 95



La contestation civile peut devenir plus institutionnelle comme ici à Gentioux (Creuse) : "Maudite soit la guerre" (photo MB)

d'un problème, faire agir les politiques, soutenir un progrès ou une cause... le secteur associatif est large et travaille en profondeur dans beaucoup de petits domaines qui contribuent à la paix. Citons par exemple les jumelages de communes, les échanges de jeunes, les voyages culturels, les clubs de réflexion et des associations comme "Agir ici" ou "Amnesty International" qui interviennent par campagnes de lettres auprès des pouvoirs etc.

Il y a ceux qui agissent pour la paix en s'impliquant comme **acteurs civils du conflit** : Citons par exemple des associations comme l'Assemblée Européenne des Citoyens qui a incité au

soutien des forces civiques internes de l'ex-Yougoslavie quels que soient leur région ou leur parti, ou comme de nombreux journaux qui, même d'audience marginale, informent sans relâche malgré les difficultés d'accès à l'information, etc. Les casques bleus font eux-mêmes un travail civil de ce genre dans la mesure où leur mission est souvent d'assurer une présence, un rôle d'observateur, de canalisation des réfugiés, d'assistance électorale, d'administration etc. Ainsi au Cambodge furent délégués, par l'ONU après les accords de Paris, 1598 agents civils internationaux pour les élections, 308 pour l'administration civile, 526 pour coordonner les activités de l'ONU, sans

compter ceux des unités médicales, de la logistique et des transmissions qui n'étaient pas forcément militaires, etc. A Sarajevo, il fallait approvisionner en papier le seul journal quotidien capable de transmettre des informations libres "Oslobodenje", il fallait assurer l'entrée d'informations venant des pays tiers, il fallait contrer la propagande de guerre... Action civile aussi que celle des juges en Italie qui, contre la corruption ou la mafia et au risque de leur vie, font... simplement leur travail; comme Taslima Nasreen qui mène un combat médiatique de première grandeur contre l'obscurantisme; comme Aung San Suu Kyi prix Nobel de la paix qui lutte pour la démocratie en Birmanie, comme tous ces journalistes algériens qui continuent de travailler sous un nom d'emprunt etc. La liste peut s'allonger à volonté tant est grande la variété des formes d'action civile. Citons la journaliste Adèle Lemonde (7) qui illustre l'engagement quotidien des femmes Algériennes avec « *Farida, 35 ans, qui met un point d'honneur à mener la vie la plus normale possible... et qui dit : "Quand les islamistes ont voulu interdire la rentrée scolaire, nous avons tous envoyé nos enfants à l'école. Nous avons peur bien sûr, mais il ne faut pas céder. C'est comme pour le hijab. Les islamistes ont dit : toutes les femmes en hijab avant le 8 mars. Je ne l'ai pas mis pour autant, mes amies non plus. Il n'en est pas question." Est-elle prête à mourir pour cela ? "On verra. Pour l'instant, je résiste à la pression." Elle se tait et sourit. "Les gens comme nous, personne n'en parle jamais. C'est comme si nous n'existions pas." Dans l'Algérie en guerre civile, la majorité silencieuse, en effet, porte mieux que jamais son nom. C'est pourtant elle qui continue à faire exister ce pays; elle aussi en refusant de choisir entre le camp des fous de Dieu et celui, parfois tout aussi pervers, du pouvoir... Elle paie pourtant le prix fort. Les syndicalistes et les magistrats assassinés, c'est elle; les jeunes raflés et torturés, les jeunes filles violées, les commer-*

*çants rackettés par les islamistes, c'est elle encore. Elle qui vacille, a peur, et continue pourtant inlassablement de vivre, autant qu'il est possible. Mais qui le dit ? »*

Il y a ceux qui **agissent pour faire plier le pouvoir agresseur par des voies "non armées"** ou, pour s'exprimer positivement, "de manière civile". Les formes "d'actions civiles" sont multiples, manifestations, grèves, boycotts, embargos, blocages de routes ou d'aérodromes, obstructions, tracts d'information, brouillage radio, engorgement d'une administration, refus de coopération, désobéissance civile en groupe ou petites actions anodines perturbant l'adversaire comme la lenteur au travail ou des erreurs de fabrication ou encore même des actes de défi, des actions symboliques de protestation comme le port d'une fleur à la boutonnière (en Hollande, le 29 juin 1940 pour marquer l'attachement de la population à la personne royale), ou l'action "ville morte", ou la simple pétition dans un quartier, ou la recherche volontaire d'un procès pour sa médiatisation, etc. Gene Sharp dénombre 198 formes qui se déclinent elles-mêmes en variantes et l'imagination humaine en créera de nouvelles sans trop de difficulté. Étendues dans la durée, elles deviennent des résistances civiles. Leur détermination a permis en de nombreuses circonstances historiques de vaincre des adversaires armés et organisés : sauvetage des juifs du Danemark en 1943, désobéissance à la loi sur le STO (service du travail obligatoire) dans la France de Vichy en 43-44, lutte des «Folles de la place de mai» contre les «disparitions» politiques en Argentine de 77 à 92, révolution iranienne de 78 et 79 contre le Shah, action de Solidarnosc en Pologne en 80 et 81, renversement du président Marcos en 86 aux Philippines, manifestations en Allemagne de l'Est en 89 pour la chute du mur de Berlin, remise en place de la démocratie à Madagascar en 91, etc. Cette forme d'action va de la simple action individuelle comme les grèves de la faim de Gandhi à la résistance de masse

comme celle de la population Albanaise du Kosovo, depuis 1991, contre la domination Serbe.

**Les gouvernements et leurs moyens administratifs et militaires ne suffisent pas** devant l'ampleur des problèmes. Ils ont besoin des civils, ne serait-ce que pour assurer l'humanitaire sur les fronts de guerre et pour faire, c'est sans doute le plus important, tout ce que les administrations n'ont pu imaginer de leurs bureaux centraux, toutes ces tâches de terrain dont l'utilité n'apparaît que sur place, au contact de la réalité et de la guerre. Plus précisément les civils manquent pour soutenir les forces de paix internes des pays en conflit. Les Etats et l'ONU ne peuvent penser à tout et sont de moins en moins capables de traiter des questions de plus en plus complexes. C'est en ce sens que les civils deviennent le socle indispensable pour traiter les problèmes d'aujourd'hui.

Prenons l'exemple des différents attentats de Tokyo aux gaz et qui ont provoqué des débats sur les moyens de contrôle. Le Nihon Keisai Shimbun (8) fait remarquer en mai 95 les difficultés pour les organisations internationales de contrôler les États et la difficulté pour les États de contrôler les terroristes. *"Le contrôle strict par l'État sur toute application des techniques scientifiques sera irréaliste et risque d'aboutir à l'abus du pouvoir d'État. En fin de compte, c'est la société tout entière qui doit être vigilante à l'égard du progrès technique et scientifique afin d'en éviter toute utilisation erronée et abusive..."*

### Action Civile et Défense

*La deuxième et dernière partie de ce dossier abordera les différents types d'actions civiles et leur potentiel.*



(8) 3 Millions d'exemplaires, le plus important journal financier du Japon. Extrait du Courrier international n° 237 du 18 mai 95.



# ENVIRONNEMENT

## GREENPEACE ET LA SHELL

Dans un communiqué rendu public début septembre, Greenpeace a présenté ses excuses à la Shell concer-

nant les quantités de produits toxiques abandonnés dans la plate-forme pétrolière Brent Spar. Les médias ont vite monté l'affaire en épingle, oubliant de citer la totalité du communiqué qui précise que même si les esti-

mations de Greenpeace se sont avérées exagérées, ce n'était pas une raison pour immerger la plate-forme qui constitue quand même une masse importante de produits toxiques. De même les médias ont oublié de dire la conséquence de cette campagne : l'interdiction décidée le 4 août, au niveau international, de toute nouvelle immersion de plate-forme pétrolière.

par sa fabrication : entre 75 et 80 % de l'énergie consommée par un véhicule se dépense pendant sa construction et non son utilisation. Si Greenpeace veut travailler sur la question des transports, l'association devrait comparer la voiture avec d'autres moyens plus économiques (trains, tramway...) ou - pourquoi pas - commercialiser des vélos et des chaussures de marche, les deux moyens de déplacement les plus écologiques.

## RECYCLAGE DES CANETTES EN ALUMINIUM

Les canettes en aluminium représentent l'exemple même du gaspillage d'énergie si celles-ci ne sont pas recyclées. En effet, la fabrication de l'aluminium consomme beaucoup d'énergie alors que le recyclage est très économique. Une fois de plus la France se distingue. Selon une enquête des fabricants, le taux moyen de recyclage est de 63 % aux Etats-Unis contre seulement 30 % en Europe. Mais l'Europe n'est pas uniforme : on recycle à 90 % en Suède, 83 % en Suisse, 65 % en Autriche, 35 % en Allemagne, 25 % en Grande-Bretagne... et 12 % en France. (source : Les Echos, 30 août 1995)

## AMIANTE

### FIN DU FEUILLETON EN 1999 ?

Elisabeth Hupert, ministre de la Santé, a bien du mal à résoudre la question de l'amiante. A son arrivée au pouvoir, elle annonçait, fin mai, dans un premier temps, un inventaire des sites et la sortie d'un décret obligeant les propriétaires à faire enlever les flocages à l'amiante. Puis elle se ravisa en juin quand elle s'apercevait que la plupart des bâtiments dangereux ont été construits par l'Etat : le gouvernement n'avait pas l'argent nécessaire pour faire le nettoyage (voir Silence 194). Mais le sujet est décidément trop brûlant et le ministère a fini par accepter les sombres prévisions publiées par des spécialistes en 1994 dans la revue médicale britannique "The Lancet" (voir Silence 185/186) : le ministère a annoncé que l'amiante était déjà officiellement responsable, en France, de 600 mésothéliomes (cancers de la plèvre ou du péritoine) par an et que le pire était à venir. Le 28 septembre, Elisabeth Hupert a annoncé que 30 milliards de francs allait être inclus dans le prochain budget pour effectuer le nettoyage des bâtiments à la charge de l'Etat. La loi de décentralisation de 1983 a fait passer la responsabilité de nombreux établissements (les lycées entre autres) de l'Etat vers les régions et les départements. Ces derniers n'ont pas l'argent nécessaire pour effectuer le nettoyage et l'Etat devra apporter son aide. Selon la Ministre, le nettoyage devrait être terminé en 1999.

### RECENSEMENT EN RHONE-ALPES

Sous la pression des Verts, la région Rhône-Alpes a effectué un recensement de ses bâtiments pollués à l'amiante. Elle en a trouvé 280 ! La question budgétaire est en suspens pour le nettoyage, la plupart de ces bâtiments ayant été construits par l'Etat.

### PARLEMENT EUROPEEN

Le bâtiment Berlaymont qui abrite à Bruxelles le siège de l'Union Européenne est sérieusement contaminé par l'amiante. Au moins trois personnes en sont déjà mortes. Le gouvernement belge a choisi cet été une société chargée de nettoyer le bâtiment. Un concurrent a protesté en faisant remarquer que la société n'avait une capacité de nettoyage que de 500 tonnes par an... alors que l'on estime que ce sont 4000 tonnes d'amiante qui ont été utilisées dans le bâtiment. Faudra-t-il encore 8 ans pour avoir un bâtiment propre ?

## GREENPEACE ET LA VOITURE ECONOMIQUE

Profitant de la tenue du salon de l'automobile à Francfort, en Allemagne, Greenpeace a présenté une version améliorée de la Twingo relooké en Gringo pour montrer que l'on pouvait réaliser une voiture économique en énergie : l'aérodynamisme a été amélioré d'un tiers, le poids du véhicule diminué de 20 %, la voiture est équipée de pneus économiques déjà commercialisés et le moteur présenté de 358 cm<sup>3</sup> a une puissance de 50 CV. A l'arrivée, la nouvelle voiture consomme de 3 à 3,5 litres aux cent kilomètres... soit la moitié du modèle de départ. Greenpeace a indiqué que l'association n'avait pas l'intention de se lancer dans la fabrication de voitures mais qu'elle voulait seulement montrer que si les constructeurs le voulaient, il était possible dès aujourd'hui d'avoir des véhicules qui consomment deux fois moins. Greenpeace a subventionné pour cela un bureau d'études qui s'est engagé à rembourser l'aide s'il arrive à revendre les innovations techniques mises au point. On rappellera quand même à Greenpeace que la voiture individuelle aussi peut consommatrice d'essence soit-elle, reste une énorme consommatrice d'énergie

## SUISSE : LE RETOUR DE LA VOITURE ?

Le 20 février 1994, l'"Initiative des Alpes" était adoptée par référendum en Suisse. Elle introduisait au niveau constitutionnel, l'interdiction d'ouvrir de nouveaux tunnels routiers pour améliorer le trafic routier. Le lobby automobile, représenté en Suisse par le très officiel "Parti de la liberté", surnommé "le parti des automobilistes", propose une modification de la constitution pour rendre caduc le résultat du vote. Objectif : la construction d'un nouveau tunnel au Gothard. Cette remise en cause est d'autant plus facile que les élus, eux, étaient - à quelques exceptions près - hostiles à l'initiative. N'oublions jamais qu'un faible pourcentage perçu sur le budget de grands travaux

## AUDE : SANTE MENACEE A SALSIGNE

Alors que nous signalions la prochaine installation d'une ferme éolienne près de Salsigne, dans l'Aude (voir Silence n°12-193), les populations locales s'inquiètent de ce que contiendra l'air brassé par ces éoliennes.

En effet, les anciennes mines d'or de Salsigne sont actuellement transformées en site de traitement de produits hautement toxiques. Depuis trois ans, le voisinage se plaint des odeurs nauséabondes qui émanent du site. Trois brebis de la famille des Lafage sont mortes bizarrement. Les pins de la région changent de couleur sous les vents dominants. Les viticulteurs de Villeneuve ont été obligés de quitter leurs vignes certains jours tant l'air est irrespirable.

L'usine, au départ destinée à traiter des déchets de carrière, s'est transformée depuis 1993 en site de recyclage pour des produits toxiques venant de toute l'Europe et même du Japon. Le maire de Lastours, Max Brail, qui travaille sur le site, perd connaissance à son poste en janvier 1995. Après quatre mois d'arrêt maladie, il se décide à alerter l'opinion. Chose étonnante en France, quatre médecins locaux acceptent de parler sur l'état de santé de leurs clients : la pollution par les métaux lourds est évidente. Une association de riverains se constitue pour réaliser des analyses.

### Des analyses qui font peur !

L'Institut national de l'Environnement industriel et des risques, INERIS, conclut à l'émission de métaux lourds tels que le cuivre, le zinc, le plomb et surtout à d'importants dégagements d'arsenic. Des taux en oxydes de soufre ont atteint 3000 µg/m<sup>3</sup> à plusieurs kilomètres du site alors que la norme CEE est de 250 µg/m<sup>3</sup>. D'énormes stocks de déchets sont stockés à même le sol dans les multiples hangars de l'ancienne usine. Le taux d'arsenic dans les bassins

de rétention atteint 22 mg/l... et ces bassins fuient à raison de 20 m<sup>3</sup> par heure !

Le Préfet, alerté par les élus, a fait faire des mesures par l'Institut de Recherches Criminelles de la Gendarmerie nationale : dans les aiguilles de pins de la propriété de voisins situés à l'ouest de l'usine, Mrs Lafage et Gros, on a trouvé 19 fois plus de cuivre, 3 fois plus de zinc, 57 fois plus d'arsenic et 28 fois plus de plomb que dans des pins témoins pris dans une zone à l'abri des vents. Des analyses dans l'herbe donnent 10 fois plus d'arsenic et des

taux anormaux en cuivre, zinc, plomb, chrome, cobalt, nickel... Le taux de cadmium est anormalement élevé dans les champignons.

L'école vétérinaire de Toulouse a mesuré des taux mortels de cuivre et de zinc dans le foie de plusieurs brebis mortes.

Des analyses de miel donnent des concentrations trop élevées en plomb, cadmium, zinc, arsenic...

### Le chantage à l'emploi

L'entreprise SEPS qui gère le nouveau site de retraitement des métaux lourds

annonce 28 millions de francs de perte à la suite des ennuis provoqués par l'explosion de deux fours de l'ancienne usine qui n'ont pu être reconvertis pour leur usage actuel. 26 salariés sur 132 ont été licenciés début septembre et le Préfet doit statuer avant la fin octobre sur le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de l'usine.

Contact : Association de défense des riverains des mines et usines de Salsigne, Domaine de Monestrol, 11600 Salsigne.

(Photos Dominique Zanda)



## OZONE : NOUVEAUX RECORDS

Il y a quelques années, certains spécialistes, niant le phénomène du trou dans la couche d'ozone, essayaient de lier le phénomène à l'activité solaire. En effet, le Soleil a un cycle d'environ 7 ans pendant lequel il nous bombarde plus ou moins de lumière, de chaleur, de radioactivité, d'ondes diverses... Mais depuis la découverte du trou à la fin des années 70, la théorie du cycle solaire a fait long feu. Le trou qui croît à chaque automne au dessus du pôle sud a encore battu des records cette année : la déperdition maximale est supérieure de 10 % celle de l'année dernière et l'étendue du trou est double des années 93 et 94 qui étaient déjà des années records. Le trou a atteint début septembre une surface équivalente à celle de l'Europe. De 30 % de baisse observée en 1984, on est passé à 45 % en moyenne aujourd'hui avec des pointes à 60 %. Aujourd'hui, l'Organisation Météorologique Mondiale pense que les dégâts provoqués par les CFC et les halons (molécules stables à base de chlore) ne suffisent pas expliquer le phénomène ; d'autres substances suspectes sont mises en avant : des composés à base de brome par exemple. D'autres baisses de l'ozone sont observables ailleurs dans le monde (de 6 à 8 % au-dessus de l'Europe). Les mesures prises actuellement (interdiction des CFC) n'auront pas d'effets immédiats et la situation peut encore empirer (source : Le Monde, 16 septembre 1995)

permet d'offrir aux élus locaux de substantielles ressources financières. En mai 1995, la commission des transports du Conseil National rejetait la demande de modification constitutionnelle contre le verdict populaire. Mais une nouvelle initiative parlementaire doit être examinée cet automne. Les élus doivent donc choisir entre le respect de la démocratie et leurs amitiés avec les lobbies "grands travaux". Contact : Initiative des Alpes, case postale 29, CH 3900 Brigue, tél : (028) 24 22 26.

## PLASTIQUE CONTRE FIBRE DE NOIX DE COCO

Les films plastiques sont utilisés actuellement dans la stabilisation des sols lors de la construction d'aménagements routiers. Inconvénients de ces films plastiques (le géotextile) : même si à l'œil, ils semblent disparaître, en réalité, les molécules restent et polluent le sol durablement (en siècles !). Le ministère néerlandais des travaux publics a mené des essais pour trouver un substitut à ces films plastiques : la fibre de noix de coco s'est avérée excellente, elle assure la même tenue des sols mais surtout elle est complètement dégradée en quelques années et digérée par les racines végétales. Si l'installation coûte un peu plus cher, il n'y aura pas de coûts de dépollution plus tard. (source : Garance Voyageuse, automne 95)

## ALLEMAGNE : BOUTEILLES EN VERRE NORMALISEES

Pour faciliter la réutilisation des bouteilles en verre, l'Allemagne a choisi de limiter à deux modèles l'ensemble des bouteilles utilisées pour les eaux minérales : une incolore de 0,7 l et une teintée verte de 0,75 l. Ces deux bouteilles servent aux 235 minéraliers allemands qui commercialisent 450 marques différentes. Les bouteilles ne se distinguent donc plus que par leur étiquette. Chaque bouteille peut ainsi servir de 40 à 50 fois indifféremment pour n'importe quelle marque. Cette mesure limite consi-

## A51 GRENOBLE-SISTERON

### AMELIORER LA NATIONALE 75

La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature - section Isère -, lance une campagne de lettres adressées à la direction départementale de l'équipement du département. Ces lettres rappellent que, selon le Ministère de l'Équipement, lorsque l'État autorise la construction d'une autoroute, il s'engage à effectuer les travaux nécessaires à l'amélioration de la voirie parallèle existante. Or la route nationale 75 est actuellement laissée en l'état et ses deux voies, en montagne, ne permettent pas de dépasser les camions, ce qui incite évidemment les automobilistes à accepter la création de l'autoroute A51 (voir Silence n°196). Les opposants à l'autoroute demandent la réalisation des contournements de Vif et de Monestier-de-Clermont, la mise en place de zones de dépassement... ce qui rendrait totalement inutile la création d'une autoroute.

Renseignements : FRAPNA Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 42 64 08.

### LES OPPOSANTS SUR LA GRUE

Le 4 octobre cinq militants du collectif contre l'autoroute A51 sont montés à l'aube sur la grue installée depuis la veille sur le chantier de Vif. Cette grue qui doit permettre de couler les premiers blocs de béton a été ainsi neutralisée pendant plus de 30 heures. Ils ont été inculpés pour "entrave à chantier déclaré d'utilité publique". Les opposants demandent une nouvelle fois qu'aucun travail irréversible ne soit engagé avant le résultat du recours déposé par 11 communes devant le conseil d'État contre la déclaration d'utilité publique.

Le 7 octobre, plus de 2000 personnes ont manifesté contre l'autoroute dans les rues de Grenoble avec en tête de nombreux élus.

Le même jour, les partisans de l'autoroute ont acheté une page de pub dans le quotidien local pour publier les 7000 signatures arrachées par les étudiants durant l'été (sur la méthode, voir Silence n°196). Les opposants ont, eux, collecté 35 000 signatures avant le début du chantier et près de 10 000 nouvelles depuis mars 1995.

Le Conseil d'État doit rendre son avis le 11 octobre. Résultats dans le prochain numéro.

Renseignements : Opposants à l'A51, 5 avenue de Provence, 38760 Varcès, tél : 76 73 24 30.

dérablement les transports lors du recyclage. Toutes sont consignées à 0,5 marks (moins de 2FF). Une étude sur la bouteille incolore montre qu'elle est ainsi récupérée à 99 % et qu'elle a une durée de vie de l'ordre de dix ans. Les casiers de 12 bouteilles, eux-aussi normalisés, peuvent être recyclés 100 fois. L'eau qui sert à laver les bouteilles est ensuite réutilisée automatiquement pour laver les casiers. A chaque recyclage, le taux de bris des bouteilles est inférieur à 1 %.

En France, le gouvernement et les associations de protection de l'environnement sont contrôlés par le lobby des bouteilles en plastique : on attend toujours la campagne efficace promise par

France Nature Environnement en janvier 1991 ! (voir rappel dans Silence 185). On peut leur écrire pour leur demander des nouvelles : FNE, 57 rue Cuvier, 75005 Paris, tél : (1) 43 36 79 95. (Source : Tam-Tam, octobre 1995)

## VELOS : LE PALMARES DES VILLES FRANÇAISES

La revue "Vélocité" a cherché à effectuer un classement des villes cyclables de plus de 50 000 habitants. Résultat : **Strasbourg** arrive en tête : nombreuses pistes, aménagements de contresens cycliste, rues cyclo-piétonnes, trottoirs cyclables, location de vélos, consignes,

vélos de fonction, transport autorisé dans le tram en dehors des heures de pointe, politique municipale de promotion des vélos. Manifestement influencé par les villes allemandes et suisses voisines (Fribourg, Bâle). En deuxième position, **Nantes**, qui depuis 1989 a associé le développement du tramway aux pistes cyclables. Ensuite, on trouve Rennes, Lorient, Grenoble, Bordeaux, Dunkerque, Chambéry, Avignon, Brest, Caen, La Rochelle, Le Havre, Lille, Mulhouse, Toulouse, Tours, Valence. Parmi les villes très en retard, on trouve la plupart des communes d'Ile-de-France, Lyon, Marseille, Saint-Etienne... Pour lire toute l'étude : Vélocité de septembre 1995, 20 F à commander à : Fubicy, 4 rue Brûlée, 67000 Strasbourg.

### RAPACES : PETITION

Le front d'intervention pour les rapaces, FIR, et la ligue de protection des oiseaux, la LPO, lancent une pétition pour le maintien des lois actuelles qui protègent les

rapaces et qui sont remises en cause par les chasseurs. Pour obtenir la pétition : FIR, 11 av. du Château de Malmaison, 92500 Rueil Malmaison.

### BOUCHES-DU-RHONE : CONSERVATOIRE EN CRAU

"Espaces naturels de Provence" est une association qui a fait de l'acquisition foncière un outil privilégié de protection de la nature. Elle possède déjà 249 hectares en Crau en son nom et au nom du WWF et gère, en collaboration avec la mairie de Saint-Martin, l'Ecomusée de la Crau. Aujourd'hui, une propriété de 325 hectares est en vente pour 6,5 millions de F. Dans cette propriété nichent environ 10 % de la population française de Gargas cata, 25 couples d'outardes et dix couples d'Oedicnèmes (ce sont des oiseaux). Des parts de 250 F sont en vente. Renseignements : Espaces naturels de Provence, CEEP, BP 304, 13609 Aix-en-Provence cédex 1.

### MARAIS POITEVIN A SEC

Le développement des cultures irriguées sans aucun contrôle a provoqué cet été l'assèchement de certaines de kilomètres de cours d'eau dans le marais poitevin. Les associations locales, soutenues par le WWF-France, dans une lettre au Ministère de l'environnement, demandent que soit limitée l'irrigation avant que la région ne soit définitivement détruite. Contact : Coordination pour la défense du Marais Poitevin, 85420 Le Mazeau, tél : 51 52 96 26 (source Politis, 7 septembre 1995)

### DROME : ILS VEULENT UN TUNNEL !

Alors que certains se battent contre des tunnels (Somport, TGV, autoroutes, périphériques...), d'autres en réclament un ! Le 11 janvier 1994, un glissement de terrain détruit la D148, seule voie d'accès direct à la val-

lée pour la commune de Boulc, dans le Diois. Depuis, les habitants doivent emprunter des pistes forestières, un col à plus de 1000 m pour rejoindre la vallée. Bizarrement, dans ce cas-là, il n'y a pas d'argent pour faire un tunnel qui éviterait la menace d'un nouveau glissement de terrain. Contact : Avenir de Boulc, 26410 Boulc, tél : 75 21 17 93.

### LYON : BIENNALE D'ART ANIMALIER

Sur le thème "Forêts vivantes", la Fédération Rhône-Alpes de protection de la Nature organise du 13 au 28 décembre, la 5ème édition de la Biennale d'art animalier. Cette exposition se tiendra au Palais des Arts, 18-20 quai de Bondy, Lyon 5ème. On y retrouvera les œuvres d'une cinquantaine d'artistes de France et d'ailleurs : peintres, sculpteurs, tapissiers, illustrateurs, graveurs... Programme complet : FRAPNA, 32 rue Saint-Hélène, 69002 Lyon, tél : 72 77 19 90.



### EMPLOIS

• Le "groupe des élus démocratie, écologie, et solidarité" de Grenoble recherche son attaché(e). Nous sommes onze femmes et hommes âgé(e)s de 28 à 69 ans, parmi lesquels quatre adjoints au maire. Mission : l'attaché(e) coordonne l'activité des onze conseillers municipaux et structure les liaisons permanentes avec toutes les entités de la commune dans et hors la mairie. Il est demandé une formation supérieure, enrichie d'expériences personnelles et professionnelles, une compétence minimale dans l'usage d'un microordinateur, un goût réel pour nos valeurs et l'action collective, beaucoup de disponibilité. Il est offert la possibilité d'un poste à définition large, alliant tâches d'exécution et d'initiatives au sein d'une équipe

pe neuve. CDD de 3 ans sur la base de 35 h capitalisables. Envoyer lettre de candidature et CV à : Raymond Avriiler, président du "groupe des élus démocratie, écologie, et solidarité", Mairie, 38000 Grenoble.

### OBJECTEURS

• La revue "La Garance Voyageuse", revue du monde végétal, cherche pour novembre 95 un objecteur pour secrétariat de rédaction, maquette PAO de la revue, animation interne de la revue, réalisation bulletin de liaison, tenue de stands dans les salons, et selon centres d'intérêts personnels, animations pédagogiques, organisation de stages, etc... Connaissances en informatique (formation PAO assurée), goût du travail en équipe, sens de la communication, sens de la responsabilité et

de l'initiative, et, de préférence, intérêt pour la botanique. Lettre et CV à : La Garance Voyageuse, 48370 Saint-Germain de Calberte, tél : 66 45 94 10.

### RECHERCHE

• Cherche le livre "Water sans eau" de Béatrice Trelaün Geysier paru au Editions Alternatives. Merci d'écrire à : Mme Salles\*, Menjou, Mouvement écologique Garonne Lauragais, BP 47, 31602 Muret cédex.

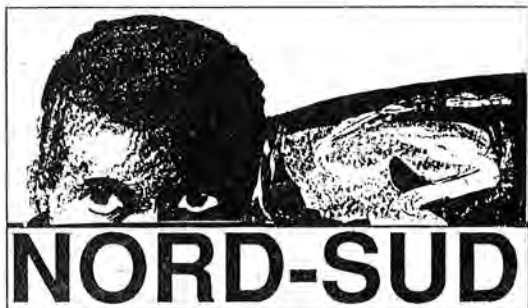
### RENCONTRES

• Femme paralysée, études sup., cherche aide bénévole et amicale d'une JF ou F aimant nature, calme, nature, échange (1 ou 2 jours par mois, dpt 30-34 ou proche. Frais essence remboursés). Cherche également pour élargir cercle d'amis(e)s, dialogue avec personnes chaleureuses, esprit ouvert et sensible, ayant joie de vivre, amour des autres, culture... Roger Marguerite, 30260 Vic le Fesq.  
• Famille en cours d'installation agricole dans hameau du Sud-Aveyron, vallée du Tarn, propose séjour plus ou moins long à personne désirant partager notre vie quotidienne : remise en état de friches, rénovation de bâtiments, cheval, chèvres, pain... orientation bio-dynamie. Tél : 65 99 47 19.

### A VENDRE

• A vendre ou location-vente, maison charentaise dans vallée de la Boutonne (Charente-Maritime) avec salle à manger, cuisine, cheminée, chauffage central bois, salon, salle de bain, 4 chambres, véranda, garage, cave, atelier, rénovation esprit bioclimatique, sur 2500 m2 de terrain avec fruitiers, puits et bassin d'agrément, bio depuis 15 ans. Prix : 450 000 F à débattre. Tél : 65 99 47 19.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement. Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



## PHILIPPINES : RUEE VERS L'OR SUR LES TERRES TRIBALES

Le gouvernement philippin sous contrôle des grandes institutions financières, a accepté de laisser aux multinationales l'accès aux terres tribales, riches en minerais. Les tribus indigènes (10 millions de personnes, 15 % de la population) sont réparties sur tout l'archipel : les Igorot au Nord de l'île de Luzon doivent faire face à la société Benguet. L'extraction de l'or, du cuivre, de la chromite... provoque une pollution de l'air et de l'eau importante (entre autres par le cyanure utilisé pour purifier l'or). De nombreuses tribus sont déplacées et, leurs membres, alors appauvris, n'ont d'autres solutions de survie que de s'engager dans les mines. Jusqu'à maintenant, il existait déjà des mines, mais celles-ci étaient gérées par les tribus, avec des méthodes simples, sans utilisation de produits chimiques, en respectant l'environnement. 100 000 Igorot (soit 10 % de ce peuple) vivent déjà, de l'exploitation minière. En principe, ils sont protégés

par des lois, mais le parlement a voté de nouvelles lois en contradiction avec les anciennes. Survival International, organisation de solidarité internationale, a lancé une campagne de lettres à adresser aux responsables du pays, demandant le respect des droits des peuples indigènes, l'interdiction des mines destructrices de l'environnement, l'abrogation du nouveau code minier, la participation des peuples indigènes lors de la rédaction de nouvelles lois les concernant. Pour en savoir plus : Survival, 45 rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris.

## INDE : LE BARRAGE DE THERI STOPPE

Le 6 mai dernier, Sunderlal Bahaguna entamait une grève de la faim pour demander l'arrêt des travaux du barrage de Theri (voir Silence n° 195). Après 49 jours de grève de la faim, le gouvernement indien a fini par céder en annonçant la création d'une commission scientifique qui aura pour but de revoir la conception de ce barrage

## LES MEDICAMENTS GENERIQUES EN AFRIQUE

Le réseau médicaments et développement (REMEDI) organise le samedi 18 novembre, à partir de 9 h, au Palais des Congrès de Paris (M° Porte Maillot) une table-ronde franco-africaine sur "les enjeux des médicaments essentiels génériques en Afrique". Cette table-ronde étudiera les tendances actuelles : alors que l'OMS, organisation mondiale de la santé, dès 1975, essaye de rendre libre l'accès aux médicaments génériques (ce qui signifie sans marque), dans de nombreux pays, on assiste à une privatisation du secteur pharmaceutique, ce qui remet en cause le libre accès aux soins. La dévaluation en zone franc, en 1994, a entraîné une augmentation des prix compensée en partie par le développement des produits génériques et par le développement des productions locales. Pour en savoir plus : REMEDI, 7 rue du Fer à Moulin, 75005 Paris, tél : (1) 47 07 69 87.

prévu dans l'Uttar Pradesh. En attendant, le chantier est stoppé. L'une des principales critiques des opposants est l'instabilité sismique de la région... mais aussi le déplacement forcé des populations, chaque nouveau barrage noyant d'excellentes terres agricoles.

## RWANDA : CRISPATION

Le 29 août dernier, le premier ministre Hutu du gouvernement "d'union nationale" a démissionné, entraînant le départ avec lui de 4 autres ministres dont trois Hutus. Cela provoque un renforcement de la prédominance des Tutsis au sein du gouvernement et n'augure rien de bon pour une éventuelle atténuation du conflit. (source : Peuples Solidaires, septembre 1995)

## RWANDA : LE ROLE DE LA FRANCE

On en apprend chaque jour un peu plus sur le rôle sanglant de la France dans le massacre rwandais. Dans une interview diffusée sur la BBC le 20 août dernier, le colonel Luc Marchal, ancien chef-adjoint des forces de l'ONU, raconte que l'avion destiné le 8 avril 1994 à l'évacuation des Européens était bourré de munitions à destination du gouvernement rwandais de l'époque. (source : Billets d'Afrique, septembre 95)

## ANDINES : LA REALITE DE LA VENTE DIRECTE

La société Andines s'est spécialisée dans la vente de produits artisanaux d'Amérique du Sud. Ayant un fonctionnement proche d'Artisans du Monde, elle informe régulièrement ses clients de son fonctionnement interne. Cette transparence permet ainsi de savoir que la part du prix qui est effectivement versé aux producteurs approche les 40 % (contre souvent moins de 10 % dans un échange Nord-Sud classique). En 1994, le chiffre d'affaires a dépassé les 3 millions de francs. Andines commercialise une production provenant de 110 ateliers de 8

pays. Ces ateliers se répartissent entre coopératives, associations d'artisans et ateliers familiaux. La mise en place de ce réseau a entraîné un fort endettement de la société (auprès de la NEF, la société financière alternative), mais pour la première fois depuis 1987, l'exercice 1994 a été bénéficiaire (d'environ 190 000 F). Contact : Andines, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : (1) 48 10 08 54.

## NANTES : MAISON DES CITOYENS DU MONDE

Le collectif pour un monde solidaire (Comosol) a proposé à la mairie de Nantes la création d'une Maison des Citoyens du Monde. Pour soutenir cette initiative, on peut prendre contact avec F. Prochasson, 61 rue des Dervallières, 44000 Nantes, tél : 40 43 73 74.

## RENNES : LES VINGT ANS DU CRIDEV

Le CRIDEV, centre rennais d'information pour le développement et la solidarité entre les peuples, organise diverses manifestations à l'occasion de ses vingt ans. Un débat "Citoyenneté et solidarité internationale" se tiendra le mercredi 8 novembre à 20 h 30 à l'université de Rennes 2. Il réunira Alain Ruellan, membre fondateur du CRIDEV, directeur du programme environnement du CNRS, Denis Clerc, économiste, directeur de la revue "Alternatives économiques" et Anil Agarwal, journaliste scientifique indien, directeur du Centre pour la Science et l'Environnement à New Dehli. Deux soirées cinéma avec débat auront lieu les mardis 7 et 14 novembre au TNB, à 20 h. Une soirée festive aura lieu le samedi 11 novembre à partir de 18 h à la maison du Champ de Mars autour du spectacle de Jean Kergrist "Le clown perd la boule". Enfin, une exposition photos sur le Burundi sera visible à la FNAC-Rennes du 16 octobre au 25 novembre. Programme complet : CRIDEV, Stéphane Vernay et Sophie Ronco, 41 av. Janvier, 35000 Rennes, tél : 99 30 27 20.





## CATHOLIQUES FEMINISTES

Le sommet de Pékin, début septembre, a été l'occasion d'affrontements sévères entre différents groupes de femmes catholiques. Alors que certains groupes reprennent à leur compte les propos du Pape, le mouvement Catholics for a Free Choice (catholiques en faveur du droit à l'avortement) n'a pas mâché ses mots. Sa porte parole, Frances Kissling dans l'hebdomadaire américain "The Nation", écrit "Les féministes catholiques ne peuvent que se demander sur quelle planète se trouvait Gertrude Mongella, diplomate tanzanienne et secrétaire générale de la conférence des femmes, lorsqu'elle a déclaré "si tout le monde pensait comme le Pape, cette conférence ne serait peut-être pas nécessaire". Nous estimons au contraire que si tout le monde pensait comme le Pape, la conférence serait un véritable désastre. Dans sa croisade contre les droits liés à la reproduction et contre l'avortement, l'Eglise catholique fait cause commune avec des alliés allant de la Fraternité musulmane (organisme international de promotion de l'Islam) au Concerned Women for America (groupe ultraconservateur de femmes américaines)" (...) "Ils font une inlassable apologie de ce que l'on appelle désormais l'"anthropologie de la papauté", une vision des natures masculine et féminine qui présente les hommes comme des personnes à part entière et les femmes comme des mères. Ceux qui n'y adhèrent pas sont stigmatisés comme ennemis de la famille et de la maternité" (...) "Les Nations-Unies considèrent le Vatican comme un Etat. Alors que les associations de femmes et les autres religions doivent se

battre pour avoir le privilège d'assister à la Conférence, les diplomates du Vatican jouissent d'un accès illimité aux négociations et d'une voix lors du vote de décision des Etats. Le ridicule de cette situation n'aura échappé à personne. Et l'on pourra s'estimer satisfait si cette conférence aboutit à une modification du statut du Vatican aux Nations-Unies, le faisant passer du rang d'observateur permanent à celui d'ONG". (source : Courrier International, 7 septembre 1995)

## LE DROIT A L'IVG IRREVERSIBLE

Selon un sondage CSA paru dans Marie-Claire d'octobre, 64 % des Français (62 % des femmes, 66 % des hommes) estiment "impossible" une remise en cause du droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), 79 % affirment qu'ils seraient mécontents s'il était remis en cause.

## STRASBOURG : AUTOUR DE LA NAISSANCE

Le 4ème festival international de films et vidéos "autour de la naissance" se tiendra les 30 novembre, 1er et 2 décembre à Strasbourg. Le festival présentera des films et vidéos provenant de plus de 30 pays, sur 30 thèmes différents : éthique, natalisme et natalité, eugénisme, excision, sida et maternité, publicité dans les maternités, publicité et bébés, capacités du nourrisson, procréation médicalement assistée, IVG, handicaps, relation père/mère, allaitement, deuil périnatal, massage, sage-femmes, etc... Au total, plus de 200 nouveaux films. Pour recevoir le programme complet : Autour de la naissance, 226 rue de Charenton, 75012 Paris, tél : (1) 43 43 21 00.

## UKRAINE : TCHERNOBYL ET LA SEXUALITE

L'accident de Tchernobyl a provoqué une augmentation sensible de la stérilité et de l'impuissance masculine. Le pourcentage d'hommes

concernés atteint aujourd'hui 40 %. Mais cela ne semble pas déplaire aux femmes puisque si 80 % d'entre elles se disaient insatisfaites de leurs relations avec leur mari, elles ne sont plus aujourd'hui que 10 %. (source : Courrier International, 7 septembre 1995)

## LES FEMMES ET LA SANTE

En 1957, la journaliste américaine Barbara Seaman est hospitalisée pour la naissance de son premier enfant. Rapidement, son bébé tombe malade. Elle s'interroge sur les causes et découvre que les laxatifs qu'on lui a donné sont passés dans son lait. Ce traitement a été prescrit par une équipe médicale qui n'a pas envisagé un seul instant que la mère puisse désirer allaiter son enfant. Cela va la conduire à publier une série d'articles sur la manière dont la médecine oublie totalement la distinction entre les hommes et les femmes lorsqu'il s'agit de traitement : la plupart des médicaments commercialisés ayant été testés seulement sur des malades masculins. En 1969, elle publie une série d'articles sur les conséquences possibles de l'usage de la pilule contraceptive. Cette campagne lui coûte sa place de journaliste, mais un an après le Congrès américain lancera une enquête sur ce sujet. Lors des auditions concernant la pilule, il fallut l'action d'une féministe devant les caméras pour que l'on revèle au public que la commission n'est composée que d'hommes !

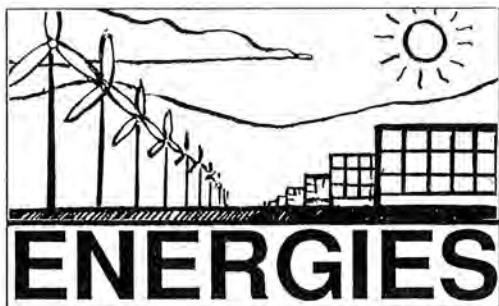
Au début des années 70, les mouvements féministes américains vont alors mettre en place des centres d'entraide pour la santé destinés aux femmes. Il y en a plus de 2000 qui fonctionnent en 1975. Cela s'est traduit par une présence de plus en plus importante des femmes dans les professions médicales, et aujourd'hui, elles sont aussi nombreuses dans les universités que les hommes, des cours spécifiques sur les problèmes féminins ont été mis en place et des centres de santé pour les femmes existent dans chaque état.

Mais au niveau de la recherche médicale, ce n'est pas encore cela. Les mouvements féministes actuels des pays industriels accusent les chercheurs de toujours faire leur échantillonnage à partir d'hommes blancs d'une cinquantaine d'années... oubliant les réactions différentes possibles des femmes, des personnes âgées ou d'autres couleurs. Cet intérêt pour le "malade moyen" fait que l'on compte relativement peu de financements pour des maladies spécifiques comme le cancer du sein.

Dans les pays du Sud, les féministes critiquent surtout le manque d'intérêt de la médecine pour les problèmes survenant autour de l'accouchement, le manque d'éducation sanitaire. Depuis 30 ans, aucune amélioration n'a été observée concernant le nombre de femmes qui meurent pendant l'accouchement.

Selon une étude parue aux Etats-Unis en 1987, les maladies féminines sont toujours en grande partie sous-étudiées : seulement 13,5 % de la recherche est consacrée aux femmes... recherche où bien souvent aucune femme n'est associée. Ce rapport donne comme exemple deux études : une sur le risque cardiaque et l'autre sur l'aspirine qui ont été réalisées à grande échelle sur respectivement 12 866 et 22 071 personnes... uniquement des hommes !

Les médecins rétorquent eux qu'au début du siècle l'espérance de vie des hommes était supérieure à celle des femmes, alors qu'aujourd'hui la tendance s'est inversée partout. De là à penser que la médecine a ruiné la santé des hommes... (source : Courrier International, 7 septembre 1995)



## ORDINATEURS : DERIVE DE LA CONSOMMATION

Alors que les premiers ordinateurs étaient très économes en énergie (des puissances de quelques dizaines de watts), la course à la puissance, à la vitesse et à la capacité de stockage provoque une augmentation rapide des consommations.

Aujourd'hui, les disques durs de plusieurs gigaoctets demandent des ventilateurs puissants. Les écrans de grande taille consomment plus. La couleur nécessite une consommation bien supérieure au noir et blanc... Et le résultat est aujourd'hui qu'un poste de

travail nécessite une puissance de 200 à 500 W. Avec l'explosion des usages de la micro-informatique, c'est donc une formidable consommation d'énergie qui se développe et les économies annoncées au départ sont en train de laisser place à une hausse rapide de la consommation.

Autre source de consommation d'énergie : la fabrication des ordinateurs et leur renouvellement. L'amélioration rapide de la technique conduit les utilisateurs à renouveler leur matériel rapidement et la plupart des ordinateurs partent à la casse en parfait état de marche. On estime qu'en moyenne un ordinateur est jeté à 50 % de son âge

d'utilisation possible. Des essais de recyclage ont bien été mis en place, mais actuellement le seul débouché d'envergure est la réutilisation de certaines parties électroniques dans des jouets.

La solution : conserver les anciens ordinateurs et utiliser les logiciels compatibles le plus longtemps possible en découplant les tâches entre ce qui nécessite de la puissance et ce qui n'en nécessite pas. Exemple concret : pour réaliser Silence, la saisie des textes (logiciel Word) est réalisée sur un ordinateur acheté d'occasion en 1986 (un Mac 512... Une pièce de musée qui n'a nécessité que deux réparations en dix ans ! Ecran noir et blanc, pas de disque dur. Puissance : 60 W). La mise en page est réalisée sur Mac LC3 (12 Mega de puissance soit 20 fois la puissance de l'autre... qui fait aussi 60 W mais avec écran couleur (110 W) et disque dur (puissance ??)). Ce dernier ordinateur est toutefois équipé d'une veille automatique qui s'enclenche après une minute de non-utilisation.

## USA : APPAREILS ECONOMES

Un programme intitulé "Energy Star" a été mis en place par l'agence de protection de l'environnement des Etats-Unis pour inciter les fabricants d'appareils de bureau (ordinateurs, imprimantes...) à prévoir des veilles automatiques. Les appareils restant souvent en marche toute la journée, ces veilles permettraient d'économiser entre 50 et 75 % d'électricité. De plus l'échauffement moindre ainsi provoqué limiterait le recours au conditionnement d'air. Un label a été mis en place et une aide d'un milliard de francs débloquée... Aide que l'Etat récupère largement par les économies réalisées. (source Tam-Tam, septembre 1995)

## USA : JEUX OLYMPIQUES RENOUVELABLES ?

Le département américain de l'énergie a décidé de se servir des Jeux Olympiques de 1996 qui se dérouleront à Atlanta pour montrer au

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie extraite de la revue "Le nucléaire détrôné" dessiné par Boualem Khelifi, texte d'Antoine Bonduelle (voir bon de commande page 39)

## 20 technologies pour changer l'énergie LA COGÉNÉRATION INDUSTRIELLE

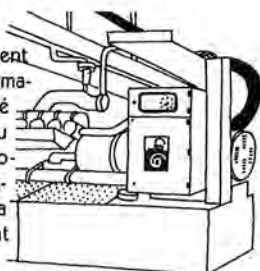


C'est désormais officiel en France, la cogénération industrielle peut produire un courant moins cher que celui du nucléaire (17 centimes contre 27 centimes le kilowatt d'électricité). Mais qu'est-ce que ce terme barbare ? Cogénérer, c'est produire à la fois de la chaleur et de l'électricité. Dans une grosse installation industrielle comme une raffinerie ou une papeterie, les besoins en vapeur peuvent être considérables. Plutôt que de produire cette vapeur dans une chaudière traditionnelle, on fait passer le fluide dans une turbine.

Pour une telle usine travaillant en continu, il est de toute façon indispensable d'être équipé d'installations de production électrique de secours. D'où un surcoût limité par rapport à des équipements classiques. Le courant produit est consommé dans l'usine, ou revendu à l'EDF, selon les tarifs du moment. De plus en plus, les réseaux électriques modernes gèrent ces productions indépendantes pour en tirer le meilleur parti : par des "signaux" tarifaires envoyés aux industriels, ou même par la commande à distance des installations.

Les technologies de cogénération progres-

sent rapidement grâce aux turbines issues de l'aéronautique, et à l'électronique de commande et de contrôle. Certaines turbines, dites "à réinjection de vapeur", permettent d'adapter en permanence la quantité de chaleur ou d'électricité produite, ce qui augmente encore la rentabilité durant une année.



## AUTONOMIE ENERGETIQUE

Si des pays comme les Etats-Unis, l'Allemagne ou le Danemark sont en pointe pour le développement des centres de production éoliens ou solaires en termes de puissance installée, le classement de l'autonomie énergétique des pays de l'OCDE donne un résultat bien différent. En considérant que seuls la géothermie, le solaire, le vent et l'hydraulique sont des énergies renouvelables, voici la part d'autonomie énergétique des différents pays :

Islande : 63 %	Etats-Unis : 6 %
Norvège : 48 %	Grèce : 4 %
Suède : 27 %	Espagne : 3 %
Autriche : 24 %	Japon : 3 %
Finlande : 21 %	France : 2 %
Turquie : 18 %	Pays-Bas : 2 %
Suisse : 14 %	Grande-Bretagne : 1 %
Portugal : 10 %	Allemagne : 1 %
Luxembourg : 10 %	Belgique : 1 %
Danemark : 7 %	Irlande : 1 %
Italie : 7 %	

A part l'Islande qui est un cas particulier (forte utilisation de la géothermie) et le Danemark (avec l'énergie éolienne), ces pourcentages résultent essentiellement de l'énergie hydraulique. A Rio, on a défini le concept de "développement durable", cela supposerait que tous les pays aient un taux d'autonomie énergétique de 100 %. Comme on le voit, on en est encore loin. L'autonomie ne suppose pas forcément produire beaucoup : si la Turquie et le Portugal se classent bien, c'est parce que la consommation y est faible. (source : OCDE).

monde entier les produits que les Américains commercialisent ou vont commercialiser dans le domaine des énergies renouvelables. Ainsi, 300 kW de cellules photovoltaïques placées sur le toit de la piscine olympique permettront l'alimentation électrique de tout le bâtiment (pompes, climatisation, toit ouvrant et autres automatismes). L'ensemble des poteaux d'éclairage des parkings seront alimentés individuellement par cellules photovoltaïques, ce qui économise de fait tous les raccordements souterrains. Des capteurs solaires à eau alimenteront en eau chaude l'ensemble des piscines. Des couvertures isolantes limiteront les pertes thermiques des piscines à ciel ouvert pendant la nuit et hors compétition. Des pompes stirling (co-génération électricité + chaleur) serviront à divers usages. Les bâtiments neufs du site ont été conçus en fonction des normes les plus strictes d'efficacité énergétique. Les dortoirs des athlètes seront climatisés par des pompes à chaleur géother-

miques. Des batteries sont prévues pour prendre le relais en cas de panne dans l'alimentation des installations de chronométrie. Des bus et navettes seront alimentés par différentes méthodes : gaz liquide, gaz comprimé, alcool, cellules à hydrogène, batteries électriques, cellules photovoltaïques... (source Tam-Tam, Octobre 1995)

### MAITRISE DE L'ENERGIE BUDGET DE L'ADEME EN BAISSÉ

L'Agence de l'environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, l'ADEME, est une des victimes des restrictions du budget 96 : ses ressources baissent encore de 35 % après plusieurs années de baisse. Cette agence dont la mission est d'améliorer l'efficacité énergétique par le recours aux économies d'énergie, à la cogénération, aux énergies renouvelables, est réduite à sa plus simple expression. Manifestement, nos dirigeants, qui cherchent comment diminuer le déficit

budgétaire, n'ont toujours pas compris qu'investir aujourd'hui dans les économies d'énergie, c'est économiser de l'argent durablement... A moins qu'il ne faille y voir qu'une manière de justifier, encore et toujours, le recours au nucléaire.

### COGENERATION CHEZ MICHELIN

L'usine Michelin de Joué-lès-Tours devant remplacer ses chaudières, celles-ci ont laissé la place à une installation de co-génération au gaz qui produira la même quantité de chaleur mais qui en plus, avec une puissance de 4,8 MW, assurera 75 % des besoins en électricité de l'usine. (source : Michelin-Magazine, Juin 1995).

### COMITE DE LIAISON ENERGIES RENOUVELABLES : NOUVELLE ADRESSE

Le Comité de Liaison Energies Renouvelables qui fédère la majorité des professionnels et des associations dans ce domaine a déménagé : CLER, 28 rue Basfroi, 75011 Paris, tél : (1) 46 59 04 44.

### FORMATION : GESTION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le Centre International des Energies Nouvelles, CIEN, et le GRETA des Hautes-Pyrénées organisent pour la troisième année le stage GERE, gestion des énergies renouvelables. Ce stage est agréé par le Conseil Régional Midi-Pyrénées, la DDTE, l'ANPE et les entreprises. Il se déroulera du 4 décembre 1995 au 10 mai 1996 pour une durée de 700 heures (466 heures de cours et de travaux pratiques + 234 heures en entreprise). Il nécessite un niveau Bac ou une expérience professionnelle équivalente, un projet professionnel et la motivation. Il s'adresse à des demandeurs d'emploi, salariés d'entreprises ou animateurs techniques. Il y a 16 places disponibles.

Programme complet : Ivan Pujol, CIEN, ZA Bastillac Nord, 65000 Tarbes, tél : 62 93 93 13.

## OIKOS LOGOS

LE JEU DE L'ÉCOLOGIE

### COMMENT FAIRE DÉCOUVRIR À VOTRE ENTOURAGE L'ENSEMBLE DES ENJEUX DE L'ACTION POUR L'ÉCOLOGIE ?

#### EN JOUANT !

Oikos Logos, un jeu conçu pour découvrir, au fil des parties, l'interdépendance de l'ensemble des domaines couverts par l'action écologique : protection des milieux et des ressources, démographie, relations Nord-Sud, déchets, énergies... Dans un champ aussi immense, comment s'y retrouvent les joueurs ?

Munis d'un dé, de pions et d'anneaux, il leur faut traverser les trois milieux de vie (l'eau, l'air, le sol) pour atteindre la zone centrale, la vie.

Au fil des réponses qu'ils apportent aux 2000 questions du jeu et des événements qui viennent perturber la partie, ils découvrent des gestes importants pour réagir face aux menaces qui pèsent sur notre planète.



De plus, Oikos Logos vous est  
proposé au tarif exceptionnel  
de 180 F

(Offre réservée aux lecteurs de Silence)

Pour les Fêtes de fin d'année,  
offrez ou faites vous offrir

## Oikos Logos !

Bon de commande à découper ou à recopier et à adresser à  
Holoikos  
20, Place du Théâtre - BP 529 • 62008 Arras Cedex  
accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de Holoikos

Nom .....

Prénom .....

Adresse complète .....

Commande ..... exemplaire(s) du jeu Oikos Logos

Ci-joint mon règlement d'un montant  
de ..... X (180 F + 40 F de port),

soit au total = ..... F



# NUCLEAIRE

## CHAMPIGNONS RADIOACTIFS

La CRII-Rad, qui mène des analyses depuis 1986 sur les contaminations radioactives, met en garde les cueilleurs de champignons. Ceux-ci parfois fortement contaminés par les retombées de Tchernobyl le sont toujours, en particulier par le césium 137. Si le maximum de contamination a été mesuré en 1990, la baisse de la radioactivité est extrêmement lente et il faudra des décennies pour revenir à une situation similaire à l'avant-Tchernobyl.

La CRII-Rad a déjà réalisé plus de 600 analyses de champignons. Ceci permet aujourd'hui d'affirmer qu'il y a des différences notoires en fonction des lieux mais aussi en fonction des espèces de champignons. Certains comme la pholiote ridée, le laquet améthyste ou le bolet bai concentrent fortement le césium alors que d'autres comme le rosé des prés, le mousseron ou le coprin chevelu restent presque non-radioactifs. Ces différences sont dues aux spécificités biologiques de chaque espèce.

La CRII-Rad propose à tout amateur de champignons de faire faire une analyse. Cela coûte 350 F. Outre le fait de savoir ce que valent les champignons chez vous, cela permettra d'affiner les données recueillies par la CRII-Rad. Pour cela, il faut prendre contact avec la CRII-Rad pour se procurer les conditions de ramassages et recevoir la fiche de prélèvement.

Contact : CRII-Rad, Le Cîme, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 75 40 95 05.

## GRANDE-BRETAGNE : PRIVATISATION ?

Margaret Thatcher avait déjà essayé de privatiser le nucléaire... mais les expertises alors réalisées sur le prix de l'électricité produite avaient conduit non seulement à l'abandon de la privatisation, mais également à l'arrêt du programme nucléaire. Aujourd'hui, on ne sait par quel tour de passe-passe, le gouvernement de John Major essaie de remettre la privatisation à l'ordre du jour. Selon le gouvernement britannique, la privatisation permettrait de faire baisser le prix du kWh nucléaire et de le rendre ainsi rentable. Comment ce prix sera-t-il abaissé ? Mystère. Mais les syndicats dénoncent déjà les risques sur les conditions de travail et la sûreté des installations. Vous préférez un accident public ou privé ?

## ALLEMAGNE : BIENVENUE A ATOMLAND !

Le gouvernement allemand ayant renoncé en mars 1991 à la filière surgénératrice, le terrain ainsi que les bâtiments déjà édifiés à 5 km de Kalkar (Rhénanie de Nord-Westphalie) attendaient de savoir quelle serait leur destination. Le réacteur de 300 MW, équivalent de Phénix en France, est la propriété de SBK, une société d'Essen dont les actionnaires sont majoritairement allemands, mais également belges et néerlandais. Cette société a depuis investi dans un autre surgénérateur : elle possède 16 % du capital de la NERSA, société propriétaire de Superphénix. Elle a investi en pure perte 7,5 milliards de marks dans le réacteur de Kalkar, réacteur qui a été stoppé avant d'être chargé en plutonium.

Le 21 septembre dernier, le conseil municipal de Kalkar a retenu la candidature de l'entrepreneur néerlandais Hennie van der Most qui compte transformer les 290 000 m<sup>2</sup> en un parc d'attractions qu'il a appelé provisoirement "Eau nucléaire - pays merveilleux" ! (correspondance RH)

## FRANCE : FORUM PLUTONIUM

Des militants de Stop-Mélox et d'autres groupes antinucléaires ont créé pendant l'été Forum Plutonium, une association qui entend analyser, éclaircir et vulgariser les impacts environnemen-

## TCHERNOBYL

### TREMBLEMENT DE TERRE

Selon la revue allemande "Dresdner Neueste Nachrichten", l'accident de Tchernobyl de 1986 aurait été provoqué au départ par un tremblement de terre. C'est ce tremblement de terre qui aurait entraîné la coupure d'un certain nombre de circuits de contrôle et fait que les ingénieurs soviétiques n'ont pu maîtriser l'emballement du réacteur. L'article est signé d'un géophysicien Jewgenij Barkowskij qui affirme que l'information a été gardée secrète car cela aurait pu faire comprendre que de nombreux autres réacteurs en URSS n'étaient pas sûrs. Selon l'auteur, les risques sismiques de la région de Tchernobyl sont bien connus et en 1530, un séisme de forte intensité avait déjà eu lieu. L'auteur amène comme élément de preuve que le réacteur 4 n'a pas été le seul à être touché et que les unités 2 et 3 ont dû également être réparées. Des relevés sismographiques ont été rendus publics dans une publication russe "Nowaja Jeschednjew-naja Gasjeta" le 10 août dernier. (source WISE-Amsterdam, 8 septembre 1995).

### L'ARGILE POUR DECONTAMINER

On connaissait les vertus de l'argile pour nettoyer la peau, les plaies, les ulcères... Les équipes de nettoyage qui continuent à nettoyer les zones contaminées près de dix ans après l'accident, ont adopté l'argile après avoir découvert ses fortes capacités à retenir la radioactivité. Au lieu de nettoyer à l'eau, les lances d'arrosage envoient de la boue liquide que l'on laisse sécher. Puis la couche d'argile est récupérée : elle pompe jusqu'à 95 % de la pollution en surface. (source : Médecines Douces, septembre 1995)



taux et sanitaires de l'usage du plutonium, mais aussi ses implications politiques, économiques, énergétiques et militaires. Contact : Jean-Pierre Morichaud, Forum Plutonium, Les Oliviers, 26110 Venterol, tél : 75 27 97 67.

## COORDINATION A TOULOUSE

"Vivre sans le danger nucléaire à Golfech" et les Amis de la Terre de Toulouse organisent le week-end du 4 et 5 novembre une rencontre avec les autres groupes antinucléaires autour du thème "nucléaire civil et militaire", on y parlera bien sûr des essais nucléaires, mais également de l'ensemble du programme nucléaire français. Renseignements : VSDNG, Maison des associations, 108 Bd de la Liberté, 47000 Agen.

## LOIRE-ATLANTIQUE : SITE RADIOACTIF A VENDRE

La COGEMA, compagnie général de matières nucléaires, met en vente son site de l'Escarprière. Pas cher ! Il faut dire que ce sont les entrées d'anciennes mines d'uranium dans lesquelles la COGEMA a entreposé 11 500 000 tonnes de déchets radioactifs. Une association se bat contre cette vente en demandant que la COGEMA continue à payer la surveillance pendant quelques millénaires. Contact : Paul Arrivé, La Gourinière, 85600 Treize-Septiers, tél : 51 94 04 39.

## CIVAUX : ACTION EN JUSTICE

Le préfet de la Vienne vient d'autoriser les rejets radioactifs de la future centrale nucléaire de Civaux (près de Poitiers). Plusieurs associations se sont regroupées (Stop-Civaux, Vienne-Nature, UFC 86, Ecologie 86, La Vigilante) pour porter l'affaire en justice. Ces associations font remarquer l'impossibilité de la rivière Vienne à répondre aux besoins en eau des réacteurs en construction : en été, le débit d'étiage de la Vienne est de 9 m<sup>3</sup>/s... ce qui suppose alors que la moitié de la rivière passe par la cen-

trale pour refroidir les réacteurs, se chargeant de chaleur, de rejets chimiques et radioactifs. Les associations font remarquer que l'autorisation du préfet passe outre aux avis négatifs des commissaires enquêteurs qui, pour la première fois en France, concernant une centrale nucléaire, ont osé reprendre à leur compte les multiples études et questions posées par les associations, les mairies et certaines administrations. Malheureusement, les recours en justice, en France, n'arrêtent pas les travaux. Contact : Stop-Civaux, 20 rue de Bonneuil, 86000 Poitiers.

## VIENNE : OCCUPATION D'UNE PLATE-FORME DE FORAGE

Avec la Vienne, l'ANDRA, agence chargée de l'enfouissement des déchets nucléaires, espérait avoir enfin trouvé un département sans trop de contestation. Deux sondages ont commencé pendant l'été à Civray et Charroux. Le 10 septembre, des agriculteurs, qui ont bien compris que "laboratoire" cache en réalité "stockage", ont mis en place l'occupation d'une des plate-formes de forage : tentes, vaches, moutons... Avec une banderole "Défendons notre terre, nos



enfants, et les enfants de nos enfants". Début octobre, l'occupation continue. Contact par tél : 49 87 47 40.

## MAURIENNE : LIGNE A TRES HAUTE TENSION

Depuis plusieurs années, la vallée de la Maurienne est menacée par le passage d'une ligne à très haute tension qui permettrait à la France d'exporter de l'électricité vers l'Italie. Déclarée d'utilité publique en 1991, la ligne de 2 x 400 000 volts entre Grande-Ile (à côté de

Montmélian en Savoie) et Pioffasco (Italie) avait été bloquée par Michel Barnier, alors ministre de l'environnement et président du Conseil général du département. Mais l'accord qui vient d'être passé entre EDF et l'ENEL (son équivalent italien) concernant le remboursement des frais engagés par l'ENEL dans Superphénix sous forme de courant électrique pourrait bien provoquer la remise à jour de ce projet. Contact : Comité d'opposition contre la ligne THT, Philippe Bost, 73130 La Chambre, tél : 79 56 26 58.

## LE NUCLEAIRE CIVIL ET RELIGIEUX

Le recteur de l'Académie de Bordeaux, Mr André Pouille, a le mérite de mettre l'accent sur le vrai sens du nucléaire. Dans une circulaire datée du 18 septembre en direction des chefs d'établissements scolaires, il explique sous le titre "respect de la laïcité" :

" (...) Un reportage télévisé du 19-20 de France 3 Aquitaine du 7 septembre 1995 (...) relate la décision d'un garçon de 13 ans qui renonçait à fréquenter son collège pendant le mois de septembre, soutenu par sa mère, pour se rendre à bicyclette à Paris afin de protester contre les essais nucléaires. Cet enfant et sa mère se rendaient dans les écoles pour récupérer des dessins faits par des élèves, semble-t-il en classe, sur le thème "Non à la bombe".

Si les faits rapportés sont exacts, il me semble indispensable de rappeler (que) faire réaliser en classe des dessins anti-nucléaires est un manquement grave au principe de laïcité de l'école publique. (...) L'école publique a pour mission de rassembler tous les jeunes Français dans un même idéal qui est celui de la République. Rien ne serait plus dommageable pour l'unité de la nation, si notre Ecole devenait l'enjeu d'un prosélytisme politique, religieux ou syndical (...)"

Ainsi la constestation anti-nucléaire serait d'ordre religieux ? Bizarre, mais les 55 cathédrales d'EDF à travers la France nous semblent avoir un caractère beaucoup plus "sacré" (ou "tabou" ?). De même la présence d'EDF et de l'armée dans les écoles nous semble relever d'un prosélytisme beaucoup plus pressant. Et que penser de la "Fondation Nicolas Hulot" qui, avec la bénédiction du ministère de l'Education Nationale, distribue dans les établissements scolaires des documents payés par EDF, Rhône-Poulenc ou les industriels du plastique ? A quand l'abrogation des accords éducation-armée (circulaire Henu-Savary) ? A quand l'interdiction des lycées à la propagande d'EDF (un millier de films "pédagogiques" gratuits pour les enseignants) ? Allons, Mr le recteur, encore un petit effort.

# L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA HAGUE

**L'**ACRO, née à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986, vient de publier un rapport alarmant (1) sur la contamination autour de l'usine de retraitement des déchets nucléaires, gérée par la COGEMA (2) et le centre de stock-

ment radioactifs, mais déjà plein, il doit être fermé pour 300 ans, ce qui correspond à un stockage de courte durée. L'ACRO, équipée d'un laboratoire d'analyses, surveille de façon régulière l'environnement dans cette région et tente d'informer la population sur la

1982 à février 1986, les teneurs en tritium (6) varient entre 140 000 Bq/l et 440 000 Bq/l (7) selon les piézomètres (8) les plus marquants, où les prélèvements ont été faits. A titre de comparaison, on trouve habituellement moins de 1 Bq/l de tritium dans l'eau, il provient alors des anciens essais nucléaires atmosphériques. Il est déjà notoire que l'usine COGEMA de la Hague est l'usine nucléaire la plus polluante d'Europe par ses rejets autorisés dans la mer. Avec un total de 38 920 TBq (9) d'effluents liquides par an, principalement du tritium, la COGEMA rejette dans la mer environ 1400 fois plus que la centrale de Gravelines en fonctionnement normal (10). Apparemment cela ne suffit pas car les nappes et les rivières, où ni l'ANDRA, ni la COGEMA n'ont d'autorisations de rejets, servent aussi d'exutoire.

*La presqu'île de la Hague est située au Nord du Cotentin, à l'ouest de Cherbourg, dans le département de la Manche. Elle abrite l'usine de retraitement de la Hague mais également des zones de stockage de déchets radioactifs. Depuis 1986, l'ACRO, association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, fait un suivi de l'état de l'environnement. Pas rassurant.*

## Secret nucléaire

Jusqu'en mars 1986, les contaminations au niveau des piézomètres étaient régulièrement communiquées aux membres de la Commission Hague (11) ; soudainement une partie de ces informations est devenue secrète : tous les résultats internes aux sites COGEMA et ANDRA disparaissent sans aucune explication. Sur 70 piézomètres, 31 deviennent classés "secret nucléaire". Que s'est-il passé à cette époque qui pourrait expliquer un tel comportement ?

(1) Rapport publié dans l'ACRONIQUE du nucléaire n°28 (25 F par compris, abonnement 80 F par an) ; ce rapport est aussi disponible en anglais.

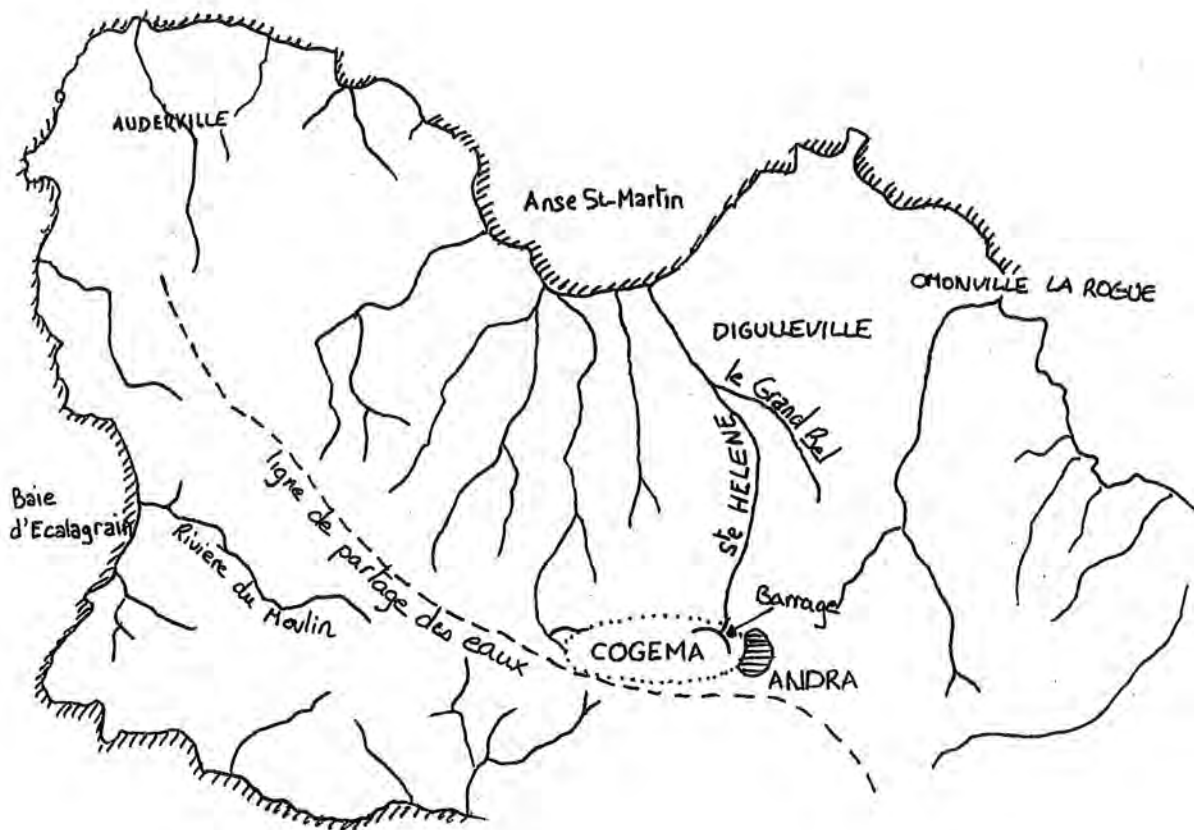
(2) COGEMA : compagnie générale des matières nucléaires.

(3) ANDRA : agence nationale des déchets radioactifs.

kage de la Manche (CSM) géré par l'ANDRA (3). Perdue tout au bout de la presqu'île du Cotentin, à la pointe de la Hague, l'usine COGEMA (4) extrait le plutonium des déchets nucléaires français et étrangers. Parmi ses clients, elle compte le Japon, l'Allemagne, la Suisse et la Hollande. Attenant, le Centre de stockage de la Manche (5) accueillait tous les déchets faible-

situation. C'est qu'il y a fort à faire car une véritable politique du secret est menée par les exploitants et les autorités locales ne jouent pas leur rôle de contre-pouvoir. Qu'ont-ils de honteux à cacher ?

Dans des documents à diffusion restreinte, contenant des tables de contamination des nappes phréatiques, on trouve pourtant des résultats intéressants. De février



Tchernobyl, bien sûr, est une hypothèse vraisemblable. Il semblerait que les exploitants aient eu peur que les Français, découvrant l'état de l'industrie nucléaire de l'Est, commencent à se poser des questions sur ce qui se passe chez nous. C'est vrai qu'il n'y a pas de quoi être fier au vu des contaminations ! L'image de marque du nucléaire français, sûr et propre, risquait d'en prendre un coup. A partir de janvier 1988, les résultats au niveau du piézomètre 702, sur la commune de Digulleville, disparaissent aussi, pour ne réapparaître qu'en avril 1991, après demande insistante de la Commission Hague. Comme par hasard, c'était le piézomètre le plus contaminé en dehors du site et sa contamination ne cessait d'augmenter depuis 1987.

La limite sanitaire, à savoir la limite entre l'"inacceptable" et le "tolérable" (12) et non la limite d'inoffensivité (13), est de 270 000 Bq/l. Cette limite est parfois dépassée au niveau des nappes phréatiques, il y a donc de quoi être inquiet. Il serait intéressant d'étudier ce que l'on trouve dans l'eau du robinet des villages alentour,

"rien" affirme en chœur les exploitants. Peut-on avoir confiance ? Aussi bien la COGEMA que l'ANDRA, publient des bulletins d'information qui contiennent les résultats de leur surveillance. Ainsi pour le numéro de décembre 1989 de la COGEMA, on peut noter que du lait est légèrement contaminé en tritium, avec une valeur maximale pour le mois de 20 Bq/l. Cet effort de transparence est louable, car la population des environs est

en droit de protester, arguant qu'elle aimerait du lait non contaminé. Cependant, si on va fouiller dans les résultats de surveillance laitière remis à la Commission Hague pour ce même mois, on y trouve une valeur de 180 Bq/l de tritium dans le lait. Une erreur de frappe, sûrement. Pas du tout ! L'ACRO a relevé 29 erreurs en cinq ans, qui vont toutes dans le même sens : sous-estimer la pollution. Quant à l'ANDRA, avec un

## RENCONTRES DE L'ACRO

L'ACRO, association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, organise le samedi 25 novembre au centre de Congrès de Caen, 13 avenue Albert Sorel, les deuxièmes rencontres ACRO sur le nucléaire. Au programme : "L'état de l'environnement dans la Hague" avec Pierre Barbey, conseiller scientifique de l'ACRO ; "Les travailleurs du nucléaire : droits et reconnaissance des maladies professionnelles" avec Jean-Claude Zerbib, expert en radioprotection, syndicaliste, et Léon Lemonnier, technicien en radioprotection ; "L'enfouissement des déchets" avec Monique Séné, professeur au collège de France, présidente du GSIEN, groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire ; "Le nucléaire militaire" avec Abraham Behar, président de l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire (branche française de l'IPPNW, prix Nobel de la Paix, 1985). Horaires : 10 h : accueil des participants, présentation de l'ACRO, visite exposition. 14 h à 18h30 : conférences. Entrée libre.

(4) Pour en savoir plus, voir le rapport de WISE-Paris "Cogema La Hague : les techniques de production des déchets", déc. 94.  
 (5) Pour en savoir plus, voir l'ACRONIQUE du nucléaire n°23 et 24.  
 (6) Le tritium ( $^3\text{H}$ ) est issu de la fission terminale de l'uranium 235 au sein des réacteurs nucléaires. C'est un émetteur de rayonnement bêta pur.

(7) Le béquerel (Bq) correspond à une désintégration par seconde. Compter le nombre de désintégrations par seconde dans un litre d'eau dues au tritium permet de connaître la quantité de tritium dans cette eau. Le curie (Ci) est l'ancienne unité, il correspond à l'activité d'un gramme de radium et vaut 37 milliards de Bq.

(8) Appareils servant à mesurer la pression qui plongent dans les nappes phréatiques et au niveau desquels sont faits des prélèvements d'eau.

(9) Un TBq = 1 000 000 000 000 Bq.

(10) Voir rapport WISE, op. cit.

(11) Commission spéciale et permanente d'information (CSPMI), dite aussi "Commission Hague". Elle est composée d'élus, de syndicalistes, d'associatifs et de scientifiques.

(12) Marjane Deguilhume, "La dignité antimilitaire", Ed. Lucien Souny.

(13) Pour tout savoir sur les effets biologiques des radiations, voir l'ACRONIQUE du nucléaire n°27.

tout nouveau bulletin trimestriel, elle semble suivre la même voie ; on relève déjà une erreur sur les contaminations des nappes phréatiques. De quoi perdre toute confiance en ce que peuvent prétendre les exploitants. Qu'ont-ils à gagner à tricher ? Ont-ils peur de la réaction des consommateurs qui auraient pu découvrir jusqu'à 480 Bq/l de tritium dans le lait ?

### Pollutions radioactives

Pour savoir ce qui se passe maintenant, il faut donc se tourner vers le seul laboratoire indépendant qui surveille régulièrement ce site, à savoir l'ACRO. Le bilan publié dernièrement ne nous permet malheureusement pas d'être optimistes. On y trouve pêle-mêle, du tritium, encore, mais aussi d'autres pollutions radioactives dans des lieux où ni la COGEMA ni l'ANDRA n'ont une autorisation de rejet.

La rivière Sainte-Hélène, déjà célèbre pour sa pollution, est toujours aussi contaminée. Cette rivière prend sa source sur le site de stockage et va directement se jeter dans la mer.

En 1991, l'ACRO avait tiré la sonnette d'alarme après avoir détecté du césium (Cs137) à des taux atteignant près de 4000 Bq/kg de sédiments secs (on trouve habituellement moins de 10 Bq/kg, dus aux essais nucléaires et à Tchernobyl) et la COGEMA lui avait publiquement ri au nez : "comme toujours l'ACRO multiplie tous ses résultats par dix pour se faire de la publicité". Il a fallu un essai inter-laboratoires (14) pour que la COGEMA mesure les mêmes taux, admette la pollution et s'engage à faire des travaux. Une canalisation oubliée entre le site de la COGEMA et celui de l'ANDRA en serait la cause (il est inquiétant de noter que le site de l'ANDRA est là pour 300 ans et qu'après 20 ans les exploitants ont déjà des trous de mémoire...).

Aujourd'hui, avec une contamination en Cs137 atteignant 2000 Bq/kg, force est de constater que la pollution de la Ste-Hélène est toujours aussi alarmante. On trouve aussi dans les sédiments d'autres radioéléments artificiels tels que césium 134, cobalt 60 et rhodium 106, qui ne sont pas présents dans d'autres ruisseaux de la région tels que Grand Bel ou la Rivière du Moulin (voir Carte). Qu'a fait la COGEMA ? remué un peu de terre, bétonné la source du ruisseau... et rien de plus.

Des mesures des mousses aquatiques montrent que l'eau de la Ste-Hélène est contaminée en césium et cobalt. L'ACRO y détecte aussi systématiquement du tritium, à des taux voisins de 500 à 600 Bq/l. A titre de comparaison, dans le Rhône, en aval de toutes les installations nucléaires, dont le centre de Marcoule qui a des autorisations de rejet, on trouve entre 11 et 26 Bq/l de tritium (15). Dans la Hague, l'origine du tritium est incertaine, mais il est fort probable qu'il vienne directement des nappes phréatiques que l'on sait très polluées. Il est ensuite rejeté dans la mer (entre 0,3 et 0,5 TBq, selon les estimations de l'ACRO), après avoir traversé villages et pâturages.

### Les risques dans la chaîne alimentaire

L'impact sanitaire de cette pollution persistante est difficile à évaluer. Des mesures faites par l'ACRO chez des particuliers tendent à montrer qu'il y a de quoi être inquiet. Ainsi dans le puits et le lavoir d'une ferme de Digulleville, on trouve du Cs137 dans les sédiments à des taux qui dépassent les valeurs habituelles et du tritium dans l'eau à des teneurs atteignant 500 Bq/l. L'abreuvoir d'un champ proche est autant exposé à la pollution et le tritium de l'eau bu par les vaches se retrouve dans le lait avec un taux de transfert de l'ordre de 80 %, commençant là son voyage dans la chaîne alimentaire. Même la COGEMA est forcée d'avouer que le lait peut être contaminé. Le tritium est retrouvé

## ENQUETE PUBLIQUE

De 1969 à 1995, le centre de stockage de la Manche à l'origine des pollutions citées dans l'article a fonctionné sans autorisation légale. Les opposants ne s'en sont rendu compte qu'en 1994 et le CRILAN, comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire, a alors porté plainte contre X avec constitution de partie civile. Le CRILAN a été suivi dans sa démarche par Didier Anger, conseiller régional vert. Le CRILAN a alors pris comme avocate Corine Lepage.

En pleine campagne présidentielle, le 24 mars 1995, Edouard Balladur et Michel Barnier ont régularisé la situation par un décret qui autorise l'ANDRA à exploiter le site.

Ce décret a été attaqué... mais Corine Lepage étant devenue ministre de l'environnement, c'est un nouvel avocat qui a dû reprendre le dossier.

Début septembre, un avis d'enquête publique a été publié pour "modification de l'installation nucléaire de base dite "Centre de stockage de la Manche" et l'enquête publique doit se dérouler du 2 octobre au 15 novembre.

Le CRILAN demande, avant toute décision,

- une étude d'impact sur les différentes pollutions révélées par l'ACRO ;
- un inventaire de la qualité des déchets : il est en effet interdit d'y stocker des déchets de longue durée, or des indiscretions font savoir qu'on y aurait "perdu" du plutonium ; de même les déchets étrangers retraités à la Hague doivent retourner dans leur pays d'origine : n'y en-a-t-il pas sur ce site ?
- une reprise des déchets qui n'ont pas à s'y trouver,
- un reconditionnement des fûts en mauvais état,
- la mise en place d'une équipe qualifiée chargée du suivi du site et assurant que les normes internationales de radioactivité soient respectées.

**Pour en savoir plus :** Didier Anger, 10 rue de l'Etang Val, 50340 Les Pieux, tél : 33 52 45 59.

(14) Voir l'ACROnique du nucléaire n°16.

(15) Lambrechts, Foulquier, Pally, "Synthèse des connaissances sur la radioécologie du Rhône", rapport de l'IPSN, institut de protection et de sûreté nucléaire.

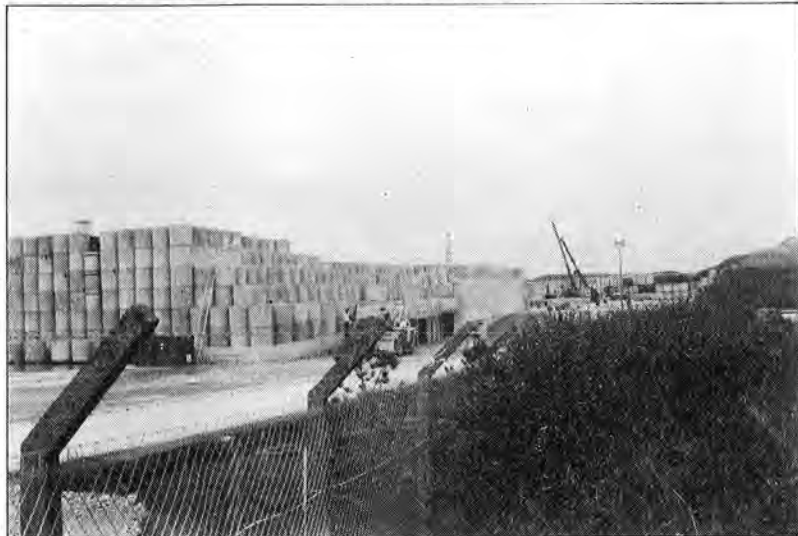


dans l'eau, mais aussi dans les graisses, le lactose et la caséine, avec des périodes biologiques variant de 4 à 300 jours. Sachant qu'aucune dose d'irradiation n'est inoffensive, il paraît important qu'une étude sanitaire de grande envergure soit menée sur toute la Hague.

Au vu de cette pollution et de la politique d'information des exploitants, c'est à un véritable travail d'investigation que l'ACRO doit se livrer. Jouant un rôle de détective, l'association a eu accès à des documents internes faisant état d'accidents sur le site de la Hague. L'ANDRA a reconnu du bout des lèvres l'accident de 1976 qui aurait conduit à une fuite dans le sous-sol de 1 850 TBq (50 000 Ci) de tritium, mais refuse d'admettre celui de 1980 lors duquel, selon une note interne de l'ANDRA, l'activité en radiation bêta des eaux de drainage a été multipliée par 5000 (principalement du Cs137 semble-t-il). Combien d'autres accidents de ce type, qui n'ont jamais été relevés publiquement par les exploitants ? Difficile de le savoir avec des exploitants refusant de jouer le jeu de la transparence. Quant aux populations des environs, pas de problème vu que les installations nucléaires sont sûres !

### Pour une commission d'enquête indépendante

L'ACRO somme donc les exploitants de publier les résultats de toutes les mesures effectuées, y compris sur le site. Une fois l'état des lieux établi, il conviendra de mener une étude de faisabilité sur la décontamination active des nappes phréatiques. Pour ce qui est du Centre de stockage en particulier, elle somme les autorités de



**En haut : Usine de retraitement. En bas : Site de stockage de l'ANDRA.** (photos ACRO)

sûreté et l'autorité publique d'assumer leur rôle de surveillance en mettant sur pied une commission d'enquête indépendante incluant des membres de la Commission Hague, dont la mission sera de faire toute la lumière sur le passé du site et de faire un bilan de l'état actuel. Cette commission devra rendre son rapport avant le lancement de l'enquête publique sur la fermeture du site. Pour le moment, mise à part une reconnaissance

tacite des résultats de l'ACRO et une dénonciation publique, les exploitants se renferment dans leur mutisme. Les autorités locales ne semblent pas réagir et la presse nationale, susceptible d'aider à changer les choses, ne semble pas très intéressée par ce qui se passe là-haut, tout au bout de la presqu'île du Cotentin. Donc, en attendant, pour pouvoir faire pression, il faut continuer le travail de surveillance autour des sites entrepris par les laboratoires indépendants. L'ACRO, dotée d'un détecteur gamma et d'un détecteur bêta, a besoin de renouveler son matériel et de le compléter avec un équipement plus performant, afin de pouvoir continuer son travail de surveillance et d'information. Une souscription est donc lancée.

**David BOILLEY**

## SOUSCRIPTION

L'ACRO mène des actions de surveillance de la radioactivité grâce à un laboratoire disposant d'appareils divers. Pour le moment, ce labo ne possède pas d'appareil efficace pour la surveillance des pollutions radioactives par le tritium. Pour se doter d'un scintillateur alpha et bêta à bas bruit de fond et d'un nouveau spectromètre gamme, l'ACRO a lancé une souscription d'une hauteur de 800 000 F. Vous pouvez y participer en envoyant vos dons à : ACRO, 18 rue Savorgnan de Brazza, 14000 Caen, tél : 31 73 79 17.



## LE MONDE LIBERTAIRE A CENT ANS !

Le Monde Libertaire, aujourd'hui hebdomadaire, fêtera le 11 novembre prochain son centième anniversaire. Il aura publié plus de 1000 numéros. Le week-end du 11 et 12 novembre sera l'occasion de deux jours de fête relayés par Radio-Libertaire. Pour recevoir le programme : Le Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

## BEAUJOLAIS : REVUE ECOLO

Le Nord du Rhône vient de s'enrichir d'une revue écolo "Echos logiques". Celle-ci réalisée par le Groupe Ecologique du Beaujolais, paraîtra deux fois par trimestre et sera largement ouverte au milieu associatif local et aux personnes qui veulent s'exprimer, bouger, échanger... Pour recevoir un numéro gratuit : GEB, 47 passage de l'ancienne mairie, 69400 Villefranche.

## PRIX NOBEL ALTERNATIFS

La fondation "Right Livelihood Award" du suédois Jakob von Uexküll qui décerne depuis décembre 1980 cette distinction, a désigné le 4 octobre dernier à Stockholm ses lauréats pour 1995. En sus du "Conseil serbe des citoyens", le groupe des droits humains indonésien "Topol" (siège à Londres), la "Fondation Autonomie" du Hongrois Andras Biro qui défend les intérêts de la communauté des Tsiganes Romas (500 000 dans son pays), le moine thaïlandais Sulak Sivakaksa, ardent propagateur de la non-violence et de la justice sociale, se partageront la dotation globale de 250 000 dollars. Les prix Nobel alternatifs seront remis officiellement le 8 décembre dans l'hémicycle du Riksdag, le parlement suédois. (correspondance RH).

## PAYSANNES EN AGRICULTURE BIO-DYNAMIQUE

Le mouvement de culture bio-dynamique organise une rencontre internationale

## ESPERANTO : ENSEIGNEMENT DANS LE MONDE

En 1960, aucune université n'enseigne l'Espéranto.  
En 1970, il y en a 30.  
En 1984, il y en a 110.  
En 1990, il y en a 151.  
En France, il est possible de suivre des cours dans trois universités : Aix-en-Provence (Institut de linguistique générale et d'études orientales et slaves), Clermont II et Lyon III (faculté des langues).

le des paysannes en agriculture bio-dynamique à Chartres, du 22 au 27 novembre 1995. Renseignements et inscriptions (avant le 10 novembre) : Jeannette Zimmermann, 15 rue des Muguets, 68330 Huningue, tél : 89 69 73 93. (source : Biodynamis, septembre 1995)

## ILLE-ET-VILAINE : INITIATION À LA BIODYNAMIE

Le mouvement de culture bio-dynamique d'Ille-et-Vilaine organise un stage d'initiation à l'agriculture biodynamique les 25 et 26 novembre 1995 avec François Bouchet. Le stage se déroulera à la mairie de Boisgermany. Renseignements et inscriptions : Jean l'Her, 15 rue C. Debussy, 35132 Vezin le Coquet, tél : 99 64 57 86. (source : Biodynamis, septembre 1995)

## VAR : COURS D'ESPERANTO

Sans langue neutre et internationale, il est impossible d'instaurer un dialogue entre les différents peuples, dialogue qui seul peut permettre de mettre fin aux guerres et assurer les fondements d'une paix juste et durable. C'est pourquoi le Rassemblement des Varois pour la Paix a décidé d'organiser des cours d'espéranto, langue aisée et politiquement neutre. Les premiers cours ont commencé fin septembre à Toulon. On se renseigne : Rassemblement des Varois pour la Paix, Emile Vaissaire, tél : 94 21 72 15 deux heures des repas.

## PARIS : MICROCLIMAT EST DE RETOUR

La seule émission radio en couleurs reprend du service sur Radio-Libertaire. Cette émission animée par Perlène

a lieu les jeudis de 20h30 à 22 h. Emission d'informations, en direct, consacrée chaque fois à un sujet différent, avec des invités spécialistes du thème du jour, elle est agrémentée de chroniques (la semaine de la hyène, la vie sexuelle des animaux...) et de pauses musicales de circonstance. Au programme : le nucléaire, l'écologie, l'environnement... Une autre vision de l'information. Pour que l'on parle de vos initiatives : Microclimat, Radio-Libertaire 89.4, 145 rue Amelot, 75011 Paris, fax : (1) 49 29 98 59, tél (exclusivement pendant l'émission) : (1) 42 62 90 51.

## DES RADIOS-LIBRES AUX "RADIOS DE DECOUVERTE"

Une loi sur l'audiovisuel dite "Loi Carignon" entrera en vigueur au 1er janvier 1996 pour imposer aux radios un quota de 40 % de chansons francophones sorties depuis moins de six mois. Certaines radios associatives s'interrogent sur l'efficacité de cette loi : le fait de sélectionner ce qu'est une chanson francophone ne risque-t-il pas de dériver en xénophobie : quid des chansons africaines ? quid des émissions proposant un style particulier de musique ? Si ces quotas peuvent limiter les dérives "uniculturelles" de certaines radios commerciales, que deviennent les radios associatives qui font un travail d'éducation à la musique ?

De la même manière qu'il existe un cinéma "art et essai" qui ne répond pas aux mêmes critères que le cinéma commercial, plusieurs radios associatives proposent de créer une catégorie "radios de découvertes". En France, sur 4000 salles de cinéma, 900 ont le statut "Art et essai" dont 100 sont classées "Recherche". Ce label art et essai est délivré par une commission de 100 personnes, le label est renouvelé chaque année. L'attribution du label tient compte de la programmation des films, des animations faites autour des films (cycle, débat avec des professionnels, travail avec les scolaires...). L'agrément s'accompagne d'une subvention. Ce travail permet un soutien au cinéma français (et au cinéma étranger hors circuits commerciaux) bien plus intéressant que des quotas. Pourquoi ne pas transférer ce modèle aux radios ? Pour en savoir plus : Amis des Ondes, Radio Dio, BP 51, 42002 Saint-Etienne cédex 1.



# SOCIÉTÉ

## USA : LA CAS MUMIA ABU-JAMAL

Mumia Abu-Jamal, journaliste noir, sympathisant des Black Panthers, mouvement noir violent des années 70, a eu le tort de se trouver à proximité d'un règlement de compte. Journaliste dont les témoignages étaient plus que gênants, cette présence a été l'occasion de l'arrêter comme suspect dans le meurtre en cause. En 1981, il est condamné à mort. L'été 1995 aura été marqué par une mobilisation pour obtenir la révision de son procès alors que son exécution est déjà programmée en août. Si ses avocats ont obtenu - grâce à une large mobilisation militante - le report de son exécution, le juge Albert Sabo, qui avait jugé Abu-Jamal en 1981, a refusé fin septembre, de lui accorder un nouveau procès et ceci malgré les nombreux éléments nouveaux apportés par la défense. 3000 condamnés à morts attendent dans les prisons étasuniennes et 37 ont déjà été tués depuis le début de l'année. Les USA sont en pleine crise de retour à la peine de mort (pour diminuer le budget déficitaire de l'Etat - fient, Juppé, n'y a pas encore pensé !) ; l'avenir de Mumia Abu-Jamal est donc loin d'être rose. Un comité de soutien "Sauver Mumia" s'est mis en place en France à l'initiative du MRAP, de la FSU, de Ras l'Front, l'Autre Amérique... Il organise un rassemblement de 18 h à 20 h, devant l'ambassade des Etats-Unis, 2 av. Gabriel (M° Concorde), le deuxième mercredi du mois, soit le 8 novembre, le 13 décembre...

## FASTI CONTRE GOUVERNEMENT

La Fasti, fédération des associations de soutien aux

travailleurs immigrés, n'a plus l'air de plaire au gouvernement. Jean-Pierre Perrin, président de l'ASTI d'Orléans, a ainsi été poursuivi pour "diffamation" pour avoir rédigé un tract pour le compte d'un collectif d'une quarantaine d'associations. Ce tract distribué le 8 mai 1994 faisait un parallèle entre la police vichyssoise ayant procédé à l'arrestation des Juifs, Tsiganes et "marginiaux" et l'actuel centre de rétention d'Orléans. En procès, le tribunal a estimé, le 23 juin dernier, que ce tract n'était pas diffamatoire. Le gouvernement a fait appel... Depuis, les autres associations se sont fait un plaisir de distribuer ce tract à de multiples occasions.

Par ailleurs, le gouvernement a supprimé la moitié des subventions accordées à la Fasti sous prétexte de son opposition aux lois "Pasqua" sur l'immigration. Cela a déjà entraîné la suppression de trois emplois. Pour en savoir plus :

- Collectif Egalité, BP 5355, 45053 Orléans cedex 1.
- FASTI, 4 square Vitruve, 75020 Paris.

## MALADIE ET MORT EN PRISON

Le Cri, mouvement d'information, de prévention et de réinsertion sociale, organise, du vendredi 10 novembre à 14 h au dimanche 12 novembre à 17h15, à Achères (Yvelines), sa quatrième université autour du thème : "maladie et mort en prison, vers une santé libérée ?". Au programme : l'organisation des soins en milieu pénitentiaire, incarcération et secret médical, déontologie des professions médicales, sexualité, santé mentale, automutilation et suicide en prison, toxicomanie, Sida... Programme complet : Le Cri, 1 rue de l'Île de France, 44600 Saint-Nazaire, tél : 40 22 79 91.



## HAUTS-DE-SEINE : L'UNIVERSITÉ VIDE

Le pari de Pasqua, président du département des Hauts-de-Seine, de mettre en place une université privée, ne provoque pas l'enthousiasme : les 37 000 m2 de la nouvelle université Léonard-de-Vinci n'accueillent en cette ren-

trée que 360 étudiants... à comparer aux 30 000 étudiants inscrits à Paris-X Nanterre à quelques centaines de mètres. Les frais d'inscription (30 000 F par an) et la non-reconnaissance des diplômes semblent suffisants pour décourager les candidatures. (source Politis, 7 septembre 1995)

nouveau !

# ASPHODELE

**Salon de l'écologie et des alternatives dans le sud-ouest à PAU**  
(Pyrénées-Atlantiques)  
**les 16 & 17 décembre 1995**

**100 exposants :**  
Producteurs bios, artisans, transformateurs, distributeurs.  
Librairies. Associations. Conférences.  
Espace enfants. Espace restauration bio.

Renseignements : Asphodèle  
UTOVIE - 40320 BATS (Fr) . Tél. 58 79 17 93



## LE CITRON CONTRE LE CHOLERA

Pas besoin d'avoir recours à des médicaments chimiques, des médecins ont découvert un traitement simple de l'eau contaminée par les vibrions du choléra : deux cuillères à soupe de jus de citron dans un litre d'eau pendant trente minutes suffit à rendre l'eau potable. (source : Garance Voyageuse, automne 95)

## LA PUB POUR LE TABAC COUTE CHER !

Le 16 décembre 1992, Libération avait publié une publicité de l'agence Ogilvy-Mather qui représentait une maquette de paquet de cigarettes à fabriquer avec comme slo-

gan "Posez cet espace fumeur sur votre tête et enfin, allumez-en une". Les directeurs du journal et de l'agence ont été condamnés, le 27 septembre dernier, à payer 100 000 F de dommages et intérêts au comité national contre le tabagisme (CNCT).

## LYON : OSTEOPATHIE

ALYCCS, association lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé, organise le vendredi 17 novembre à 20 h 30, à la mairie du 8ème, 12 avenue Jean Mermoz, à Lyon, une conférence avec Dominique Blanc sur l'ostéopathie. Renseignements : ALYCCS, 79 rue Croix-Barret, 69008 Lyon.

## HUIT BONNES RAISONS DE FUMER

- 1 - En achetant un paquet de cigarettes, vous contribuez à l'équilibre budgétaire de l'Etat. Fumez pour la grandeur de votre pays.
- 2 - En fumant, vous créez des emplois dans les plantations de tabac, l'industrie des cigarettes, de la chimie, du papier, de la publicité...
- 3 - En fumant, vous attraperez le cancer, ce qui créera encore des emplois dans les hôpitaux, les cliniques, les sanatoriums, les pompes funèbres... N'arrêtez pas de fumer pendant qu'on vous soigne, cela retarderait inutilement votre décès.
- 4 - En fumant, vous mourrez plus jeune, ce qui fera faire de nombreuses économies à nos caisses de retraites.
- 5 - Fumez en présence de non-fumeurs (surtout les enfants) : ceux-ci, plus sensibles à la fumée que vous, auront encore plus de chances d'attraper un cancer et donc de créer des emplois (point 3) et d'économiser pour nos caisses de retraites (point 4)
- 6 - Pour les femmes, fumez pendant votre grossesse - les maris peuvent fumer avec elles, ce sera encore mieux - l'enfant sera plus petit (vérifié statistiquement), l'accouchement sera plus facile. Mais de préférence faites vous avorter : handicaps et maladies chroniques coûtent cher à la société.
- 7 - Fumez dans votre voiture : outre le développement accéléré des cancers et autres maladies pour ceux qui voyagent avec vous (voir point 5), vous n'hésitez pas à allumer une cigarette dans un virage, à vous baisser pour rattraper votre paquet tombé à terre, vous lâchez le volant le temps d'allumer votre cigarette... autant de chances de provoquer un accident, ce qui contribue à augmenter le PNB de votre pays, à faire travailler les garagistes, les ambulanciers, etc... Si vous restez handicapés, fumez encore plus pour vite vous suicider au cancer.
- 8 - Enfin, n'oubliez pas de fumer au lit, relaxez-vous, endormez-vous et flambez : une bonne fumée définitive et un pollueur de moins (avec toute la famille contaminée si possible). (d'après un texte publié dans Tam-Tam, octobre 1995)

## L'écologie est aussi un plaisir

Découvrez-le  
en lisant  
*Les Quatre  
Saisons  
du jardinage*,  
la seule revue  
française  
de jardinage  
biologique et  
d'écologie  
pratique.

96 pages bourrées  
d'informations utiles  
tous les deux mois



**OFFRE SPÉCIALE**  
7 numéros au lieu de 6

Je m'abonne pour un an  
aux *Quatre Saisons du  
jardinage*  
**Offre spéciale :**  
7 numéros au lieu de 6  
Ci-joint 162 F

Nom .....

Adresse .....

Coupon à retourner  
avec votre règlement à :  
Terre Vivante, BP 20, 38711 Mens cedex



## SUEDE : LES VERTS FONT UN CARTON

Après que la Suède ait accepté de justesse par référendum son entrée dans l'Union Européenne, des élections se sont déroulées le 17 septembre pour envoyer 22 députés au Parlement Européen. Les Verts suédois, qui ont fait une campagne pour le retrait de la Suède de l'Union européenne et pour le respect du référendum sur le nucléaire qui stipule l'arrêt progressif du nucléaire d'ici 2010, ont provoqué la surprise de ce scrutin en triplant leur score des législatives, passant de 5 % à 17,2 %. Ils obtiennent 4 députés. Autre gagnant, la gauche anti-UE qui progresse également. Le parti socialiste pro-européen a connu une défaite historique pour ce pays, passant de 45,3 % à 28,1 %. Il n'aura donc fallu que 9 mois aux Suédois pour comprendre que l'Union européenne favorise les transactions commerciales et non l'amélioration des conditions de vie.

## VERTS : ASSEMBLEES GENERALES

Les Verts se réunissent en assemblée générale du 10 au 12 novembre au Mans. Mais à la suite d'une modification des statuts effectuée par référendum, cette assemblée générale fédérale se tient désormais sous forme d'un congrès de délégués, ces délégués étant désignés dans les régions lors d'assemblées générales régionales qui se tiennent toutes le dimanche 29 octobre. Si cela permettra certainement plus de démocratie dans les régions, cela risque par contre d'éloigner un peu plus l'exécutif national des débats à la base. Cette modification avait été prévue pour faire face à l'impossibilité de faire des assemblées générales à plusieurs milliers de personnes... c'était avant les soubresauts actuels.

Contact : Les Verts, 107 rue Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.



## BRETAGNE : POUR DES LYCEES ECOLOGIQUES

Le conseil régional de Bretagne a voté à l'unanimité la construction de deux nouveaux lycées à Combourg (Ille-et-Vilaine) et Ploërmel (Morbihan). Le groupe des élu(e)s vert(e)s du Conseil Régional a alors décidé de proposer à l'ensemble des élus de réaliser ces lycées en respectant au mieux l'environnement. Une étude a été ainsi réalisée portant sur les économies d'énergie : sas d'entrée, isolation des bâtiments, ampoules économes, valorisation des apports solaires passifs, valorisation de la lumière naturelle, utilisation de planchers solaires directs associés à un chauffage bois. Un complément éolien peut même être étudié pour l'alimentation électrique. L'étude porte également sur l'intégration du lycée dans son milieu. Un lycée occupe 40 000 m<sup>2</sup> en moyenne. Les Verts proposent de chercher à réhabiliter d'anciennes zones industrielles plutôt que de mordre sur les espaces agricoles. Citant d'autres exemples, ils proposent une intégration du lycée dans la ville par des structures ouvertes : centre de documentation lié à une bibliothèque municipale, cour ouverte... Les Verts demandent de ne pas utiliser de PVC ou de bois exotique, d'utiliser autant que possible des matériaux recyclés, un recyclage de l'eau, une collecte sélective des déchets, l'utilisation de papier recyclé. Enfin, le plan de circulation autour du lycée doit favoriser les déplacements à pied, en vélo, en bus, pour éviter la construction d'immenses parkings à voiture. Pour plus de renseignements : Elu(e)s Vert(e)s au Conseil Régional, 19 rue Salomon de Brosse, 35000 Rennes, tél : 99 87 55 26.

## FRANCE-ALGERIE : LES CAUSES DU TERRORISME

L'arrivée du terrorisme algérien sur le territoire français n'est pas une surprise. Cela fait en effet de nombreuses années que le gouvernement algérien est appelé par les opposants "le parti de la France". En effet, depuis l'"indépendance" au début des années 60, le gouvernement français a toujours apporté son soutien aux dirigeants algériens avec un but simple : continuer à profiter des entreprises et des matières premières disponibles en Algérie.

Aujourd'hui, le soutien de la France se manifeste auprès des instances financières internationales où elle est intervenue à plusieurs reprises en faveur du rééchelonnement de la dette algérienne. Cela se traduit également par des ventes d'armes à l'armée algérienne. Cela se traduit par des motions déposées au niveau européen pour venir en aide à l'Algérie. Enfin, en ce qui concerne l'"intégrisme", la France est le seul pays européen à avoir interdit le port du voile dans les écoles.

Selon les mouvements intégristes algériens, c'est principalement la France qui a poussé le gouvernement algérien à ne pas reconnaître les résultats des élections législatives de 1991 remportées par le FIS et c'est ce refus qui a entraîné la violence armée actuelle.

Autre accusation contre la France : celle-ci n'a pas participé ni apporté son soutien à l'initiative signée à Rome, le "contrat national" passé entre le FIS, le FLN et le FFS, les trois principaux partis d'opposition.

Tout ceci n'est pas nouveau, mais ce qui aurait fait déborder le vase est la présence de la police française sur le territoire algérien pour enquêter sur l'assassinat de résidents français. Par ailleurs le gouvernement Juppé essaie d'agir au niveau européen pour lutter contre l'intégrisme musulman, enfin la France soutient l'actuelle campagne présidentielle que dénonce les trois Fronts du "contrat national" qui demande le respect des résultats de 1991. (source : Courrier International, 31 août 1995)



## MARCHÉ POUR UN MONDE SANS NUCLEAIRE

La marche pour un monde dénucléarisé partie depuis janvier de Bruxelles, a mené une action contre l'ambassade de France à Kiev (Ukraine), le 28 juillet dernier, bloquant les accès du bâti-

ment pendant huit heures et accrochant des banderoles appelant au boycott des produits français.

Le 29 août, la marche se trouvait en Biélorussie lorsqu'a été connue la nouvelle d'un nouvel essai chinois. Pour protester, les marcheurs ont demandé à être reçus à l'ambassade de Chine de Minsk. Un représentant de l'ambassade a accepté de recevoir une délégation. Les marcheurs en ont alors profité pour renverser à l'intérieur de l'ambassade de la terre contaminée qu'ils avaient ramassée à Tchernobyl. Devant l'interrogation du représentant chinois, il lui a été répondu que la Chine faisait exactement la même chose avec les habitants de

## UN FONDS POUR AGIR ICI

L'association Agir Ici, dont nous relayons régulièrement les campagnes, avait lancé une campagne contre les fabricants de feux d'artifice qui produisent aussi des mines antipersonnel (voir n°185). Furieux, ces derniers attaquaient en procès l'association et gagnaient en première instance : les armes vendues sont des "munitions antipersonnel". Nuances ! (voir n°194).

Agir Ici est un réseau qui regroupe aujourd'hui près de 8000 personnes et qui mène des campagnes de lobbying avec succès sur des questions Nord-Sud (une longue présentation a été publiée dans notre numéro 154). Un réseau fort gênant qu'un procès pouvait déstabiliser : le procès des artificiers risque de coûter à Agir Ici près de 600 000 F ! (la question est pour le moment en appel). Pour éviter qu'un trou financier bloque la belle machine, un Fonds a été mis en place : un placement à risque, en cas de condamnation définitive, l'argent est perdu, mais si Agir Ici gagne, l'argent sera remboursé. L'appel lancé au début de l'été connaît un vif succès puisque mi-septembre, plus de 1700 chèques ont permis de collecter la moitié de la somme. Reste l'autre moitié. Vous pouvez envoyer votre contribution à : Agir Ici (mention procès mines antipersonnel), 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.



## PAS DE CHEQUE EN BLANC POUR LES DOSSIERS NOIRS DE LA COFACE !

Agir Ici, l'AITEC, association internationale des techniciens, experts et chercheurs, le CRID, centre de recherche et d'information sur le développement, collectif de 37 organisations de solidarité internationale, le MIR, mouvement international de la réconciliation, la revue Non-Violence Actualité, Peuples Solidaires, le RITIMO, réseau d'information tiers-monde, et le mouvement Survie, ont lancé une vaste campagne contre le secret qui entoure les opérations de la COFACE.

La COFACE, créée en 1946, est la compagnie française d'assurance du commerce extérieur. Elle garantit aux exportateurs et aux banques le paiement des factures en cas de défaillance des acheteurs. Depuis 1994, la COFACE est une société privée contrôlée par l'UAP, union des assurances de Paris, et par les AGF, assurances générales de France.

A côté d'accords d'assurances privées classiques, elle gère pour le compte et sur ordre de l'Etat l'assurance-crédit des "grands contrats" à l'exportation civils ou militaires. Bouygues, la CGE-Alcatel-Alsthom, Dassault, Fougerolle, entre autres, sont des habitués de la COFACE. Moyennant une cotisation de 2 à 5 % du montant du contrat, les entreprises ont l'assurance d'être payées. Une commission interministérielle des garanties examine les demandes des entreprises. Si le dossier est accepté et le pays défaillant, c'est la COFACE qui règle la facture.

Ce système revient à faire financer les exportations françaises vers des pays dans l'impossibilité de payer... par le contribuable. Cette pratique concerne évidemment les ventes d'armes, les grands travaux (barrages, centrales, trains, routes...). Via nos impôts, nous aidons donc les plus grands pollueurs et destructeurs à s'enrichir. Entre 1981 et 1994, les garanties de la COFACE ont coûté 101 milliards à la France, ce qui en francs réactualisés 1995 représente 172 milliards... ou 3000 F par habitant !

En 1991, sous le gouvernement socialiste, Agir Ici avait déjà mené une campagne demandant la transparence sur les remboursements effectués par la COFACE et la suppression des garanties pour les ventes d'armes. La campagne avait débouché sur une proposition de loi déposée par une cinquantaine de députés dont François d'Aubert, actuel secrétaire d'Etat au budget, grand pourfendeur des gaspillages de l'argent public, Charles Millon, aujourd'hui ministre de la Défense, Claude Vasseur, aujourd'hui ministre de l'agriculture.

La nouvelle campagne renouvelle la demande de transparence et la suppression de la garantie pour les ventes d'armes. Une brochure de 40 pages explicatives est disponible (25 F port compris). L'action consiste à envoyer un faux chèque de 3000 F à son député, un autre au ministre de l'Economie et des finances et un troisième à son percepteur en signalant que l'on a fait opposition au "chèque". Pour participer : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.

la région de Lop Nor où se font les essais chinois. La marche est allée ensuite à l'ambassade de France. La police bloquait les accès. Une délégation a toutefois pu être reçue par un capitaine de l'armée française. "For mother Earth" a déménagé pendant l'été. Sa nouvelle adresse : For Mother Earth, Gewad 15, 9000

Gent, Belgique, tél : (32) 9 233 49 24.

Du côté français, la traversée du Nord de l'hexagone a laissé un léger déficit et nous ne doutons pas que vous aiderez à le boucher : il était de 6500 F début septembre. On peut envoyer un chèque à : GSIEN-Lyon, 2 place Croix-Pâquet, 69001 Lyon, CCP 1004157 Y Lyon.

**SUISSE :  
POUR UNE REDUCTION  
DES DEPENSES  
MILITAIRES**

En Suisse, toute "initiative" de citoyens recueillant suffisamment de signatures doit théoriquement être soumise à un référendum. Une de ces initiatives demandait que l'Etat diminue ses dépenses militaires. Pour des raisons juridiques, le gouvernement suisse a trouvé le moyen de faire annuler cette initiative. Il faut dire qu'une précédente initiative "pour une Suisse sans armée" avait recueilli un tiers d'avis favorables (et même la majorité dans le Jura suisse !) et que cette nouvelle initiative risquait bien de contraindre le gouvernement à revoir sa politique de défense. Une nouvelle initiative a été lancée le 19 septembre dernier "pour une redistribution des dépenses militaires". En principe, les juristes ont fait ce qu'il fallait pour qu'elle ne puisse pas être annulée. Reste à réunir les signatures. Contacts :

**BUDGETS MILITAIRES**

Selon une étude de l'Autorité Américaine pour le Désarmement, réalisée en 1995, sur les coûts réels de la défense de chaque pays européen (c'est-à-dire incluant les dépenses civiles liées à la défense : recherche, caisses de retraites...), le classement en FF par habitant s'établit ainsi :

<b>Suisse</b>	<b>5810</b>
Norvège	5010
<b>France</b>	<b>4930</b>
Grande-Bretagne	3910
Suède	3820
Danemark	3450
Pays-Bas	3080
Allemagne	3020
Grèce	2590
Belgique	2480
Italie	2360
Finlande	2250
Luxembourg	1800
Autriche	1460
Espagne	1400
Portugal	1390
Croatie	1330
République Tchèque	1300
Bosnie-Herzégovine	1270

**BALKANS :  
CONTRE LE DECOUPAGE ETHNIQUE**

Si, actuellement, la guerre semble changer son fusil d'épaule : les Croates et Bosniaques musulmans repoussant les Serbes, cela ne change rien à l'analyse que l'on peut faire du plan de paix proposé par l'ONU. Ce dernier coupe l'actuelle Bosnie en deux parties (51 % pour les Serbes, 49 % pour les autres, Sarajevo à part) et chaque groupe ethnique devra ensuite rejoindre la partie désignée. Cette situation n'est pas nouvelle : c'est celle qui a provoqué la naissance du Pakistan et du Bangladesh (musulmans) après la guerre civile en Inde (à majorité hindouiste). Ses conséquences aussi sont connues : ceux qui n'ont pas la chance d'habiter du bon côté perdent tout et doivent recommencer leur vie à zéro. Si en Inde, les ethnies vivaient de manière séparée, en Bosnie, les familles mixtes sont courantes : que va-t-on faire d'elles ? Les enfermer à Sarajevo ? La solution ethnique n'arrange que les fascistes qui dirigent les armées de part et d'autre. Un véritable processus de paix doit viser à favoriser le retour des réfugiés chez eux et à intégrer l'ensemble des Balkans dans le processus européen... les régions de l'ex-Yougoslavie étant appelées à devenir de simples régions européennes comme les autres.



- Centre Martin Luther King, avenue de Béthusy 56, CH 1012 Lausanne, tél : (021) 652 27 27.

- Comité Romand des initiatives pour la paix et le désarmement, case postale 301, CH 1001 Lausanne.

- Initiatives pour la paix, Case postale 246, CH 3000 Berne, tél : (031) 311 70 87.

**SUISSE :  
PRISE DE DECISIONS  
PAR CONSENSUS**

Le centre Martin Luther King, les Brigades de Paix Internationales et le Mouvement International de la Réconciliation, organisent le samedi 2 décembre une session

de formation sur la "prise de décisions par consensus" : comment dans un groupe prendre une décision qui représente la meilleure solution possible, qui puisse satisfaire les besoins principaux de tous, sans négliger personne et en associant chacun(e) au processus.

Renseignements et inscriptions auprès de Berta Staedler, Villette 40, CH 1040 Yverdon, tél : (024) 21 15 95.

**LASER ET ARMES  
AVEUGLANTES**

Des programmes extrêmement confidentiels sont actuellement développés dans de nombreux pays pour se

doter d'armes lasers dont l'intérêt est de permettre d'aveugler l'ennemi. Le Comité International de la Croix-Rouge a lancé une campagne demandant l'interdiction de ces armes et son appel a été soutenu au niveau de l'ONU par 25 pays. L'OMS, organisation mondiale de la santé, a également lancé un appel à l'interdiction de ces armes car elles exploitent les connaissances médicales pour en faire un usage barbare. Pour le moment, les gouvernements des grandes puissances ne se pressent pas pour aborder la question. (source : Observatoire des transferts d'armements, 3ème trimestre 1995).





## PROBLEMES DIPLOMATIQUES

C'est par un simple communiqué que l'Elysée a annoncé l'annulation d'un voyage de Jacques Chirac en Autriche prévu pour la fin septembre. Il faut dire qu'en Autriche, les sondages donnent plus de 90 % des Autrichiens contre la reprise des essais et le gouvernement autrichien a multiplié les recours à tous les niveaux pour mettre des bâtons dans les roues de Chirac.

Les relations françaises avec le Japon ne sont pas meilleures : la présence du ministre des affaires étrangères japonais en tête de la manifestation à Paapeete au lendemain du premier tir et à la veille des émeutes a provoqué de multiples remous diplomatiques.

Les Eurodéputés - gauche, écologistes mais aussi une partie de la droite - ont dénoncé les propositions françaises d'élargir la dissuasion nucléaire à l'ensemble de l'Europe. Des pays comme la Suède, l'Autriche et l'Irlande, qui ont opté pour la neutralité, rappellent que l'Union Européenne ne prévoit pas de collaboration militaire. Bien qu'une partie de la droite allemande ait laissé percer son intérêt, la grande majorité des Allemands se déclarent opposés à ce que l'Allemagne modifie sa constitution qui précise le renoncement à la force de frappe nucléaire.

Si Chirac voulait être connu dans le monde entier, c'est réussi. Lors du sommet de Majorque (23 septembre), Jacques Chirac a affirmé à la presse que la plupart des pays européens avaient cessé leurs critiques contre la France. Les journalistes français ont évidemment repris l'information sans aucun sens critique. Il fallait regarder Arte pour avoir un autre son de cloche. Titre de l'information vue par Arte : "Méthode Coué".

## LA CREDIBILITE DE LA DEFENSE FRANÇAISE

Selon le roi Chirac, il en va de la crédibilité de la défense française. Pour ce qui concerne Moruroa, la crédibilité a du mal à se faire : 8 zodiacs de Greenpeace sur 9 ont réussi à pénétrer dans le lagon, un a réussi à accoster et l'armée a dû ratisser deux heures pour retrouver les deux personnes planquées dans les buissons. L'hélicoptère de Greenpeace a pu survoler la base de tir : un hélicoptère ennemi aurait très bien pu bombarder le site. Deux plongeurs descendus d'un zodiac ont pu nager une heure autour de la barge de contrôle du tir, un temps largement suffisant pour y installer une charge explosive.

Mais ça évidemment, la presse française dont le voyage était payé par l'armée, n'en a pas

fait l'écho. Quant aux journalistes plus indépendants qui avaient choisi les bateaux de Greenpeace pour suivre l'opération, ils n'ont rien pu faire : lors de l'assaut, l'armée a d'abord confisqué tout le matériel photo et télé des journalistes présents avant de leur fournir les images des services photos de l'armée.

## MATERIEL DISPONIBLE

- La revue de poésie pacifiste "Elan" a édité 4 cartes postales contre les essais nucléaires avec des dessins de Cabu, Cubizolle, Charb et Lefred-Thouron. Elles peuvent vous être envoyées contre 25 F franco à : Elan, 31 rue Foch, 59126 Linselles.

- Le collectif Stop-Essais diffuse un T-Shirt au prix de 60 F (+12,50 F de port) et une carte postale "La préparation d'un crime est un crime" (10 cartes 30 F + 4,4 F de port). Commandes à : Marie-Pierre Bovy, Stop-Essais, Bonbecombe, 12120 Comps Lagranville.

- Les Verts diffusent du matériel "avec les Verts, contre les essais nucléaires" : affiches, autocollants, tracts, cartes postales, T-Shirt. Tarifs sur simple demande à : Les Verts, 107 av. Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.

## 30 SEPTEMBRE : UNE CENTAINE DE MANIFESTATIONS

Le 30 septembre avait été depuis longtemps annoncé comme journée contre les essais nucléaires. Des manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes de France (Belfort, Bordeaux, Chambéry, Creil, Dijon, Lorient, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nice, Perpignan, Poitiers, Saint-Brieuc, Strasbourg, Toulouse, Tours...). La plus grosse manifestation à eu lieu à Paris où 10 000 manifestants ont réalisé sur le boulevard Beaumarchais un immense die-in (simulation de mort), probablement le plus important jamais réalisé en France. Les Verts ont annoncé au total sur la France, plus de 40 000 personnes. Arte a parlé de 100 000 sur 100 villes. Il est intéressant de noter que contrairement à la guerre du Golfe où le début des hostilités avait provoqué une démobilisation, le premier essai a au contraire poussé les Français à descendre plus nombreux dans la rue.

## MANIFESTATION A CATTENOM

Pour protester contre la reprise des essais, une "flottille de paix" luxembourgeoise a remonté la Moselle, les 9 et 10 septembre, de Schengen à Cattenom, centrale nucléaire française à la frontière du Luxembourg. Cette manifestation appelée par de nombreuses associations a reçu



## AGEN : LES OPPOSANTS OCCUPENT LA PREFECTURE

Totalement prises par surprise, les forces de l'ordre, le 6 septembre à Agen, Une trentaine de manifestants se sont regroupés devant les grilles de la préfecture et quatre d'entre eux ont réussi à monter une banderole au sommet du portail. Ils ont également mis le drapeau en berne. Le commissaire de police a dû faire venir une nacelle élévatrice des pompiers pour négocier avec les manifestants. Les militants appartenant au collectif "Vivre sans le danger nucléaire à Golfech" n'acceptaient de descendre que deux heures plus tard, après qu'une délégation ait été reçue à la préfecture.

le soutien inattendu de la CGT Moselle, alors que la flottille faisait clairement le lien entre les essais et les risques des centrales nucléaires. Si la CGT commence à manifester contre les centrales nucléaires tricolores, où va-t-on ?

## LYON : DRAPEAUX EN BERNE

Gilles Buna, maire écologiste du 1er arrondissement de Lyon, a mis les drapeaux de sa mairie en berne à l'annonce du premier essai nucléaire. Le conseil municipal d'arrondissement a voté un vœu contre la reprise des essais par 12 voix contre 1 et une abstention. Les 12 voix représentent les 11 élus de la liste de gauche (PC + PS + Verts) ainsi que la voix d'un élu de Génération Ecologie élu avec la droite. L'un des deux autres élus de droite préférant l'abstention. Le préfet a immédiatement

réagi en signalant que les drapeaux appartiennent à la République et que le maire ne peut prendre seul cette décision. Gilles Buna a demandé au Préfet de s'adresser à Raymond Barre, lui-même n'étant que le maire délégué au niveau de l'arrondissement. L'affaire en est restée là.

## CHARLEVILLE : PROCES

Dans la nuit du 31 août, P. Lambinet, chômeur, est interpellé par la police en train d'effectuer un bombage à la peinture contre la reprise des essais. Il est poursuivi en justice pour "dégradations volontaires". Il doit passer en procès le 8 novembre à 13h30 au tribunal correctionnel de Charleville-Mézières. Un comité de soutien s'est constitué : Collectif ardennais contre les essais nucléaires et pour le soutien aux opposants, c/o La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny sur Meuse.

# VERTS ALLEMANDS : LA NON-VIOLENCE AUX ORTIES ?

Lorsque paraîtront ces lignes, peut-être que les belligérants auront respecté le cessez-le-feu négocié pour soixante jours à compter du 10 octobre par Richard Holbrooke, l'émissaire de Bill Clinton, et que les entretiens prévus le 25 octobre entre Alga Izetbegovic, Frango

échoué, plaide en faveur d'une protection militaire terrestre et aérienne des dernières "zones de sécurité". Les Grünen ne peuvent plus, écrit-il, "courber l'échine devant le nouveau fascisme" à l'œuvre dans les Balkans, "la purification ethnique exige de nouvelles réponses". Son texte, non dénué de contradictions

étrangère. Si le 9 octobre 1993, lors d'un congrès extraordinaire à Bonn, 90 % des délégué(e)s se prononcèrent contre "la logique militaire" et réaffirmèrent leur "tradition pacifiste et antimilitariste", l'émotion (légitime) que provoquent depuis 1991 les images en provenance de Bosnie-Herzégovine justifierait aujourd'hui la mise à l'encan des principes de non-violence. "Les options de Petra Kelly n'existent plus" (1) énonce Waltraud Schoppe, qui déplora même l'interruption des bombardements de l'aviation onusienne sur les positions serbes. Pour Daniel Cohn-Bendit, "toute personne opposée à une intervention militaire en Bosnie est de droite" (interview au "Spiegel" du 3 janvier 1994). L'ancien leader de mai 68, ne reculant devant aucune ineptie, justifia lors d'un talk-show diffusé le 31 août sur la seconde chaîne allemande, la création, par le général de Gaulle, de la force de frappe. Le député Ludger Volmer voit dans les sanctions économiques "l'ultima ratio. La démilitarisation et une structure écologique et solidaire représentent la meilleure prévention contre une nouvelle barbarie". Il préconise des "missions de paix et de supervisions des sanctions de l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe" (2) donc avec l'aide de la soldatesque.

Le 30 juin dernier, à la tribune du Bundestag, Fischer insista : "je parle en tant qu'ora-

*La guerre en ex-Yougoslavie a provoqué des ravages dans les esprits de nombreux "penseurs". L'évolution observable chez les Verts allemands en est l'illustration.*

Tudjman et Slobodan Milosevic auront commencé à porter quelques fruits comestibles. La guerre qui ensanglante depuis quatre ans l'ex-Yougoslavie provoque de curieuses évolutions chez les Grünen.

Juste avant de partir goûter quelques semaines de congé en Toscane, leur pontife Joschka Fischer adressa à ses "cher(e)s ami(e)" une lettre de douze pages, datée du 30 juillet 1995, dans laquelle il expose ses vues à propos de la dramatique situation de l'ex-Yougoslavie.

Après la chute des enclaves musulmanes de Srebrenica, le 11 juillet, et de Zepa, le 25 juillet, l'ex-ministre de l'environnement en Hesse, considérant que l'ONU a

flagrantes, a suscité pour l'instant davantage de critiques négatives que d'approbation au sein de la formation, fondée le 12 et 13 janvier 1980 pour porter dans les institutions les revendications des mouvements sociaux. Le "congrès stratégique" des 30 septembre et 1er octobre 1995, dans le luxueux hôtel Dreesen à Bad Godesberg, en présence de 300 personnes, a permis de clarifier... les clivages et de tendre petit à petit vers quelques dénominateurs communs.

### "ultima ratio"

Depuis plusieurs années déjà, certaines éminences vertes prônent "un assouplissement" en matière de défense et de politique

(1) J'avais rencontré Petra Kelly, à Strasbourg, le 21 février et non le 21 juillet 1983, comme indiqué par erreur dans mon article.

"Les Grünen, des caméléons dans la ronde des éléphants" (Silence de Juin 1995).

(2) Frankfurter Rundschau du 28 septembre 1995.

teur d'un parti pacifiste". La proposition du gouvernement entraînerait "une dynamique de l'escalade". Ce jour-là, le Parlement arrêta "la décision historique" d'envoyer 14 avions de chasse Tornado pour protéger et seconder la force de réaction rapide basée sur le Mont Igman (au-dessus de Sarajevo) (3). En fait, le Francfortois approuve les opérations de terrain, mais sans participation directe de la Bundeswehr, eu égard au passé.

Kerstin Müller, qui conduit avec lui la fraction parlementaire (49 élus) s'oppose aux unes comme à l'autre. Krista Sager, qui préside les Grünen/ Alliance 90, partage l'approche de Fischer, alors que son coéquipier Jürgen Trittin maintient des positions "pacifistes", quoique assez floues.

### Applaudissements nourris

A y regarder de plus près, "la question bosniaque" constitue, dans l'optique des "réalos", un test quant à l'élaboration d'une "politique extérieure crédible". Joschka Fischer n'a jamais caché son ambition : occuper à l'horizon 1998 le poste de ministre des Affaires Etrangères. Peu importe avec quel chancelier ? Poussant les Grünen à adopter les schèmes de pensée et d'analyse de l'establishment, il recueille des applaudissements nourris des rangs de la coalition gouvernementale CDU/CSU/FDP (les trois partis de droite). Quels "raisonnables" revirements chez les "trublions" de jadis !

A l'heure où les socio-démocrates perdent régulièrement en crédibilité et en audience (pour la première fois depuis 1949, le SPD passe sous la barre des 30 %), le dernier sondage de l'Institut Forsa (4) crédite les Grünen/alliance 90 de 13 % des intentions de vote.

Les horreurs de la guerre ne résultent-elles pas avant tout d'une militarisation forcenée par l'ensemble des parties ? Néanmoins, l'initiative de Joschka Fischer a le mérite de nous interpeller. Avons-nous à répondre des fatales carences de l'ONU et de

l'Union Européenne, de la gestion catastrophique de l'"ouverture à l'Est" par la majorité des dirigeants occidentaux ? Devons-nous assumer les tares réhébilitaires d'un ordre international que nous condamnons ? Evidemment non !

Soutenir l'"action" de troupes en Bosnie-Herzégovine revient à cautionner tout engagement militaire comme un instrument viable de la diplomatie, alors que, comme le rappelle Andréas Buro, ancien porte-parole du comité pour les droits fondamentaux et la démocratie, "un concept de résolution civile du conflit n'a jamais été mis en pratique dans l'ex-Yougoslavie. On a totalement négligé les individus et les mouvements militant pour la paix" (5).

"Le conseil serbe des citoyens" de Mirko Pejanovic (50 000 membres, un tiers de Serbes habitant dans la région contrôlée par les Bosniaques) œuvre pour une Bosnie démocratique reconnaissant des droits identiques à tous. Espérons qu'au moins l'attribution à ce mouvement du Prix Nobel alternatif 1995 avivera remords et regrets auprès des écologistes avalisant "la politique de la canonnière".

### Mise à l'encan

Joschka Fischer et ses ami(e)s, se révèlent d'ailleurs incapables d'imaginer concrètement la mission assignée aux escadrons déployés sur place. Plus surprenant : ils n'évoquent que du bout des lèvres le commerce des engins de mort, dans lequel leur

pays rivalise pourtant de mieux en mieux avec la France, restant muets sur l'indispensable soutien à fournir aux organisations non-gouvernementales, aux déserteurs (certaines sources font état de 100 000 à 300 000 !), aux objecteurs de conscience. Assistés par des mercenaires d'extrême-droite français, allemands, autrichiens... (eux, savent distinguer les authentiques "fascistes"), les soudards croates, qui conquièrent, le 4 août dernier, la Krajina, en utilisant des armes germaniques et des moyens logistiques US, commirent des actes qui n'ont rien à envier à la barbarie serbe. Alija Izetbegovic, que Bernard Henri Lévy qualifie de "nouveau Jaurès", n'a jamais dissimulé ses penchants nationalistes. Franjo Tudjman a-t-il renoncé à son fantasme de "Grande Croatie" ?

Cinquante-trois conflits déchirent actuellement la Planète, selon Christiane Passevant, critiquant l'ouvrage "Surarmement, pouvoir, démocratie" d'Andrée Michel (L'Harmattan). Toute hostilité déclarée offre aux pays producteurs d'armes "un catalogue live des nouvelles technologies de destruction pour un marché mirifique" (6).

Notre "bande des quatre" (Bruckner, Finkelkraut, Glucksmann, Lévy), par ailleurs favorable à la dissuasion et aux tests nucléaires, si empressée d'expédier des jeunes gens sur les champs de bataille (7), se préoccupe-t-elle véritablement de l'universalité des droits humains ?

René HAMM

(3) Le 1er septembre 1995, première intervention combattante de l'aviation allemande hors de ses frontières depuis 1945.  
(4) Hebdomadaire Die Woche du 6 octobre 1995.  
(5) Frankfurter Rundschau du 8 septembre 1995.  
(6) Le Monde libertaire du 5 octobre 1995.  
(7) Au "Cercle de Minuit" sur France 2, le 18 septembre 1995. André Glucksmann affirma sans sourciller : "c'est ça la démocratie. Des ménagères, des intellectuels, des paysans... envoient d'autres hommes pour défendre l'Europe...".

LA LIBERTÉ DE CIRCULER


## Pour en finir avec le mythe de l'automobile

un livre de Colin Ward,

préface de René Dumont, postface de Robert Joumart,  
Co-édition Silence et Atelier de Création Libertaire.

Au XIXème siècle, le rail connaît un développement fulgurant. Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il développe ensuite les alternatives possibles.

144 pages format 14 x 21 cm.  
**Bon de commande page 39.**



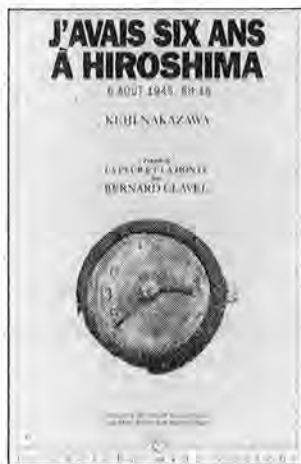


# LIVRES

## J'AVAIS SIX ANS A HIROSHIMA

de Keiji Nakazawa  
préface de Bernard Clavel  
Ed. Cherche-Midi  
1995 - 160 p. - 98 F

Nous ne pouvons pas parler de ce livre sans parler de l'étonnante préface. En effet, Bernard Clavel, après



avoir milité pendant de longues années auprès des pacifistes, semblait avoir résolument tourné sa veste pour devenir finalement un fervent partisan d'une armée mondiale. Il a si bien viré de bord qu'aux dernières élections, il était dans le comité de soutien à Jacques Chirac. Ce texte, sans doute écrit entre les élections et la décision irrévocable du nouveau monarque, ne manque pas de charme : *"Les mouvements pacifistes plus ou moins colorés ont trop longtemps rebuté ceux qu'à juste titre effraie la politique. Une seule chose peut nous sauver : l'union. C'est en masse que nous devons refuser la violence, piétiner les querelles intestines, abattre les divergences et rejeter les demi-mesures. C'est en masse que nous devons exiger un désarmement total et immédiat"*. En vingt pages, Bernard Clavel, dans son style énergique, condamne l'usage du nucléaire

civil et militaire. Ça tombe bien : 63 % des Français sont contre la reprise des essais et seulement 29 % pour. L'union est presque faite, cher Clavel, alors comment se fait-il que vous ne soyez pas en tête des protestations de cet automne ?

Keiji Nakazawa, lui, est connu au Japon pour ses bandes dessinées. A l'âge de 6 ans, il habite à seulement 1,3 km du point de chute de la bombe sur Hiroshima. Miraculeusement, il a survécu. Sa propre histoire l'obsède, ainsi que le silence officiel qui semble accrédiiter que c'est la bombe qui a mis fin à la guerre. Il publie à partir de 1973 "Guen aux pieds nus" dans une revue hebdomadaire. En 1975, "Guen" fait l'objet d'une publication en quatre volumes. En 1976, un film est réalisé. Depuis,

"Guen" a été traduit en anglais, en allemand, en suédois, en espéranto. En France, seul le premier quart de l'histoire (avant la bombe) est édité. Ce livre est un résumé de Guen, histoire qui en est à son dixième volume au Japon, en attendant qu'un éditeur français se lance dans l'intégrale.

Le livre est une succession de scènes décrites en une ou deux pages. Mais chacune d'elles est un concentré d'horreur. La dernière scène est plus récente, on est en 1967 et l'auteur apprend que la Chine vient de procéder à son premier essai atmosphérique. Il y a très peu de commentaires, sinon dans les annexes. Il s'agit surtout d'un témoignage. Un cahier central de photos vient renforcer l'horreur de la bombe atomique. C'est vite lu, mais ça ne s'oublie pas. MB.

## L'ECONOMIE DEVOILEE du budget familial aux contraintes planétaires

sous la direction  
de Serge Latouche  
Ed. Autrement  
1995 - 192 p. - 110 F

Quel est le rôle de l'économie ? comment en est-on

arrivé à tout comptabiliser ? Ce recueil d'articles écrits par des économistes et des personnes ayant des visions pour le moins divergentes montre comment sous le couvert d'une science d'études de la société, on a en fait un outil de contrôle social au service des gouvernements... et de plus en plus au service des institutions internationales.

Après une série d'articles critiques sur l'"universalité" de l'économie et les multiples "fuites" regroupées au sein de l'économie informelle, plusieurs articles essaient d'aborder ce que pourrait être l'économie comme outil au service des relations humaines et non un outil de contrôle de ces relations humaines.

Si ce livre ouvre une porte sur "la sortie de l'économie", les réflexions restent timides : il faut attendre la page 180 pour arriver aux vraies questions : la sortie de l'utilitarisme, le fait que tout n'a pas besoin d'être quantifié, qu'il existe d'autres façons de fonctionner : le don, la générosité, la sociabilité... Et c'est dans la conclusion de l'ouvrage que Serge Latouche pose les bonnes questions : le rôle des utopies, les tentatives

## Le livre du mois

### TAHITI APRES LA BOMBE

#### Quel avenir pour la Polynésie ?

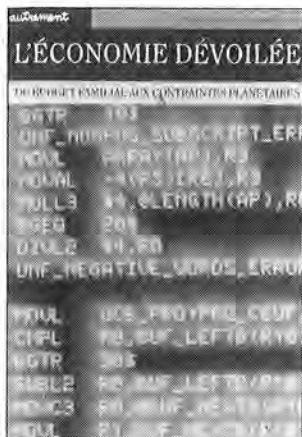
sous la direction de Jean Chesneaux

Ed. L'Harmattan

1995 - 184 p. - 110 F

Il n'y a pas que la reprise des essais nucléaires et leur fin programmée qui posent problème en Polynésie "française". En octobre 1987, le port de Papeete est pillé, les voitures incendiées, les installations saccagées. En juillet 1991, nouvelle crise. En février 1995, blocage de l'île... L'arrivée de la bombe atomique a profondément déstabilisé la société tahitienne, mettant les îles de Polynésie sous perfusion financière. Alors qu'une partie de la population vit grâce à la présence des militaires et du tourisme qui l'a accompagnée, 20 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, le taux de chômage est massif chez les jeunes (50 %) et la spéculation immobilière est telle que le m<sup>2</sup> se vend au même prix que sur les Champs-Élysées. Résultat : une société duale avec des niveaux de vie de 1 à 15. D'un côté les Polynésiens, de l'autre les "Blancs" et les "Demis" (Polynésiens occidentalisés). La fin des essais, la fin de la guerre froide (relativisant l'importance stratégique de la Polynésie pour la France), la gestion du passé (le développement des cancers), les revendications indépendantistes, autant de points à prendre en compte pour essayer de penser un avenir. Le "Pacte du progrès" défini au moment du moratoire sur les essais était déjà une première tentative de chiffrage de cet avenir. Ce livre analyse justement les questions qui se posent, les réponses apportées par ce pacte et ses insuffisances, notamment par ses "bornes" économiques : de nombreuses questions restent en suspens : quel développement "durable", quelle autonomie, quelle culture... L'occasion pour le lecteur de découvrir les propositions faites par les mouvements locaux (autonomistes, écologistes...). Un livre en plein dans l'actualité. MB.





de fonctionnement en dehors du système, le rôle des initiatives alternatives et ainsi la remise en place de l'économie comme technique enchâssée dans le social.

Un livre qui peut servir de passerelle pour ceux qui commencent à se poser des questions mais qui laissera les lecteurs de Silence sur leur faim. Offrez-le à ceux qui vous cassent les oreilles avec de grandes théories sur l'économie. Et pour vous, réservez-vous le livre suivant. MB.

## LA MEGAMACHINE

Raison techno-scientifique, raison économique et mythe du progrès

de Serge Latouche  
Ed. La Découverte / MAUSS  
1995 - 250 p. - 139 F

Serge Latouche s'est fait une image de grand penseur de la société occidentale à travers deux livres majeurs : "L'occidentalisation du monde" et "La planète des naufragés". Ces deux livres ont provoqué de nombreuses réactions, de nombreux échanges de courrier, la publication de nombreux articles. Ce livre est une compilation de ces différents textes et donc la poursuite de la réflexion engagée dans les deux précédents ouvrages.

Serge Latouche y confronte ses idées avec celles d'autres auteurs ayant des critiques proches de la sienne : Jacques Ellul, François Partant, Edouard Goldsmith, Jean Chesneaux.

Serge Latouche écrit dans un style vivant, renforce son argumentation avec des exemples contemporains (de Tchernobyl au Minitel rose). Si Serge Latouche se défend d'être technopho-

be (voir l'humour de ses remerciements en début d'ouvrage), il passe à la moulinette les concepts de "développement durable", "modernité", "progrès".

Serge Latouche se défend également d'être un philosophe, pourtant ses réflexions, qui ont l'avantage d'être d'une grande clarté, sont bien de l'ordre de l'éthique et du sens de la vie.

Un ouvrage indispensable comme ses deux précédents livres. MB.

## LA CONSTRUCTION POPULAIRE AU BRÉSIL

Une expérience à Sao Paulo de Jeanne Bisilliat  
Ed. Karthala  
1995 - 174 p. - 130 F

Les populations démunies du Brésil ont mis au point un mouvement populaire appelé le mutirão. Ce mouvement "habitationnel" est composé de trois périodes : l'occupation de terrains, la construction d'habitats en autoconstruction, la mise en place d'un fonctionnement communautaire. En parallèle à la lutte sur le terrain se mènent des négociations avec les institutions pour légaliser l'initiative.

Ce mouvement de la base suffit-il à résoudre la question du logement ? C'est ce que ce livre essaie d'analyser. Jeanne Bisilliat a suivi d'un bout à l'autre l'expérience d'un mutirão de 194 logements, dans le cadre d'une recherche d'anthropologie. Ce livre analyse le rôle des différents statuts sociaux (chômeurs, ouvriers, ceux ayant une formation, ceux se "débrouillant"), les différences hommes-fem-

mes, la question des enfants pendant le chantier, les interfaces avec la municipalité, l'Etat, mais aussi les associations de soutien internationales...

Un exemple d'auto-organisation d'autant plus intéressant que la situation en France se dégrade : à quand une telle initiative de la part des mouvements qui luttent pour le droit au logement ? MB.

## TEMOIGNAGES D'INSOUMIS

de l'ex-Yougoslavie  
Ed. Comité Paix-Genève  
Chemin des Manons 2 C  
1218 Grand Saconnex,  
Genève.  
1995 - 86 p. - 10 FS ou 40 FF.

Le Comité Paix-Genève a cherché à rencontrer des déserteurs de l'ex-Yougoslavie réfugiés en Suisse. Une quinzaine d'hommes ont accepté de répondre aux questions, surtout des Kosovars. Le livre présente l'originalité d'être bilingue français et serbo-croate.

Les témoignages sont tels que recueillis et une grille de questions permet d'avoir à chaque fois sensiblement le même déroulement d'interview. A part le dernier témoignage qui concerne un Bosniaque de Sarejevo, les autres témoignages se recoupent beaucoup : pas d'engagement politique avant le conflit, une vision de tolérance entre les différentes communautés, le refus de participer à une guerre entre personnes de même culture pour des intérêts politiques qui leur échappe. Une méfiance des partis au pouvoir - à l'exception de la Ligue démocratique du Kosovo qui est le seul parti à avoir une démarche pacifiste - et la dénonciation de l'aide internationale, souvent perçue comme un partage d'intérêts et non comme une recherche de la paix.

Le dernier témoignage, celui d'un prof de philo de Sarajevo, est plus ambigu : il a quitté la ville assiégée comme la plupart des jeunes non par refus de se battre, ce qu'il a fait, mais parce qu'il ne voit plus d'avenir à la capitale bosniaque.

Un livre à lire pour prendre du recul sur ce que nous racontent les médias. MB.

## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

### L'ÉTAT DU MONDE 1996

Ed. La Découverte  
1995 - 710 p. - 159 F

Cet énorme pavé est devenu le livre inévitable de tous ceux qui s'intéressent à la géopolitique. Écrit de manière à être lu par n'importe qui, il est aujourd'hui publié dès sa sortie en plusieurs langues et fait même des petits : "L'Etat de la France", "L'Etat du monde junior", "L'Etat du monde cadet". Et maintenant, pour faire la totale, un CD-Rom qui vous permet de consulter sur ordinateur les 15 dernières éditions du livre ! Le livre que l'on ne cesse de consulter au cours de l'année chaque fois que l'on cherche à comprendre ce qui se passe dans le monde.

### PLEINS FEUX SUR UNE RURALITÉ VIABLE

Collectif  
Ed. Ecosociété (Québec),  
diffusion Europe : EPO  
1994 - 180 p. - 75 F

Ce livre est le compte rendu d'un colloque sur les défis de la ruralité qui s'est tenu à Québec en mai 1993 et qui a fait se rencontrer des Québécois et des Sahéliens. Cette confrontation permet d'apprécier les approches convergentes et différentes dans des domaines aussi variés que l'être humain, le développement, l'agriculture, la foresterie, les pêcheries, l'énergie...

### LE SYSTÈME CARIGNON

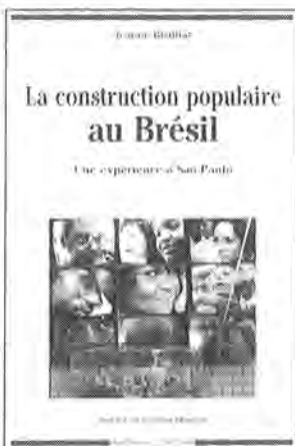
de Raymond Avrillier  
et Philippe Descamps  
Ed. La Découverte  
1995 - 370 p. - 145 F

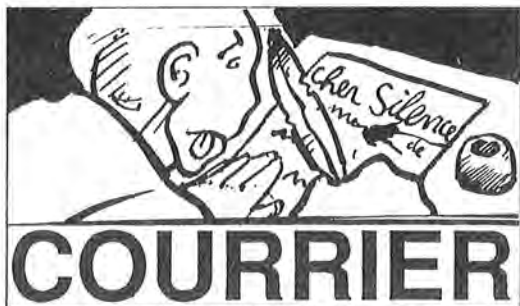
Cette minutieuse enquête révèle tous les dessous de l'affaire Carignon. Raymond Avrillier, opposant écologiste à l'origine de l'affaire, se retrouve aujourd'hui adjoint à la mairie. Quant à Philippe Descamps, journaliste à France 3, il doit toujours lutter pour maintenir son emploi. Pour comprendre comment l'ambition politicienne peut entraîner un élu aux pires compromissions.

### L'ENFANT ET L'EAU

dirigé par J. Le Camus,  
J.P. Moulin, C. Navarro  
Ed. L'Harmattan  
1995 - 285 p.

L'eau peut intervenir dans de nombreux domaines. Ce livre donne la parole à de nombreux spécialistes qui font le point des connaissances actuelles : psychologie du développement, interactions parents-enfants en milieu aquatique, symbolisme aquatique et thérapie, activité aquatique pour les bébés et pédagogie, l'eau comme aide aux handicaps, la fonction cardiaque et l'eau, la thermorégulation, les problèmes d'ORL, la peau et l'eau... Une activité souvent perçue comme ludique et qui peut pourtant être analysée de multiples manières.





## ENFERMONS-LES !

Pour mettre un terme à toutes les monstruosités commises au nom de l'appartenance à un drapeau, il n'est pas interdit de faire un rêve.

Pour en finir avec toutes les atrocités de l'ex-Yougoslavie, de la Tchétchénie, de l'Afrique ou d'ailleurs, voici une proposition pas plus stupide que les cessez-le-feu à répétition et pas moins absurde que les balles dans les chairs et les pelotons d'exécution du petit matin.

Allez, chiche que, pour une fois, l'ONU mettrait à disposition la place dont elle jouit dans ses grands centres dits "de décision" pour offrir un espace dans lequel on enfermerait tous les chefs de guerre qui veulent tellement que leur armée écrase celle d'en face, tous les généraux qui veulent tellement se battre et mourront quand même dans leur lit, tous ceux qui, forts de leurs galons, envoient les autres au casse-pipe à leur place. Ajoutons à ceux-là les snippers de tous bords, les courageux du

visueur, les tueurs de civils, les ceusses qui, sans y être contraints, tiennent à participer à la boucherie légale.

Enfermons-les disais-je, et donnons nous le droit de ne rouvrir la porte que dans quelques semaines. Le temps pour ceux-là de bien s'étripier, puisqu'ils y tiennent tellement, ou de se mettre d'accord sur le fait qu'il est quand même plus risqué pour sa propre peau d'aller soi-même au front plutôt que d'y envoyer les autres, les obscurs, les sans-grade, les appelés du contingent, les civils auxquels on n'offre que le rôle de la chair à canon. Avoir gagné ou avoir perdu la guerre est bien relatif. Le plus souvent les populations des deux camps sont mullées, déportées, blessées ou tuées. La douleur des civils et des contraints qui n'ont rien demandé ne se console pas avec des défilés d'autosatisfaction, de vengeance ou de triomphe.

Alain MARQUET  
Verts-Genève.

## POLITIQUEMENT CORRECT

Votre revue se déclare neutre et hors des combats politiques qui déchirent aujourd'hui les écologistes. Il me paraît difficile de le croire, vu votre parti très évident contre tout ce qui ne se dit pas de gauche ou à gauche, et en particulier contre le Mouvement Ecologiste Indépendant fondé il y a un an et dont le président actuel est Antoine Waechter. Dans un précédent article, le MEI a été accusé "sous couvert de ni-ni" de faire des alliances avec la droite : il se dirait donc écologiste pour flirter, but fl'avoué, avec la majorité présidentielle ? En tant que membre de ce mouvement, je peux vous assurer que cela est faux et que nous n'avons rien à cacher car nos objectifs sont clairs : construire un parti politique écolo, indépendant des partis traditionnels. (...) Il est à noter que pour les élections municipales, il y a eu en proportion plus de listes autonomes au premier tour au MEI que chez les Verts. Le cas de Michel Duchêne, que vous avez cité, à Bordeaux, fait exception, et son choix est vivement critiqué et désapprouvé au MEI et ce, de manière unanime, car nous ne faisons pas de politique pour avoir des postes, mais pour faire avancer nos idées. Il me paraît indispensable qu'il existe un mouvement écologiste autonome dans notre pays.

Corine SMITH  
Doubs

Silence : nous ne sommes pas neutres politiquement. Nous avons dit que nous ne choisissons pas un candidat pour les élections présidentielles, les élections n'étant pas, pour nous, le lieu pour juger de la valeur des personnes ou des mouvements. Nous préférons juger sur le terrain. Nous n'avons aucune acointance avec la gauche (voir nos commentaires sur les listes "union de la gauche-verts" aux municipales). Si nous parlons aussi peu du MEI c'est que celui-ci ne nous envoie aucune information, contrairement aux Verts.

## IMAGES DE LIVRES

Je trouve que la reproduction des couvertures des livres critiqués est inutile et constitue une dérive d'ordre publicitaire. Pourquoi pas quelques annonces supplémentaires à la place ?  
Yvan GRADIS  
Hauts-de-Seine

Silence : l'image (photo ou dessin) comme le texte est une information. Les couvertures sont choisies parmi les livres qu'on aime et facilite leur repérage pour ceux qui veulent les acheter en librairie.

Silence rajoute un nouveau titre à la liste des livres diffusés :

"Le solaire pour tous, quel solaire pour votre maison ?"  
de Jérôme Goust.  
140 p. 90 F

## ELSBETH, LISA, STEFAN ET LES AUTRES

Occupé à rédiger un article sur l'Allemagne, cinq ans après la réunification, j'ai entendu l'information quant au second tir nucléaire chiracien le lundi 2 octobre au journal télévisé de 1 heure sur l'ARD (la première chaîne d'outre-Rhin).

Ah, les magnifiques lèvres délicatement dessinées de Susan Stahnke, la présentatrice, énonçant "Fangataufa" ! L'humaine beauté et l'horreur atomique. Je confesse que j'eusse aimé que la Hambourgeoise prononçât "ciguatera", "Hiti Tau", "Faa'a", "A Tia I Mua", "Tavini Huiiraatira"... J'ai rêvé comme bien souvent un monde sans armes de destruction massive où la puissance des... bombes ne se mesure pas en kilo- ou mégatonnes. Pourquoi des utopies généreuses ne s'incarneraient-elles pas, pour changer, dans des sculpturales créatures à la tête aussi bien pleine que faite ?

Mais qui sait, peut-être que la polyglotte Susan fantasme sur l'uniforme et les galons ? Plonger dans le lagon avec le général Véricel comblerait-il son vœu le plus cher ? Et si elle émergeait chez les 5 % d'Alle-

mand(e)s qui approuvent la reprise des essais ?

Uta-Maria Heim, dans le quotidien "Frankfurter Rundschau" du 18 septembre, justifie avec raison les deux documentaires de Guy Brousic diffusés le 14 dans "De quoi je me mêle" d'Arte : "... ils servent les besoins de la propagande". Elle ajoute : "Nous ne sommes heureusement pas habitués chez nous à cette forme de journalisme. Que vaut un reportage ravalé au rang de bras idéologique du gouvernement ?". Comment ma consœur jugerait-elle les commentaires des zélé(s) porte-parole du SIRPA qui sévissent sur TF1, France 2 et France 3 ?

Si le sérieux, l'objectivité, l'esprit critique caractérisent la majorité des journalistes allemands, l'un d'eux, Thomas Reimer, a osé prétendre dans l'émission "Blickpunkt Europa" (Sudwest Drei), les 26 et 29 septembre, que Jean Ziegler, le sociologue essayiste, député socialiste suisse "est pour les expériences atomiques françaises". Une contre-vérité absolue ! Le pourfendeur de toutes les formes de colonialisme,

membre de Contratm (Genève), condamne le nucléaire civil et militaire. Dans une missive de protestation adressée au siège de la chaîne régionale à Baden-Baden, j'ai sollicité un rectificatif.

Transition (habile ?) pour évoquer quelques réactions de mes voisins d'Helvétie. Certains restaurateurs y ont décidé d'ajouter, sur les prix des denrées françaises servies, une majoration de 5 % que le client ne doit pas, mais peut payer. Les tenants s'engagent à doubler de leur côté la "surtaxe" et à la verser sur le compte bancaire de Greenpeace. A Bâle, par exemple, quatre auberges participent à cette initiative à laquelle les hôtes "réagissent dans l'ensemble positivement" selon Monika Thommy de Teufelhof. Le 6 septembre, sur la pelouse de Götterberg, avant la rencontre qualificative pour l'Euro 96 de football contre la Suède, les joueurs helvétiques déployèrent une banderole "Stop Il Chirac" pendant l'hymne national.

"Elsbeth, Lisa, Stefan, Kurt, François, Julienne, Rita et Gil" signèrent

l'incendie qui ravagea, dans la nuit du 12 au 13 août, une rame vide de TGV, non loin de Berne, pour combattre "le bellicisme de l'arrogante puissance coloniale française". Les quatre premiers avaient déjà assumé le jet d'un fumigène contre le convoi reliant le 15 juillet Paris à la capitale suisse. Alstom construit des réacteurs nucléaires et les wagons de TGV.

Certains représentants des médias qui avaient sillonné vers Moruroo sur le Rainbow Warrior II ou une autre embarcation de la "flottille de paix", espéraient-ils assister à une véritable bataille navale aux abords de la zone des 12 milles ? Aujourd'hui les amateurs de sensationnalisme s'estiment floués, menés en bateau, sous prétexte que "Goliath" (la marine nationale) a neutralisé "David". A nous d'impulser le débat sur le mal-fondé des doctrines géo-stratégiques en vigueur et sur les enjeux du wargame qui se déroule à 17 000 kilomètres de la métropole !

René HAMM  
Bas-Rhin

# TEMOIN

C'était en soirée, une fin de journée tranquille comme tant d'autres. Puis tout d'un coup j'ai entendu la voix d'une femme qui parlait ma langue, sûrement une Américaine comme moi. Je suis rentrée dans la pièce où elle se trouvait, mon mari était déjà là en train de la regarder... Femme aveugle. Témoin d'un meurtre. Derrière ses lunettes noires perle une larme de sang. Mais qu'est-ce qu'elle fait chez moi ? Je ne l'ai pas invitée, ni elle, ni ce juge qui l'interroge jusqu'à ce qu'elle avoue que depuis son enfance elle est le Témoin. Témoin silencieux, témoin discret, témoin complice d'un meurtre, des centaines de meurtres, des milliers de meurtres, de millions de meurtres. Aveugle, mais sa fille c'est pire, elle n'a plus que deux pansements à la place des yeux... Cette femme aux lunettes noires essaie d'expliquer pourquoi elle n'a jamais rien fait, pourquoi elle n'en a jamais parlé : "il ne faut pas, laissez tomber, il vaut mieux ne rien dire". Mais de quoi s'agit-il ? De quel meurtre, de quelle victime ? Une perle de sang coule de ses yeux qu'elle voudrait nous faire croire aveugles... "Non, je n'ai rien vu ! Non, je n'ai rien ressenti, depuis mon enfance, depuis ce premier hurlement devant l'écran et ses cadavres empilés, déchiétés. Je ne vois pas

l'horreur, la souffrance de ces peuples lointains". Guerre ! Vietnam, Irak, Iran, Yougoslie... Puis elle est partie, son image disparaît de l'écran. Elle est partie sans que je puisse la retenir... J'espère ne jamais l'oublier. Meurtres ! Le lendemain, tuerie de Cuers. Mais pourquoi Cuers ? Si c'était arrivé dans n'importe quel autre patelin du Var, ce n'aurait été qu'une nouvelle comme les autres. "Spectacle" horrible, mais vite oublié. Seulement, c'est à Cuers, ce doux village que je connais si bien où habitent mes amis de vingt ans, Jean-Pierre et Laurence et leurs deux filles. C'est le village de Jean-Pierre ébéniste, artiste anarchiste, village natal de beaucoup de mes amis. Le village où mon fils passe souvent ses vacances. A la télé, on a l'air étonné. On s'interroge, fait appel aux spécialistes : qu'est-ce qui a pu se passer dans la fête de ce garçon de seize ans ? Tuer son père et sa mère, on peut le comprendre, à seize ans, ça doit procurer une grande satisfaction, le plaisir de vengeance, pour certaines personnes et dans certaines circonstances. Mais comment tuer froidement des étrangers dans les rues ? A vrai dire, je ne vois pas trop pourquoi ils crient à l'incompréhensible ! Ce sont des enfants qu'on a toujours expédiés sur les champs de bataille pour tirer sur des étrangers. Ce sont des

enfants de dix-huit ans qui tirent, qui blessent, qui tuent... froidement. Alors rassurez-vous, l'acte de ce garçon n'avait rien d'anormal : précoce peut-être, mais rien d'anormal. Ce n'est pas parce qu'il est parti dans les rues de Cuers, village proche de nos cœurs, en tuant des gens proches de nos cœurs, ni parce qu'il a obéi aux ordres d'une voix silencieuse et intérieure plutôt qu'à la voix d'un Commandant qu'il faut s'inquiéter de sa santé sociale. Il s'est peut-être simplement trompé de lieu, de cible. Non, ce garçon a commis un acte qu'on ne devrait pas qualifier de fou, d'inacceptable, puisqu'on continue de dire que le service militaire est souhaitable, que ça forme un homme. Ne confondons pas... le pacifiste, le déserteur, celui qui ne veut ni porter d'armes, ni se soumettre aux ordres d'un chef est anormal, condamnable... Meurtre ! Meurtre ! Une douzaine à Cuers. Ça aurait pu être Jean-Pierre, Laurence ou même moi, mon mari ou mes enfants, puisqu'on avait fait le projet de descendre à Cuers pour le week-end. Derrière mes lunettes, mes yeux ne sont plus deux trous noirs d'où perlent des larmes de sang... Car depuis mon enfance, je suis Témoin de meurtres. Témoin impuissant, terrifié, silencieux de millions de meurtres ! Helen ROSFELDER Alpes de Haute-Provence

## anciens numéros

- 136 Stop essais : Monrovia, Nevada, Semipalatinsk. Aliments irradiés. Etain. Verts. Fermeture à la vie..... 14 F
- 146 Verts : la politique autrement. Maison de vigilance de Taverny. Canal Rhin-Rhône. Rythme de travail et santé. Orades..... 18 F
- 153 Economies d'énergie. Autonomie et solidarité. Ecolos rose caviar. Ecologie de libération. 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardeche. LHT. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail..... 18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage..... 18 F
- 161 Non-Violence et racisme. Charte des Médecines alternatives. Y-a-t-il un écolo chez les Verts ? Cigarettes radioactives. Norvège et CEE..... 20 F
- 162 La prison autrement. Somport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte..... 20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Sentil d'exemption. Economiser l'électricité..... 20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville..... 20 F
- 166 Monrovia : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Somport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable..... 20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Transport clandestin. Somport. Café solidaire.
- Point Vert. Semences de la famine (2). Jardins de Cocagne. Arsenic. Ecologie ou la mort... 32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts..... 20 F
- 170 Racisme et environnement. Somport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AlEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales..... 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Malville. Inondations et aménagement doux. A. Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire..... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'étable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Espérance. Malville. Inondations..... 20 F
- 173 Mir Sada. ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Somport..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1)..... 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2)..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3)..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Somport. Malville. Escroquerie du développement durable..... 20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestère. Malville. Importations de déchets. Mac-do..... 20 F
- 179-180 Vous avez dit progrès. Somport. Banque Mondiale : 50 ans ça suffit ! Utopie. Délocalisation. Economie vermiculante..... 32 F
- 181 Energies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwe, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres..... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2) : Burkina. Mali. Tunisie. Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'infériorité sécuritaire..... 23 F

- 183 Les centres écologiques. Malville. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?..... 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Energies renouvelables. Bhopal..... 23 F
- 185-186 Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes..... 35 F
- 187 La bombe au bruit qui court (1). Prolifération. Le cas d'Israël. La situation en Asie. Marcher. Société informatico-policière..... 23 F
- 188 La bombe au bruit qui court (2). pour une prolifération solaire, bannir l'arme nucléaire. Neve Shalom. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme..... 23 F
- 189 Autonomie toujours, Réseau Santé. Cun du Larzac, Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloges de la différence..... 23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brenmells : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?..... 23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands..... 23 F
- 192-193 Les communautés de l'Arche. Longo Mai, la Nef des fous. Abolition des armes nucléaires. Santé : vers l'autonomie (2). Couches réutilisables. Risques du gaz naturel. Politique de coopération. Malville..... 35 F
- 194 Pour changer, échangeons : échanges de savoirs, échanges locaux, monnaies locales. Santé : vers l'autonomie (3). Superphénix..... 23 F
- 195 Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la simulation alibi, le nucléaire civilitaire..... Israël : Vanunu. Somport..... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-toroute ! Autoroute Grenoble-Sisteron, Santé : vers l'autonomie (4). Irlande. Si près des urnes, si loin de la vie..... 23 F

Prix franco de port.  
Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

## Je m'abonne :

- Particulier 12 n°.....220 F
- Dom-tom et étranger 12 n°.....270 F
- Institution 12 n°.....440 F
- Soutien 12 n°.....300 F et +
- Petit futé 24 n°.....380 F
- Groupés par 3 ex. 36 n°.....570 F
- Groupés par 5 ex. 60 n°.....850 F
- Petit budget 12 n°.....190 F

## Je m'informe :

- Hors-série Silence**
- Paris Dakar : Pas d'accord..... 25 F
- La menace climatique..... 30 F
- Radioactivité, les faibles doses..... 30 F
- Energies renouvelables..... 30 F
- Les métiers de l'écologie..... 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale..... 30 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table..... 89 F
- La liberté de circuler..... 70 F
- Nucléaire ? Non merci..... 75 F
- Le nucléaire détrôné..... 30 F
- Séphastoc, mon premier cuisinier..... 36 F
- Superphénix : le dossier..... 30 F
- Quelle écologie radicale ?..... 70 F
- Un cuisinier solaire facile à faire..... 20 F
- Construire une cuisinière solaire..... 20 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)**
- Pour un pays sans armée..... 75 F
- Pour que demain soit..... 75 F
- L'écophilosophie ou la sagesse de la nature..... 75 F
- Moi, ma santé..... 75 F
- L'Ecologie politique..... 75 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés..... 98 F
- Et si le Tiers-Monde s'auto-finançait..... 98 F
- Deux roues, un avenir..... 98 F
- Ed. Lucien Sanny (Limagès)**
- La dignité antimoléculaire..... 50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?..... 35 F
- Pour une écologie de la liberté..... 88 F
- Ecologie et politique de l'anarchisme..... 38 F
- Ed. Utopie (Lundès)**
- La désobéissance civile..... 36 F
- Nous sommes peut-être frères..... 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)**
- Le catalogue des ressources..... 180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous..... 90 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
- Adhésifs alimentaires..... 98 F
- Gestion des déchets..... 98 F
- Les sols..... 98 F
- L'eau..... 98 F
- La radioactivité..... 98 F
- L'alimentation..... 98 F
- La diversité biologique..... 98 F
- L'air..... 98 F
- Le bruit..... 98 F

## Frais de port :

- 1 ouvrage..... 15 F
- 2 ouvrages..... 28 F
- 3 ouvrages et plus..... 40 F
- Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus
- Je commande les anciens numéros suivants :

## Je règle un total de :

## Mes coordonnées :

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Règlement à l'ordre de Silence,  
à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

